

VALIANT

VF (CH)

Fonds de placement ombrelle de droit suisse de la catégorie "autres fonds en placements traditionnels", comprenant les compartiments suivants:

VF (CH) – Valiant Vario

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps

VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Umbrella-Fonds schweizerischen Rechts der Kategorie "übrige Fonds für traditionelle Anlagen"

VF (CH) – Valiant Vario

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps

VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Prospectus et Contrat de fonds de placement | Prospekt und Fondsvertrag

Janvier 2011 | Januar 2011

Organisation | Organisation

Direction du fonds Fondsleitung

Lombard Odier Funds (Switzerland) SA.
Av. des Morgines 6
CH - 1213 Petit-Lancy

Gestionnaire Fondsverwalter

VF (CH) – Valiant Vario
Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genève

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz
VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps
VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
Valiant Privatbank AG
Bundesplatz 4
CH - 3001 Bern

Banque dépositaire, domicile de souscription et de paiement Depotbank, Zeichnungs- und Zahlstelle

Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genève

Organe de révision Revisionsstelle

KPMG S.A.
Rue de Lyon 111
CH - 1203 Genève

Table des matières

Partie I Prospectus	7
1. Informations concernant le fonds de placement ombrelle, respectivement les compartiments	7
1.1 Indications générales concernant le fonds ombrelle, respectivement les compartiments	
1.2 Objectifs et politique d'investissement, restrictions de placement ainsi qu'engagement de dérivés des compartiments	
1.3 Profil de l'investisseur	
1.4 Prescriptions fiscales concernant les compartiments	
2. Informations concernant la direction du fonds	12
2.1 Indications générales sur la direction	
2.2 Délégation des décisions de placement	
2.3 Délégation d'autres tâches partielles	
2.4 Exercice des droits de créancier et sociaux	
3. Informations concernant la banque dépositaire	13
4. Informations concernant les tiers	13
4.1 Domicile de paiement	
4.2 Distributeur	
4.3 Organe de révision	
5. Autres informations	13
5.1 Remarques utiles	
5.2 Conditions d'émission, de conversion et de rachat de parts des compartiments	
5.3 Rémunérations et frais accessoires	
5.4 Publications du fonds, respectivement des compartiments	
5.5 Restrictions de vente	
5.6 Dispositions détaillées	
Partie II Contrat de fonds de placement	21

Le présent prospectus avec contrat de fonds intégré, le prospectus simplifié et le dernier rapport annuel ou semestriel (si publié après le dernier rapport annuel) constituent le fondement de toutes les souscriptions à des parts du fonds.

Seules sont valables les informations figurant dans le prospectus, dans le prospectus simplifié ou dans le contrat de fonds.

1. Informations concernant le fonds de placement ombrelle, respectivement les compartiments

1.1 Indications générales concernant le fonds ombrelle, respectivement les compartiments

VF (CH) est un fonds de placement ombrelle contractuel de droit suisse relevant de la catégorie "autres fonds en placements traditionnels" au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (ci-après "le fonds"), qui comprend les compartiments suivants:

- Valiant Vario
- Valiant Aktien Schweiz
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Le contrat de fonds a été établi par Lombard Odier Funds (Switzerland) SA (anciennement Lombard Odier Darier Hentsch Fund Managers SA) en sa qualité de direction du fonds, avec l'approbation de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie en sa qualité de banque dépositaire, soumis à la l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA (anciennement Commission fédérale des banques) et approuvé la première fois par cette dernière en date du 23 octobre 2007, respectivement le 14 février 2007 en ce qui concerne le compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus.

Les compartiments sont basés sur un contrat de placement collectif (contrat de fonds) aux termes duquel la direction du fonds s'engage à faire participer l'investisseur au compartiment correspondant, proportionnellement aux parts qu'il a acquises, et à gérer le fonds conformément aux dispositions de la loi et du contrat de fonds, à titre autonome et en son propre nom. La banque dépositaire est partie au contrat de fonds conformément aux tâches qui lui sont dévolues par la loi et le contrat de fonds.

L'investisseur n'a droit qu'à la fortune et au revenu des compartiments auxquels il participe. Chaque compartiment ne répond que de ses propres engagements.

Conformément au contrat de fonds, la direction du fonds est en droit, avec le consentement de la banque dépositaire et l'autorisation de l'autorité de surveillance, de créer à tout moment pour chaque compartiment d'autres classes de parts, de les supprimer ou de les regrouper.

Il existe quatre classes de parts (la "Classe P", la "Classe I", la "Classe M" et la "Classe S"). Pour le compartiment Valiant Vario il existe également la "Classe V".

La Classe P est réservée aux investisseurs qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité des Classes I, M, S et, en ce qui concerne le compartiment Valiant Vario, de la Classe V, selon les définitions ci-après.

La Classe I est réservée aux intermédiaires financiers soumis à une surveillance, tels que les banques, les négociants en valeurs mobilières et les directions de fonds, aux assurances soumises à une surveillance, aux corporations de droit public et institutions de prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, aux entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel ainsi qu'aux particuliers fortunés au sens de l'art. 10 al. 3 let. e LPCC et l'art. 6 OPCC. La Classe I d'un compartiment est soumise (i) au taux maximum de la commission de gestion mentionné sous chiffre 5.3 ci-dessous et (ii) à un montant minimum d'investissement de CHF 100'000 (ou équivalent) par compartiment.

La Classe M est réservée aux intermédiaires financiers soumis à une surveillance, tels que les banques, les négociants en valeurs mobilières et les directions de fonds, aux assurances soumises à une surveillance, aux corporations de droit public et institutions de prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, aux entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel ainsi qu'aux particuliers fortunés au sens de l'art. 10 al. 3 let. e LPCC et l'art. 6 OPCC. La Classe M d'un compartiment est soumise (i) au taux maximum de la commission de gestion mentionné sous chiffre 5.3 ci-dessous et (ii) à un montant minimum d'investissement de CHF 1'000'000 (ou équivalent) par compartiment.

La Classe S est réservée aux investisseurs qui ont conclu un contrat écrit de mandat de gestion avec Valiant Privatbank AG et qui appartiennent à une des catégories suivantes: les intermédiaires financiers soumis à une surveillance (tels que les banques, les négociants en valeurs mobilières et les directions de fonds), les assurances soumises à une surveillance, les corporations de droit public et institutions de prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, les entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel et les clients fortunés au sens de l'art. 10 al. 3 let. e LPCC et l'art. 6 OPCC. La Classe S d'un compartiment est soumise au taux maximum de la commission de gestion mentionné sous chiffre 5.3 ci-dessous.

La Classe V du compartiment Valiant Vario est réservée aux investisseurs qui, dans le cadre de la prévoyance professionnelle liée (2^e pilier et 3^e pilier a)), placent leur fortune selon les règles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de son ordonnance d'exécution et qui revêtent le caractère d'investisseur qualifié au sens de la circulaire AFC n°24 ch. 2.1.6.1.1. La Classe V du compartiment Valiant Vario sera soumise au taux maximum de la commission de gestion mentionné sous chiffre 5.3 ci-dessous. Le revenu net du compartiment Valiant Vario ne sera pas distribué aux investisseurs de la Classe V mais réinvesti annuellement dans la fortune du compartiment.

Les classes de parts ne représentent pas une fortune segmentée. Il ne peut ainsi pas être exclu qu'une classe de part réponde des engagements d'une autre classe de parts, même si les coûts ne sont imputés en principe qu'à la classe de parts profitant d'une prestation définie.

1.2 Objectifs et politique d'investissement, restrictions de placement ainsi qu'engagement de dérivés des compartiments

Des indications détaillées sur la politique de placement et ses limitations, les techniques et instruments de placement admis (notamment les instruments financiers dérivés ainsi que leur étendue) figurent dans le contrat de fonds (voir partie II, art. 7-15).

1.2.1 Objectifs et politique d'investissement des compartiments

Valiant Vario

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance à long terme et à appliquer un biais de préservation du capital à long terme en cas de conditions de marchés volatiles. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et extrêmement diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. La direction du fonds ne garantit en aucune manière que cet objectif sera atteint.

Ce compartiment investit directement ou indirectement, de manière diversifiée et au niveau mondial, au minimum 85% de sa fortune en actions, en obligations, en avoirs à vue et à terme, en instruments du marché monétaire, en dérivés (y compris warrants) sur les placements précités et en produits structurés (y compris certificats) sur les placements précités, en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités, en placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune en fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger (fonds de fonds immobiliers) ainsi qu'en ETF, produits structurés et certificats sur indices immobiliers. Au sein de cette limite, au maximum 50% de la fortune du compartiment peuvent être investis en actions de manière directe ou indirecte, au maximum 10% de la fortune du compartiment peuvent être investis en dérivés sur avoirs à vue et à terme libellés en monnaies étrangères et au maximum 30% de la fortune peuvent être placés en fonds de fonds immobiliers, ETF, produits structurés et certificats sur indices immobiliers, dont au maximum 1/3 en immobiliers situés à l'étranger.

Ce compartiment investit au maximum 15% de sa fortune en (i) parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, en tout et au plus 15% et (ii) parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux, en tout et au plus 15%.

L'ensemble de placements libellés en monnaies étrangères sans couverture du risque de change ne peut pas dépasser 30% de la fortune du compartiment.

Ce compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

La politique de placement du compartiment Valiant Vario se base sur les prescriptions de placement de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2"), fixées à l'art. 53ss OPP 2, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009, ainsi que sur les exigences issues de la pratique de l'OFAS.

Il incombe à chaque investisseur assujettis à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité des directives de placement du compartiment avec ses propres directives de placement, telles que fixées dans son règlement de placement.

Conformément à l'art. 8 ch. 2 let. d), le compartiment Valiant Vario peut placer plus de 49% de sa fortune en parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) et prendre ainsi la forme d'un fonds de fonds.

Les principaux avantages de la structure de fonds de fonds sont les suivants:

- les risques spécifiques liés aux placements, notamment les risques liés à un gestionnaire individuel ou à une stratégie de placement donnée, se trouvent limités par une plus grande diversification du risque;
- les investisseurs bénéficient des compétences d'une équipe spécialisée dans le choix des stratégies de placement, la sélection et la surveillance des gestionnaires des fonds cibles dans lesquels la fortune du compartiment est investie.

Les principaux inconvénients liés à la structure de fonds de fonds sont les suivants:

- chaque fonds cible a sa propre structure de frais qui s'ajoute à celle du compartiment;
- la dilution des risques spécifiques obtenue grâce à une plus grande diversification des placements implique également une certaine dilution des performances positives réalisées par les gestionnaires de fonds-cibles les plus performants.

Les fonds cibles dans lesquels le compartiment investit peuvent être organisés sous des formes diverses: fonds de placement, sociétés d'investissement à capital variable, sociétés d'investissement, trusts, sociétés en commandite, etc.

La direction du fonds investira en tout temps dans des fonds cibles qui offrent une liquidité suffisante, permettant à la direction du fonds de répondre, lorsque cela est nécessaire, aux demandes de rachat des porteurs de parts conformément à l'art. 17 ch. 1 du contrat de fonds de placement et au chiffre 5.2 du prospectus.

Dans la sélection des fonds cibles, le gestionnaire du compartiment Valiant Vario portera son analyse sur les différentes stratégies utilisées par les gestionnaires des fonds cibles, le type des placements sous-jacents, les sources des risques (concentration des positions, effet de levier, utilisation de produits dérivés, etc.) et le rendement. Il prendra également en compte le degré de transparence et les procédures de gestion, d'administration et de surveillance, ainsi que les performances passées des fonds cibles sélectionnés.

Lorsque les fonds cibles relèvent de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs", sont en outre traités les points se rapportent au processus d'investissement, à la génération d'idées d'investissement, au contrôle et à la gestion des risques, à la construction de portefeuille, au processus de décision, etc. Une grande importance est donnée à la manière dont le gestionnaire de ces fonds cibles et ses responsables sont organisés: l'actionnariat, les moyens financiers, la clientèle, les prestataires de service, le personnel clef, son expérience, ses références, sa rémunération, l'alignement de ses intérêts, les aspects dits de compliance et la gestion d'éventuels conflits d'intérêt. La performance est "disséquée" afin de comprendre les sources des succès et échecs passés en vue de faire une projection pour l'avenir. Les aspects opérationnels font également l'objet de l'analyse du gestionnaire du compartiment Valiant Vario que ce soit au niveau du gestionnaire ou de tiers tels que courtiers et administrateurs. Toutes ces analyses sont effectuées de manière régulière.

Les investissements effectués par l'un des fonds cibles sont soumis uniquement aux restrictions énoncées dans leurs notices d'information, leurs prospectus respectifs ou leurs contrats de fonds de placement. Ni la direction du fonds, ni le gestionnaire du compartiment, ni la banque dépositaire ne seront responsables du respect ou du non-respect de telles directives et restrictions.

Risques – Outre les risques usuellement liés aux investissements diversifiés en actions et en obligations au niveau mondial, ce compartiment est également exposé aux risques liés aux placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et aux placements collectifs étrangers comparables dans la mesure où ces placements collectifs peuvent offrir une liquidité réduite, peuvent faire usage d'effet de levier et de ventes à découvert, sont fréquemment établis dans des juridictions dont la surveillance n'est pas équivalente à celle de la Suisse et présentent un degré de transparence sur leurs activités plus limité que les fonds traditionnels.

Valiant Aktien Schweiz

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme.

Ce compartiment investit au minimum deux tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs de sociétés qui ont leur siège ou exercent une partie prépondérante de leur activité économique en Suisse et qui sont négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et libellées en francs suisses ainsi qu'en dérivés, en produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités.

Ce compartiment investit au maximum un tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées ainsi qu'en obligations et autres droits de créance, obligations convertibles ou à option, avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire, produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. Il peut également investir au maximum 10% de sa fortune en parts de placements collectifs de capitaux relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et en parts de placements collectifs étrangers comparables. Ce compartiment ne peut pas investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Risques – Essentiellement ceux qui résident dans la concentration géographique et la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions suisses, il n'existe ni diversification géographique, ni diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions suisses et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres marchés et/ou instruments.

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme.

Ce compartiment investit au minimum deux tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs de sociétés à petite et moyenne capitalisation, telles que définies par la bourse suisse SIX Swiss Exchange, qui ont leur siège ou exercent une partie prépondérante de leur activité économique en Suisse et qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et libellés en francs suisses ainsi qu'en dérivés, en produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités.

Ce compartiment investit au maximum un tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées ainsi qu'en obligations et autres droits de créance, obligations convertibles ou à option, avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire, produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. Il peut également investir au maximum 10% de sa fortune en placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et en placements collectifs étrangers comparables et au maximum 10% en titres de participation et droits-valeurs qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un marché réglementé ouvert au public. Ce compartiment ne peut pas investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Risques – Essentiellement ceux qui résident dans la concentration géographique et la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions de société suisses à petite et moyenne capitalisation, il n'existe ni diversification géographique, ni diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions suisses et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres marchés et/ou instruments.

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

L'objectif d'investissement du compartiment est de suivre l'évolution de l'indice SPI®.

Ce compartiment investit au minimum deux tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, d'entreprises qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse ou au Liechtenstein et qui figurent dans l'univers d'investissement de l'indice de référence SPI® ainsi qu'en dérivés, en produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. La direction pourra choisir à son gré la méthode utilisée mais en conservant toujours l'objectif de diversifier fortement le portefeuille.

Ce compartiment investit au maximum un tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées ainsi qu'en obligations et autres droits de créance, obligations convertibles ou à option, avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire libellés en francs suisses d'émetteurs suisses, produits structurés et en parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements précités. Il peut également investir au maximum 10% de sa fortune en parts de placements collectifs de capitaux relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et en parts de placements collectifs étrangers comparables. Ce compartiment ne peut pas investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Risques – Essentiellement ceux qui résident dans la concentration géographique et la concentration en actions. En effet, dans la mesure où le compartiment investit principalement en actions suisses, il n'existe ni diversification géographique, ni diversification d'instrument de placement. L'évolution du portefeuille sera déterminée majoritairement par le marché des actions suisses et elle ne pourra pas être équilibrée par d'autres marchés et/ou instruments.

1.2.2 Restrictions de placement des compartiments

La direction du fonds peut, y compris les dérivés, investir au maximum 10% de la fortune des compartiments Valiant Aktien Schweiz et Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps, au maximum 15% de la fortune du compartiment Valiant Vario et au maximum 20% de la fortune du compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune des compartiments Valiant Aktien Schweiz et Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps ont été placés ne peut dépasser 75% de la fortune desdits compartiments. S'agissant des compartiments Valiant Vario et Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de leur fortune respectives ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune desdits compartiments.

Dans le compartiment Valiant Aktien Schweiz, la limite de 10% précitée pourra, pour les titres du SPI dont la pondération dépasse 10% de cet indice, être surpondérée jusqu'à hauteur de 120% du poids de ces titres dans l'indice, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents et que ces titres ne dépassent pas pour 1 position 25% de la fortune du compartiment et pour chacune des autres positions 20% de la fortune du compartiment.

Dans le compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, la limite de 20% précitée pourra, pour les titres du SPI dont la pondération dépasse 20% de cet indice, être surpondérée jusqu'à hauteur de 120% du poids de ces titres dans l'indice, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents et que ces titres ne dépassent pas 25% de la fortune du compartiment.

La direction du fonds peut investir jusqu'à 35% de la fortune du compartiment Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire du même émetteur lorsque ceux-ci sont émis ou garantis par un Etat de l'OCDE ou par une collectivité de droit public de l'OCDE ou par des institutions internationales à caractère public, dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. S'agissant du compartiment Valiant Vario, la limite précitée de 35% par émetteur s'applique uniquement aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis par la Confédération et les centrales suisses de lettres de gage. Elle peut en outre être relevée à raison de 100% de la fortune du compartiment.

1.2.3 Engagement de dérivés des compartiments

La direction du fonds conclut des opérations avec des dérivés dans les limites d'une gestion efficiente de la fortune des compartiments. Ceux-ci ne sauraient, même en présence de circonstances exceptionnelles du marché, aboutir à une déviation des objectifs de placement ou à une modification du caractère de placement du fonds. Les compartiments sont qualifiés comme "fonds simple" suivant le point de vue d'utilisation des dérivés. L'approche Commitment I vient en application dans la mesure du risque (procédure simplifiée).

Les dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la stratégie de placement ainsi qu'aux fins de couverture de positions de placement. S'agissant toutefois des fonds cibles d'un compartiment dont la fortune est investie effectivement à plus de 49% en parts de placement collectifs de capitaux, le recours aux dérivés en rapport à ces fonds cibles est autorisé pour couvrir notamment le risque de change, de marché ou de crédit, pour autant que les risques qui font l'objet de couverture soient identifiables et mesurables.

Seules peuvent être utilisées des formes de base de dérivés, c'est-à-dire des options Call ou Put, des Credit Default Swaps (CDS), swaps et affaires à terme (futures et Forwards), telles que décrites plus en détail dans le contrat de fonds (voir art. 12), pour autant que leurs sous-jacents soient admis comme placements dans la politique de placement. Les dérivés peuvent être négociés à une bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou être conclus OTC (Over-the-counter). Les dérivés sont sujets au risque de contrepartie, outre le risque de marché; en d'autres termes, il y a risque que la partie contractante n'honore pas ses engagements et occasionne ainsi un dommage financier.

Par le biais d'un CDS, le risque de crédit est transféré du vendeur de risque à l'acheteur de risque. Ce dernier est indemnisé sous forme de prime. Le montant de la prime dépend entre autres de la probabilité de survenance d'un dommage et du montant maximum de celui-ci; ces deux facteurs sont normalement difficiles à évaluer, ce qui augmente le risque lié aux CDS. Les compartiments peuvent endosser les deux rôles d'acheteur et de vendeur de risque.

L'utilisation de tels instruments ne doit pas exercer d'effet de levier (Leverage) sur la fortune du compartiment, même en présence de circonstances exceptionnelles du marché, ni correspondre à une vente à découvert.

1.3 Profil de l'investisseur

Le compartiment Valiant Vario convient aux investisseurs envisageant un horizon de placement à moyen terme et qui peuvent supporter des fluctuations de cours sur quelques années.

Les compartiments Valiant Aktien Schweiz, Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps et Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus conviennent aux investisseurs avec un horizon de placement à long terme qui peuvent supporter d'importantes fluctuations de cours sur une longue durée, qui connaissent les risques usuels d'un placement en actions et acceptent les risques plus élevés inhérents à la concentration géographique.

1.4 Prescriptions fiscales concernant les compartiments

Fiscalité suisse

a. Fiscalité (fonds)

Le fonds de placement, respectivement les compartiments, ne possèdent pas de personnalité juridique en Suisse. Ils ne sont pas assujettis à un impôt sur le revenu, ni à un impôt sur le capital.

L'impôt anticipé fédéral déduit dans les compartiments sur les revenus suisses peut être demandé intégralement en remboursement par la direction du fonds.

Les revenus et les gains en capital réalisés à l'étranger peuvent être soumis le cas échéant aux retenues à la source applicables dans le pays d'investissement. Dans la mesure du possible, de tels impôts seront demandés en remboursement par la direction du fonds sur la base de conventions de double imposition ou de conventions spécifiques, en faveur des investisseurs domiciliés en Suisse.

b. Fiscalité (investisseurs)

Les distributions de revenus des compartiments (à des investisseurs domiciliés en Suisse et à l'étranger) sont assujetties à l'impôt anticipé fédéral (impôt à la source) de 35%. Les gains en capital distribués par coupon séparé ne sont pas soumis à l'impôt anticipé.

L'investisseur domicilié en Suisse peut récupérer l'impôt anticipé retenu en mentionnant le revenu correspondant dans sa déclaration fiscale ou en présentant une demande de remboursement séparée.

En cas de revenus provenant pour moins de 80% de sources étrangères, l'investisseur domicilié à l'étranger peut demander le remboursement de l'impôt anticipé fédéral en fonction d'une éventuelle convention de double imposition existant entre la Suisse et son pays de domicile. A défaut d'une telle convention, le remboursement de l'impôt anticipé ne pourra pas être obtenu.

En cas de revenus provenant à raison de 80% et plus de sources étrangères, les distributions de revenus à des investisseurs domiciliés à l'étranger ont lieu sans déduction de l'impôt anticipé suisse. Dans ce cas, une confirmation d'une banque doit exister, indiquant que les parts en question se trouvent chez elle dans le dépôt d'un investisseur domicilié à l'étranger et que les revenus sont crédités sur son compte (déclaration de domicile ou affidavit). Il ne peut être garanti que les revenus du fonds de placement proviennent pour 80% au moins de sources étrangères.

Si un investisseur domicilié à l'étranger fait l'objet d'une déduction d'impôt anticipé suite à un défaut d'existence de déclaration de domicile, il peut demander le remboursement de l'impôt directement auprès de l'Administration fédérale des contributions à Berne en se fondant sur le droit suisse.

Compartiment Valiant Vario, Classe V

Le cercle des investisseurs dans la classe V étant limité aux seuls investisseurs qualifiés au sens de la Circulaire AFC n°24, ch. 2.1.6.1.1, l'impôt fédéral anticipé (impôt à la source) n'est pas prélevé sur le revenu net retenu et réinvesti.

Fiscalité de l'Union européenne (UE)

S'agissant du compartiment Valiant Vario, on notera que conformément aux dispositions de la directive du Conseil de l'Union européenne dans le domaine de l'imposition de produits des intérêts et à l'accord signé dans le cadre des négociations bilatérales entre la Suisse et l'UE, la Suisse s'est engagée à effectuer une retenue d'impôt sur des paiements définis d'intérêts de fonds de placements, cela aussi bien lors d'une distribution que du rachat ou de la restitution des parts du compartiment à des personnes physiques ayant leur résidence fiscale dans un Etat membre de l'UE. La retenue fiscale s'élève à 20% (dès le 1^{er} Juillet à 35%). Sur demande expresse du destinataire d'intérêts, la retenue d'impôt peut être remplacée par une divulgation volontaire à l'autorité compétente de la résidence fiscale.

Considérations générales

Les explications fiscales sont basées sur la situation de droit et la pratique connues actuellement. Des modifications apportées à la législation, à la jurisprudence et à la pratique de l'autorité fiscale demeurent explicitement réservées.

L'imposition et les autres répercussions fiscales pour l'investisseur en cas de détention, achat ou vente de parts de fonds se réfèrent aux prescriptions de la loi fiscale du pays de domicile de l'investisseur.

2. Informations concernant la direction du fonds

2.1 Indications générales sur la direction

Lombard Odier Funds (Switzerland) SA est responsable de la direction du fonds. La direction gère des fonds de placement depuis sa fondation en 1972 en tant que société anonyme avec siège à Lancy.

Le montant du capital social de la direction s'élève à CHF 6 millions. Le capital social, divisé en 6'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 1'000.- chacune, est détenu à 100% par Lombard Odier Investment Managers Holding SA.

Son conseil d'administration est composé de:

- Bernard Droux, Président, Associé-gérant de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
- Alexandre Meyer, Directeur de Lombard Odier Funds (Switzerland) SA
- Yvar Mentha, Administrateur indépendant
- Patrick Zurstrassen, Administrateur indépendant, Luxembourg

Les membres de la direction de la société sont:

- Alexandre Meyer, Directeur
- Yves Bersier, Directeur Adjoint
- Nicolas Tschopp, Directeur Adjoint

La direction gère en Suisse au 31 août 2010 22 placements collectifs de capitaux au total, dont la somme des avoirs gérés s'élevait au 31 octobre 2010 à 11.8 milliards de francs suisses.

La liste et les informations relatives à ces fonds, à l'exclusion des fonds à caractère dédié ou dits de "white labelling", peuvent être consultées sur le site Internet de la banque dépositaire www.lombardodier.com.

2.2 Délégation des décisions de placement

Les décisions de placement du compartiment Valiant Vario sont déléguées à Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, rue de la Corraterie 11, 1204 Genève, banquiers privés soumis à une surveillance par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Banquiers privés depuis 1796, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie est spécialisée dans la gestion de patrimoine, tant privé qu'institutionnel. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat conclu entre Lombard Odier Funds (Switzerland) SA et Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

Les décisions de placement des compartiments Valiant Aktien Schweiz, Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps et Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus sont déléguées à Valiant Privatbank AG, Bundesplatz 4, 3001 Berne. Valiant Privatbank AG est une banque suisse soumise à une surveillance par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Valiant Privatbank AG se caractérise par une expérience dans le conseil en placement et la gestion de patrimoine de clients tant privés qu'institutionnels. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat conclu entre Lombard Odier Funds (Switzerland) SA et Valiant Privatbank AG.

2.3 Délégation d'autres tâches partielles

La comptabilité et le calcul de la valeur nette d'inventaire sont délégués à la banque dépositaire, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Genève. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat conclu entre Lombard Odier Funds (Switzerland) SA et Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

2.4 Exercice des droits de créancier et sociaux

La direction du fonds exerce les droits de créancier et sociaux liés aux placements des compartiments gérés de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Sur demande, les investisseurs obtiennent de la direction du fonds des renseignements sur l'exercice des droits de créancier et sociaux.

Dans les affaires de routine en cours, la direction du fonds est libre d'exercer elle-même les droits de créancier et sociaux ou de les déléguer à la banque dépositaire ou à des tiers.

Dans tous les autres points susceptible d'affecter durablement les intérêts des investisseurs, notamment dans l'exercice de droits de créancier et sociaux revenant à la direction du fonds en tant qu'actionnaire ou créancière de la banque dépositaire ou d'autres personnes juridiques qui lui sont proches, la direction du fonds exerce elle-même le droit de vote ou donne des instructions explicites à leur sujet. Elle peut s'appuyer en l'occurrence sur des informations qu'elle reçoit de la banque dépositaire, du gestionnaire du portefeuille, de la société ou de tiers ou qu'elle apprend par la presse.

La direction du fonds est libre de renoncer ou non à l'exercice des droits de créancier et sociaux.

3. Informations concernant la banque dépositaire

Les fonctions de banque dépositaire sont exercées par Lombard Odier Darier Hentsch & Cie. La banque a été constituée en 1796 sous la forme d'une société en commandite, à Genève.

La banque dépositaire peut confier la garde de la fortune du fonds à un tiers ou à un dépositaire central de titres en Suisse et à l'étranger. Elle répond en l'occurrence du soin dans leur choix et instruction ainsi que de la surveillance du respect permanent des critères de sélection.

La garde collective et par des tiers a pour effet que la direction du fonds n'ait plus la propriété individuelle sur les titres déposés, mais seulement la copropriété sur ceux-ci.

4. Informations concernant les tiers

4.1 Domicile de paiement

Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genève

4.2 Distributeur

Valiant Privatbank AG
Bundesplatz 4
CH - 3001 Berne

4.3 Organe de révision

KPMG S.A.
Rue de Lyon 111
CH - 1203 Genève

5. Autres informations

5.1 Remarques utiles

- **Numéros de valeur**

Valiant Vario Classe P: 003414004

Valiant Vario Classe I: 003414010

Valiant Vario Classe M: 003414015

Valiant Vario Classe S:

Valiant Vario Classe V:

Valiant Aktien Schweiz Classe P: 003414022

Valiant Aktien Schweiz Classe I: 003414026

Valiant Aktien Schweiz Classe M: 003414030

Valiant Aktien Schweiz Classe S: 011393223

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe P: 010594702

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe I: 010594703

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe M: 010594707

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe S: 010594710

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe P: 011769854

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe I: 002939248

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe M: 011769855

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe S: 011769856

- **Publication des prix**
Classe P, I, M, S et V: Neue Zürcher Zeitung
- **Exercice comptable**
Du 1^{er} novembre au 31 octobre
- **Durée**
Indéterminée
- **Unité de compte**
Valiant Vario: CHF
Valiant Aktien Schweiz: CHF
Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps: CHF
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus: CHF
- **Parts**
Titres nominatifs; les parts ne sont, en principe, pas émises physiquement, mais enregistrées comptablement. L'investisseur peut exiger de la banque dépositaire, contre paiement de CHF 250.-, la remise d'un certificat nominatif.
- **Utilisation des produits**
Pour les classes de parts P, I, M et S: distribution annuelle, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice.
Pour la classe de parts V du compartiment Valiant Vario: thésaurisation

5.2 Conditions d'émission, de conversion et de rachat de parts des compartiments

Les parts des compartiments Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz et Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps sont émises, converties ou rachetées chaque jour ouvrable bancaire (du lundi au vendredi). Il n'est pas effectué d'émission, de conversion ou de rachat les jours fériés suisses et genevois (Pâques, Pentecôte, Noël, Nouvel An, Fête nationale, etc.) ainsi que les jours où les bourses ou marchés des pays principaux de placements d'un compartiment sont fermées ou encore en présence de circonstances exceptionnelles au sens de l'article 17, chiffre 8 du contrat de fonds.

Les demandes de souscription, de conversion et de rachat qui parviennent à la banque dépositaire jusqu'à 15 heures au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées le jour ouvrable bancaire suivant (jour d'évaluation) sur la base de la valeur d'inventaire calculée ce jour-là. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation d'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour de passation de l'ordre. Le paiement du prix des parts se fera valeur trois jours ouvrables après le traitement de l'ordre. Ainsi, par exemple, un ordre reçu le lundi jusqu'à 15 heures sera traité le mardi sur la base des cours de clôture du lundi, le paiement du prix se faisant valeur vendredi.

Les parts du compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus sont émises, converties ou rachetées chaque semaine. Il n'est pas effectué d'émission, de conversion ou de rachat les jours fériés suisses et genevois (Pâques, Pentecôte, Noël, Nouvel An, Fête nationale, etc.) ainsi que les jours où les bourses ou marchés des pays principaux de placements d'un compartiment sont fermées ou encore en présence de circonstances exceptionnelles au sens de l'article 17, chiffre 8 du contrat de fonds.

Les demandes de souscription, de conversion et de rachat pour le compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus qui parviennent à la banque dépositaire le vendredi jusqu'à 15 heures au plus tard (jour de passation de l'ordre) sont calculées le deuxième jour ouvrable bancaire suivant (jour d'évaluation) sur la base de la valeur d'inventaire calculée ce jour-là. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation d'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour précédant le jour d'évaluation. Le paiement du prix des parts se fera valeur 2 jours ouvrables après le traitement de l'ordre. Ainsi, par exemple, un ordre reçu le vendredi jusqu'à 15 heures sera traité le mardi sur la base des cours de clôture du lundi, le paiement du prix se faisant valeur jeudi.

La valeur nette d'inventaire de la part d'une classe d'un compartiment résulte de la quote-part à la valeur vénale de la fortune du compartiment revenant à la classe en question, réduite d'éventuels engagements du compartiment attribués à cette classe, divisée par le nombre de parts en circulation de cette même classe, arrondie à au centime.

Le prix d'émission des parts d'une classe est calculé comme suit: valeur nette d'inventaire de cette classe calculée le jour d'évaluation multipliée par le nombre de parts souscrites, plus les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, taxes, etc.) occasionnés au compartiment correspondant par le placement du montant versé, plus la commission d'émission. Les informations relatives aux frais accessoires et à la commission d'émission figurent sous chiffre 5.3 ci-après.

Le prix de rachat des parts d'une classe est calculé comme suit: valeur nette d'inventaire de cette classe calculée le jour d'évaluation multipliée par le nombre de parts remboursés, moins les frais accessoires occasionnés au compartiment concerné par la vente de la partie des placements correspondant à la part dénoncée et moins la commission de rachat. Les informations relatives aux frais accessoires et à la commission de rachat figurent sous chiffre 5.3 ci-après.

En cas de conversion entre compartiments du fonds, le prix de conversion des parts se traduit par: a) le nombre de parts de la classe de parts correspondante que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion et b) les frais liés à la conversion qui sont débités à l'investisseur (frais accessoires et la commission de conversion).

- a) le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion est calculé comme suit:

$$NC = \frac{CO \times VO \times CH}{VN}$$

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment;

CO est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine;

CH est le taux de change entre les monnaies dans lesquelles sont libellées le compartiment d'origine et le nouveau compartiment;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment.

- b) Les frais accessoires et la commission de conversion débités à l'investisseur en rapport avec la conversion sont calculés comme suit:

$$FO = CO \times VO \times FM$$

$$FN = NC \times VN \times FM$$

$$CF = CO \times VO \times CC$$

dans lesquelles:

FO est le montant des frais accessoires occasionnés au compartiment d'origine par la vente de la partie des placements correspondant à la part d'origine;

FM sont les frais accessoires, calculés en moyenne en fonction des conditions sur les marchés et exprimés par un taux qui ne peut en aucun cas dépasser le taux maximum indiqué au chiffre 5.3. ci-après;

FN est le montant des frais accessoires occasionnés au nouveau compartiment par le placement du montant versé;

CF est le montant de la commission de conversion débité à l'investisseur;

CC est le taux de la commission de conversion.

En cas de conversion au sein d'un même compartiment, le nombre de parts que l'investisseur recevra à l'issue d'une conversion au sein d'un même compartiment est calculé de la manière suivante:

$$NC = \frac{CO \times VO}{VN}$$

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la nouvelle classe de parts;

CO est le nombre de parts de la classe de parts d'origine, faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts d'origine;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la nouvelle classe de parts.

Les informations relatives aux frais accessoires et à la commission de conversion figurent sous chiffre 5.3 ci-après.

Les prix d'émission, de conversion et de rachat sont arrondis au centime.

Les parts ne sont pas émises sous forme de titres en principe, mais comptabilisées. L'investisseur peut toutefois demander la remise d'un certificat auprès de la banque dépositaire. Celle-ci facturera une commission de Fr. 250.- par livraison à l'investisseur.

Si des parts ont été remises, elles doivent être restituées en cas de demande de rachat.

5.3 Rémunérations et frais accessoires

Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur (extrait de l'article 18 du contrat de fonds)

- Commission d'émission en faveur de la direction du fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse: au maximum 3%
- Commission de rachat en faveur de la direction du fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse: au maximum 3%
- Commission de conversion en faveur de la direction du fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse et à l'étranger en cas de conversion entre compartiments: au maximum 0,5%.
- Frais de livraison des parts des compartiments: CHF 250.-

Frais accessoires en faveur de la fortune des compartiments, occasionnés aux compartiments suite au placement du montant versé ou à la vente de placements (article 17, chiffre 2 du contrat de fonds)

- Supplément à la valeur nette d'inventaire lors de l'émission: au maximum 2%
- Déduction de la valeur nette d'inventaire lors du rachat: au maximum 2%
- Taux en cas de conversion entre compartiments: au maximum 4%

Les frais accessoires sont calculés en moyenne, en fonction des conditions sur les marchés. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximum indiqués ci-dessus.

Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune du compartiment (extrait de l'article 19 du contrat de fonds)

Commission de gestion de la direction du fonds

Elle est utilisée pour la direction, l'Asset Management (sauf pour la classe S, telle qu'indiquée ci-dessous) et la commercialisation des compartiments du fonds.

- Valiant Vario Classe P: max. 2,00% p.a.
- Valiant Vario Classe I: max. 1,00% p.a.
- Valiant Vario Classe M: max. 0,75% p.a.
- Valiant Vario Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.
- Valiant Vario Classe V: max. 1,75% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Classe P: max. 2,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Classe I: max. 1,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Classe M: max. 0,75% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe P: max. 2,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe I: max. 1,25% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe M: max. 1,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe P: max. 1,50% p.a.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe I: max. 0,75% p.a.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe M: max. 0,50% p.a.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.

Commission de banque dépositaire: max. 0,05% p.a.

Les taux effectivement appliqués de commission de gestion et de commission de banque dépositaire figurent dans le rapport annuel et semestriel.

Par ailleurs, les autres rémunérations et frais accessoires énumérés à l'article 19 du contrat de fonds peuvent être facturés aux compartiments.

La commission de gestion des fonds cibles dans lesquels la fortune des compartiments est investie ne peut représenter que 3% au maximum. Le taux maximum des commissions de gestion des fonds cible dans lesquels il est investi est à mentionner dans le rapport annuel.

A partir de la commission de gestion, la direction du fonds peut accorder des rétrocessions aux investisseurs institutionnels suivants, détenant des parts de fonds pour des tiers sous l'aspect économique:

- sociétés d'assurances sur la vie;
- caisses de pension et autres institutions de prévoyance;
- fondations de placement;
- directions suisses de fonds;
- directions et sociétés étrangères de fonds;
- sociétés d'investissement.

La direction du fonds peut d'autre part verser des commissions d'état à partir de la commission de gestion aux distributeurs et partenaires de distribution désignés ci-après:

- distributeurs autorisés;
- directions de fonds, banques, négociants en valeurs mobilières, la Poste Suisse ainsi que sociétés d'assurances;
- partenaires de distribution qui placent les parts de fonds exclusivement auprès d'investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel;
- gestionnaires de fortune.

Total Expense Ratio et Portfolio Turnover Rate

Le ratio des coûts totaux débités couramment sur la fortune du compartiment **Valiant Vario** (Total Expense Ratio, TER) s'élevait au

	TER synthétique %	TER du fonds %
Classe P¹		
31.10.2008 ³	1.62	1.36
31.10.2009	1.59	1.45
31.10.2010	1.08	0.94
Classe I²		
31.10.2008 ³	1.28	1.02
31.10.2009	1.48	1.34
31.10.2010	-	-
Classe M¹		
31.10.2008 ³	0.82	0.56
31.10.2009	0.75	0.61
31.10.2010	0.56	0.42
Classe S⁴	n.a.	n.a.
Classe V⁴	n.a.	n.a.

¹ Date de lancement:

Classe P: 20.11.2007

Classe M: 4.02.2008

² Date de lancement: 20.11.2007 - Date de clôture: 23.04.2010

³ TER annualisé

⁴ Disponibles pour la première fois un an après son lancement

Le taux de rotation du portefeuille (Portfolio Turnover Rate, PTR) du compartiment **Valiant Vario** s'élevait au

	%
31.10.2008 ¹	(4.52)
31.10.2009	36.03
31.10.2010	291.92

¹ Date de lancement: 20.11.2007

Le ratio des coûts totaux débités couramment sur la fortune du compartiment **Valiant Aktien Schweiz** (Total Expense Ratio, TER) s'élevait au

	TER du fonds %
Classe P ¹	
31.10.2008 ²	1.46
31.10.2009	1.44
31.10.2010	1.44
Classe I ¹	
31.10.2008 ²	0.76
31.10.2009	0.74
31.10.2010	0.74
Classe M ¹	
31.10.2008 ²	0.60
31.10.2009	0.60
31.10.2010	0.60
Classe S ¹	
31.10.2010 ²	0.27

¹ Date de lancement:

Classe P: 1.11.2007

Classe I: 1.11.2007

Classe M: 1.11.2007

² TER annualisé

Le taux de rotation du portefeuille (Portfolio Turnover Rate, PTR) du compartiment **Valiant Aktien Schweiz** s'élevait au

	%
31.10.2008 ¹	(30.81)
31.10.2009	3.42
31.10.2010	(13.31)

¹ Date de lancement: 01.11.2007

Le ratio des coûts totaux débités couramment sur la fortune du compartiment **Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps** (Total Expense Ratio, TER) s'élevait au

	TER du fonds %
Classe P ¹	
31.10.2010 ²	1.80
Classe I ¹	
31.10.2010 ²	1.75
Classe M ^{1,3}	
31.10.2010 ²	0.90
Classe S ¹	
31.10.2010 ²	0.34

¹ Date de lancement:

Classe P: 30.11.2009

Classe I: 30.11.2009

Classe M: 30.11.2009

Classe S: 30.11.2009

² TER annualisé

³ Date de clôture: 15.09.2010

Le taux de rotation du portefeuille (Portfolio Turnover Rate, PTR) du compartiment **Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps** s'élevait au

	%
31.10.2010 ¹	(5.02)

¹ Date de lancement: 30.11.2009

Le ratio des coûts totaux débités couramment sur la fortune du compartiment **Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus** (Total Expense Ratio, TER) s'élevait au

	TER du fonds %
Classe I ¹	
31.08.2007 ¹	0.36
31.08.2008	0.38
31.08.2009	0.38
31.10.2010 ²	0.40
Classe P ¹	
31.10.2010 ²	0.62
Classe M ¹	
31.10.2010 ²	0.38
Classe S ¹	
31.10.2010 ²	0.13

¹ Date de lancement:

Classe I: 2.04.2007

Classe P: 12.10.2010

Classe M: 12.10.2010

Classe S: 12.10.2010

² TER annualisé

Le taux de rotation du portefeuille (Portfolio Turnover Rate, PTR) du compartiment **Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus** s'élevait au

	%
Classe I	
31.08.2007 ¹	51.33
31.08.2008	81.84
31.08.2009	63.07
31.10.2010	21.72

¹ Date de lancement: 02.04.2007

Placements dans des placements collectifs de capitaux liés

Lors d'investissements dans des placements collectifs de capitaux que la direction du fonds, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, gère elle-même directement ou indirectement, ou qui sont gérés par une société à laquelle la direction du fonds, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, est liée, dans le cadre d'une communauté de gestion, d'une communauté de contrôle ou par une participation directe ou indirecte de plus de 10% du capital ou des voix, il n'est pas perçu de commission d'émission ou de rachat et seulement une commission de gestion réduite selon l'article 19 chiffre 6 du contrat de fonds.

Conventions de partage des frais et avantages pécuniaires ("soft commissions")

La direction du fonds n'a pas conclu des conventions de partage des frais.

La direction du fonds n'a pas conclu des conventions concernant des "soft commissions".

5.4 Publications du fonds, respectivement des compartiments

D'autres informations sur le fonds, respectivement les compartiments, figurent dans le dernier rapport annuel du fonds.

Le prospectus avec contrat de fonds intégré, le prospectus simplifié et les rapports annuels ou semestriels peuvent être demandés gratuitement à la direction du fonds, à la banque dépositaire et à tous les distributeurs.

En cas de modification du contrat de fonds, de changement de la direction du fonds ou de la banque dépositaire ainsi que lors de la dissolution des compartiments, il y a publication par la direction du fonds dans la Feuille officielle suisse du commerce et sur les plateformes Internet www.swissfunddata.ch et www.fundinfo.com.

Les publications de prix pour toutes les classes de parts de chaque compartiment ont lieu chaque jour d'émission et de rachat de parts mais au moins deux fois par mois (15 et 30 du mois ou jour ouvrable précédent) dans la Neue Zürcher Zeitung.

5.5 Restrictions de vente

Le fonds est seulement autorisé à la distribution en Suisse.

Les parts des compartiments de ce fonds de placement ne peuvent être ni offertes, ni livrées aux Etats-Unis, ni vendues à des personnes qui sont ressortissantes ou qui sont domiciliées aux Etats-Unis.

5.6 Dispositions détaillées

Toutes les autres indications sur le fonds, respectivement les compartiments, telles que l'évaluation de la fortune du fonds, la mention de toutes les rémunérations et de tous les frais accessoires imputés à l'investisseur et au fonds et l'utilisation du résultat sont précisées en détail dans le contrat de fonds.

Table des matières

Partie II Contrat de fonds de placement	23
I. Bases	23
Art. 1 Dénomination; société et siège de la direction du fonds et de la banque dépositaire	
II. Droits et obligations des parties contractantes	23
Art. 2 Contrat de fonds de placement et Dispositions LPCC inapplicables	
Art. 3 Direction du fonds	
Art. 4 Banque dépositaire	
Art. 5 Investisseurs	
Art. 6 Parts et classes de parts	
III. Directives régissant la politique de placement	26
A. Principes de placement	
Art. 7 Respect des directives de placement	
Art. 8 Politique de placement	
Art. 9 Liquidités	
B. Techniques et instruments de placement	
Art. 10 Prêt de valeurs mobilières	
Art. 11 Opérations de mise et prise en pension	
Art. 12 Instruments financiers dérivés - Approche Commitment I	
Art. 13 Emprunts et octroi de crédits	
Art. 14 Mise en gage de la fortune des compartiments	
C. Restrictions de placement	
Art. 15 Répartition des risques	
IV. Calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi qu'émission, conversion et rachat de parts	30
Art. 16 Calcul de la valeur nette d'inventaire	
Art. 17 Emission, conversion et rachat de parts	
V. Rémunérations et frais accessoires	32
Art. 18 Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur	
Art. 19 Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune des compartiments	
VI. Reddition des comptes et révision	33
Art. 20 Reddition des comptes	
Art. 21 Révision	
VII. Utilisation du résultat (Art. 22)	34
VIII. Publications du fonds et/ou des compartiments (Art. 23)	34

IX.	Restructuration et dissolution	34
Art. 24	Regroupement	
Art. 25	Durée et dissolution des compartiments	
X.	Modification du contrat de fonds de placement (Art. 26)	36
XI.	Droit applicable et for (Art. 27)	36

I. Bases

Art. 1 Dénomination; société et siège de la direction du fonds et de la banque dépositaire

1. Sous la dénomination VF (CH), il existe un fonds ombrelle contractuel relevant de la catégorie "autres fonds en placements traditionnels" (ci-après "le fonds ") au sens des articles 25ss, 68ss et 92ss de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC). Ce fonds est subdivisé en compartiments comme suit:
 - Valiant Vario
 - Valiant Aktien Schweiz
 - Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps
 - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
2. La direction du fonds est Lombard Odier Funds (Switzerland) SA.
3. La banque dépositaire est Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

II. Droits et obligations des parties contractantes

Art. 2 Contrat de fonds de placement et Dispositions de la LPCC inapplicables

1. Les relations juridiques entre, d'une part, les investisseurs et, d'autre part, la direction du fonds et la banque dépositaire sont régies par le présent contrat de fonds de placement ainsi que les dispositions légales en vigueur de la loi sur les placements collectifs de capitaux.
2. L'autorité de surveillance a, en application de l'article 78 al. 4 LPCC, à la demande de la direction du fonds et en accord avec la banque dépositaire, déclaré inapplicable, au lancement des compartiments Valiant Vario et Valiant Aktien Schweiz, l'obligation d'émettre des parts en espèces, dans la mesure où il s'agit de la transformation d'un portefeuille collectif interne en fonds de placement.

Art. 3 Direction du fonds

1. La direction gère les compartiments pour le compte des investisseurs, de façon indépendante et en son propre nom. Elle décide notamment de l'émission de parts, des placements et de leur évaluation. Elle calcule la valeur nette d'inventaire, fixe les prix d'émission, de conversion et de rachat des parts ainsi que la distribution des bénéfices. Elle exerce tous les droits relevant du fonds, respectivement des compartiments.
2. La direction du fonds et ses mandataires sont soumis aux devoirs de fidélité, de diligence et d'information. Ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une gestion irréprochable. Ils garantissent des comptes transparents et donnent une information appropriée sur ce fonds et/ou les compartiments.
3. La direction peut déléguer les décisions en matière de placement pour tous ou certains compartiments ainsi que d'autres tâches pour assurer une gestion appropriée. Elle mandate uniquement des personnes suffisamment qualifiées pour garantir une exécution irréprochable des tâches déléguées; elle assure l'instruction et la surveillance de ces personnes et contrôle l'exécution du mandat.
La direction répond des actes de ses mandataires comme de ses propres actes.
4. La direction soumet les modifications de ce contrat de fonds de placement avec l'accord de la banque dépositaire à l'approbation de l'autorité de surveillance (voir article 26). La direction a le droit de créer des compartiments supplémentaires avec l'approbation de l'autorité de surveillance.
5. La direction du fonds peut regrouper certains compartiments avec d'autres compartiments ou avec d'autres fonds de placement ou compartiments d'autres fonds de placement selon les dispositions de l'article 24 ou dissoudre lesdits compartiments selon les dispositions de l'article 25.
6. La direction a droit aux commissions prévues aux articles 18 et 19, à être libérée des engagements contractés en exécution régulière du contrat de placement collectif et à être remboursée des frais encourus au titre de l'exécution de ces engagements.

Art. 4 Banque dépositaire

1. La banque dépositaire assure la garde de la fortune des compartiments. Elle émet, convertit et rachète les parts des compartiments et gère le trafic des paiements pour le compte des compartiments.
2. La banque dépositaire et ses mandataires sont soumis aux devoirs de fidélité, de diligence et d'information. Ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une gestion irréprochable. Ils garantissent des comptes transparents et donnent une information appropriée sur ce fonds et/ou les compartiments.
3. La banque dépositaire peut confier la garde de la fortune des compartiments à un tiers ou à un dépositaire central de titres en Suisse ou à l'étranger. Elle répond du soin avec lequel elle a choisi et instruit le tiers et du soin avec lequel elle a contrôlé que les critères de choix sont durablement respectés. Le prospectus contient des explications sur les risques inhérents.
4. La banque dépositaire veille à ce que la direction du fonds respecte la loi et le contrat de fonds de placement. Elle vérifie que le calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi que des prix d'émission, de conversion et de rachat des parts ainsi que les décisions afférentes aux placements sont conformes à la loi et au contrat de fonds de placement et que le résultat est utilisé conformément au contrat précité. La banque dépositaire n'est pas responsable du choix des placements effectués par la direction du fonds dans les limites des prescriptions en matière de placements.
5. La banque dépositaire a droit aux commissions prévues dans les articles 18 et 19, à être libérée des engagements contractés en exécution régulière du contrat de placement collectif et à être remboursée des frais encourus nécessaires à l'accomplissement de ces engagements.
6. La banque dépositaire n'est pas responsable de la garde de la fortune des fonds cibles dans lesquels les compartiments investissent, à moins que cette tâche ne lui ait été déléguée.

Art. 5 Investisseurs

1. Par la conclusion du contrat et leur mise de fonds en nature au moment du lancement seulement, puis en espèces, les investisseurs acquièrent, à raison des parts acquises, une créance envers la direction sous forme d'une participation à la fortune et au revenu d'un compartiment du fonds. La créance des investisseurs est fondée sur des parts.
2. Les investisseurs n'ont droit qu'à la fortune et au revenu des compartiments auxquels ils participent. Chaque compartiment ne répond que de ses propres engagements.
3. Les investisseurs ne sont réputés liés qu'au paiement des parts du compartiment respectif pour lesquelles ils ont souscrit. Leur responsabilité personnelle est exclue concernant les engagements du fonds ou du compartiment.
4. La direction informe les investisseurs qui le demandent sur les bases de calcul de la valeur nette d'inventaire des parts. Lorsque les investisseurs souhaitent obtenir des informations détaillées sur des opérations déterminées de la direction, tel que l'exercice des droits découlant de la qualité de sociétaire ou de créancier, celle-ci leur donne en tout temps les renseignements demandés. Les investisseurs peuvent demander au tribunal du siège de la direction que l'organe de révision ou un autre expert examine les faits qui nécessitent une vérification et lui remette un compte-rendu.
5. Les investisseurs des compartiments Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz et Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps peuvent résilier en tout temps le contrat de fonds et exiger le remboursement en espèces de leur part au compartiment respectif.
Les investisseurs du compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus peuvent résilier hebdomadairement le contrat de fonds et exiger le remboursement en espèces de leur part.
6. Les investisseurs doivent prouver sur demande à la direction du fonds, à la banque dépositaire et à ses mandataires qu'ils remplissent ou remplissent toujours les conditions légales ou contractuelles de fonds concernant la participation à un compartiment ou à une classe de parts. Ils doivent d'autre part informer immédiatement la direction du fonds, la banque dépositaire ou ses mandataires dès qu'ils ne remplissent plus ces conditions.
7. Les parts d'un investisseur doivent être reprises par rachat forcé au prix de rachat respectif par la direction du fonds en collaboration avec la banque dépositaire, lorsque:
 - a) cette mesure est nécessaire pour préserver la réputation de la place financière, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent;
 - b) l'investisseur ne remplit plus les conditions légales, réglementaires, contractuelles ou statutaires requises pour participer à un compartiment.
8. Par ailleurs, les parts d'un investisseur peuvent être reprises par rachat forcé au prix de rachat respectif par la direction du fonds en collaboration avec la banque dépositaire, lorsque:
 - a) la participation de l'investisseur à un compartiment est susceptible d'affecter de manière importante les intérêts économiques des autres investisseurs, notamment lorsque la participation peut aboutir à des préjudices fiscaux pour le fonds et/ou un compartiment en Suisse et à l'étranger;
 - b) les investisseurs ont acquis ou détiennent leurs parts en violation de dispositions d'une loi suisse ou étrangère, du présent contrat de fonds ou du prospectus les concernant;
 - c) les intérêts économiques des investisseurs sont affectés, notamment dans les cas où certains investisseurs tentent par des souscriptions systématiques et des rachats les suivant immédiatement de réaliser des avantages patrimoniaux, en exploitant les différences de temps entre la fixation des cours de clôture et l'évaluation de la fortune des compartiments (Market Timing).

Art. 6 Parts et classes de parts

1. La direction peut pour chaque compartiment, avec l'autorisation de la banque dépositaire et l'approbation de l'autorité de surveillance, créer, supprimer ou regrouper à tout moment des classes de parts. Toutes les classes de parts autorisent à participer à la fortune totale du compartiment, qui n'est pas segmentée quant à elle. Cette participation peut différer en raison de charges, de distributions et de revenus spécifiques à la classe et les différentes classes de parts d'un compartiment peuvent ainsi présenter une valeur d'inventaire nette différente par part. La fortune du compartiment à titre global répond des débits de coûts spécifiques aux classes.
2. La création, la suppression ou le regroupement de classes de parts sont publiés dans les organes de publication. Seul le regroupement est considéré comme une modification du contrat de fonds au sens de l'article 26.
3. Les différentes classes de parts des compartiments peuvent notamment se distinguer en matière de structure des coûts, monnaie de référence, couverture du risque de change, distribution ou thésaurisation des revenus, montant minimal de placement ou cercle des investisseurs.
Les rémunérations et les frais ne sont imputés qu'aux classes de parts auxquelles une prestation déterminée a été fournie. Les rémunérations et frais qui ne peuvent être imputés avec certitude à une classe de parts donnée sont répartis entre toutes les classes proportionnellement à la part de chacune à la fortune du compartiment.
4. Il existe pour chaque compartiment quatre classes de parts (la "Classe P", la "Classe I" la "Classe M" et la "Classe S"). Pour le compartiment Valiant Vario il existe également la Classe V.
5. La Classe P est réservée aux investisseurs qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité des Classes I, M, S et, en ce qui concerne le compartiment Valiant Vario, de la Classe V, selon les définitions ci-après.
6. La Classe I est réservée aux intermédiaires financiers soumis à une surveillance, tels que les banques, les négociants en valeurs mobilières et les directions de fonds, aux assurances soumises à une surveillance, aux corporations de droit public et institutions de prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, aux entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel ainsi qu'aux particuliers fortunés au sens de l'art. 10 al. 3 let. e LPCC et l'art. 6 OPCC. Il incombe à la direction du fonds de déterminer le montant minimum d'investissement qui pourra varier d'un compartiment à l'autre, mais qui ne pourra en aucun cas être inférieur à CHF 100'000 (ou équivalent) par compartiment. Les indications relatives au montant minimum d'investissement propre à chaque compartiment figurent dans le prospectus.
7. La Classe M est réservée aux intermédiaires financiers soumis à une surveillance, tels que les banques, les négociants en valeurs mobilières, les directions de fonds, aux assurances soumises à une surveillance, aux corporations de droit public et institutions de prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, aux entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, ainsi qu'aux particuliers fortunés au sens de l'art. 10 al. 3 let. e LPCC et l'art. 6 OPCC. Il incombe à la direction du fonds de déterminer le montant minimum d'investissement qui pourra varier d'un compartiment à l'autre, mais qui ne pourra en aucun cas être inférieur à CHF 1'000'000 (ou équivalent) par compartiment. Les indications relatives au montant minimum d'investissement propre à chaque compartiment figurent dans le prospectus.
8. La Classe S est réservée à tous les investisseurs qui ont conclu un contrat écrit de mandat de gestion avec Valiant Privatbank AG et qui appartiennent à une des catégories suivantes: les intermédiaires financiers soumis à une surveillance (tels que les banques, les négociants en valeurs mobilières et les directions de fonds), les assurances soumises à une surveillance, les corporations de droit public et institutions de prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, les entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel et les clients fortunés au sens de l'art. 10 al. 3 let. e LPCC et l'art. 6 OPCC.
9. La Classe V du compartiment Valiant Vario est réservée aux investisseurs qui, dans le cadre de la prévoyance professionnelle liée (2e pilier et 3e pilier a)), placent leur fortune selon les règles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de son ordonnance d'exécution et qui revêtent le caractère d'investisseur qualifié au sens de la circulaire AFC n°24 ch. 2.1.6.1.1.
10. Les parts ne sont pas émises sous forme de titres en principe, mais comptabilisées. L'investisseur peut exiger la remise d'un certificat nominatif à ses frais. Les frais actuels figurent dans le prospectus et le prospectus simplifié. En revanche, pour les fractions de parts, il n'y a pas de droit à leur titrisation. Si des certificats de parts ont été distribués, ils doivent être restitués au plus tard avec la demande de rachat.
11. La direction du fonds doit intimer aux investisseurs qui ne remplissent plus les conditions de détention d'une classe de part la restitution de leurs parts dans les 30 jours civils au sens de l'article 17, de les transférer à une personne qui satisfait aux conditions citées ou de les échanger contre des parts d'une autre classe du compartiment respectif dont ils remplissent les conditions. Si l'investisseur ne donne pas suite à cette requête, la direction du fonds peut, en collaboration avec la banque dépositaire, effectuer un échange forcé au sens de l'article 5, chiffre 7 dans une autre classe de parts du compartiment respectif ou, si cela se révèle irréalisable, un rachat forcé des parts concernées.

III. Directives régissant la politique de placement

A. Principes de placement

Art. 7 Respect des directives de placement

1. Dans le choix des placements de chaque compartiment, la direction observe le principe de la répartition pondérée des risques, conformément aux limites exprimées en pour cent ci-après, avant déduction des liquidités. Celles-ci s'appliquent à la fortune de chaque compartiment estimée à la valeur vénale et doivent être respectées en permanence. Chaque compartiment doit respecter les limites de placement six mois après la date de lancement.
2. Lorsque les limites sont dépassées par suite de variations du marché, le volume des placements doit être réduit au taux admissible dans un délai raisonnable en tenant compte des intérêts des investisseurs. Lorsque des limitations en relation avec des dérivés sont affectées par une modification du delta selon l'article 12 ci-après, l'état régulier doit être rétabli dans les trois jours ouvrables bancaires au plus tard en sauvegardant les intérêts des investisseurs.

Art. 8 Politique de placement

1. La direction du fonds peut, dans le cadre de la politique de placement spécifique à chaque compartiment, investir la fortune de chaque compartiment dans les placements énumérés ci-après. Les risques liés à ces placements sont publiés dans le prospectus.

- a) Valeurs mobilières, c'est-à-dire des papiers-valeurs émis en grand nombre, en droits non incorporés ayant la même fonction (droits-valeurs) qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, et qui incorporent un droit de participation ou de créance ou le droit d'acquérir de tels papiers-valeurs ou droits-valeurs par souscription ou échange, comme notamment les warrants;

Les placements en valeurs mobilières nouvellement émises ne sont autorisés que si leur admission à une bourse ou à un autre marché réglementé ouvert au public est prévue dans les conditions d'émission. S'ils ne sont pas encore admis à la bourse ou sur un autre marché ouvert au public une année après leur acquisition, les titres sont à vendre dans le mois qui suit ou à reprendre dans les règles de limitation selon chiffre 1, lettre g;

- b) Dérivés lorsque (i) leur sous-jacent est représenté par des valeurs mobilières selon lettre a, des dérivés selon lettre b, des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre c), des instruments monétaires selon lettre d), des indices financiers, taux d'intérêt, cours de change, crédits ou monnaies, et lorsque (ii) leur sous-jacent est admis en tant que placement conformément au contrat de fonds. Les dérivés sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public ou OTC.

Les placements en instruments financiers dérivés OTC (opérations OTC) ne sont autorisés que si (i) la contrepartie est un intermédiaire financier spécialisé dans ce genre d'opérations et soumis à surveillance, et (ii) les instruments dérivés OTC doivent être négociables chaque jour ou il doit être en tout temps possible d'en demander le rachat à l'émetteur. En outre, ils doivent pouvoir être évalués de manière fiable et compréhensible. On peut faire appel à des instruments financiers dérivés selon l'article 12;

- c) Parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) suivants:

- 1) placements collectifs de capitaux, y compris Exchange Traded Funds, qui remplissent les conditions suivantes: (i) il existe pour ces fonds cibles - quant à leur but, leur organisation, leur politique de placement, la protection des investisseurs, la répartition des risques, la garde séparée de la fortune du fonds, les emprunts, l'octroi de crédits, les ventes à découvert de papiers-valeurs et d'instruments du marché monétaire, l'émission et le rachat de parts ainsi que le contenu des rapports annuel et semestriel -, des dispositions comparables à celles d'un autre fonds en placements traditionnels et (ii) ces fonds cibles sont autorisés en tant que placements collectifs dans le pays où ils ont leur siège et y sont soumis à une surveillance destinée à protéger les investisseurs comparable à celle exercée en Suisse, et (iii) l'entraide administrative internationale est garantie.

Les placements collectifs de capitaux ne remplissant pas les conditions sous lettres (ii) et (iii) sont autorisés à hauteur maximale de 30%. N'entrent pas dans le cadre de cette limite les Exchange Traded Funds qui remplissent les conditions cumulatives suivantes: ils sont négociés à une bourse reconnue ou sur un autre marché réglementé ouvert au public au sein d'un pays de l'OCDE, ils répliquent un indice reconnu et suffisamment diversifié dans l'industrie financière, ils offrent une liquidité quotidienne et ils ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du compartiment;

Les exigences du premier paragraphe s'appliquent également aux placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant leur fortune en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger (fonds de fonds immobiliers).

- 2) placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, à hauteur maximale de 30%;
- 3) placements collectifs fermés négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, pour autant qu'ils ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du compartiment, à hauteur maximale de 30%;
- 4) placements collectifs fermés qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, pour autant qu'ils ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du compartiment, à hauteur maximale de 20%.

Les limites sous chiffres 2 et 4 ne peuvent pas dépasser cumulativement 30% de la fortune d'un compartiment.

- d) Instruments du marché monétaire s'ils sont liquides et peuvent être évalués et s'ils sont négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public; les instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public ne peuvent être acquis que si l'émission ou l'émetteur est soumis aux dispositions sur la protection des créanciers et des investisseurs et si les instruments sont émis ou garantis par l'émetteur selon l'art. 74, al. 2 OPCC;
 - e) Produits structurés, y compris les certificats, se rapportant à des valeurs mobilières, des placements collectifs, des instruments du marché monétaire, des instruments financiers dérivés, des indices, des taux d'intérêt, des taux de change, des devises, des métaux précieux, des commodities, ou d'autres produits similaires;
 - f) Avoirs à vue et à terme jusqu'à échéance de douze mois auprès de banques qui ont leur siège en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat si la banque est soumise dans son pays d'origine à une surveillance comparable à celle exercée en Suisse;
 - g) D'autres placements que ceux mentionnés selon les lettres a) à f), à hauteur maximum totale de 10% de la fortune du compartiment; ne sont pas autorisés (i) les placements en métaux précieux en direct, matières premières, titres sur matières premières ainsi que (ii) les ventes à découvert de placements selon lettres a) à e) ci-dessus.
2. Pour le surplus, l'objectif et la politique de placement de chaque compartiment sont exposés en détail dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.
 3. Sous réserve de l'article 19, la direction du fonds, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, peut acquérir des parts d'un fonds cible géré directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle la direction, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une participation directe ou indirecte de plus de 10% du capital ou des voix.

Art. 9 Liquidités

La direction du fonds peut en outre pour chaque compartiment détenir des liquidités adéquates dans l'unité de compte du compartiment respectif et dans toutes les monnaies dans lesquelles des placements sont permis. On entend par liquidités les avoirs en banque et les créances découlant d'opérations de mise ou de prise en pension de valeurs mobilières à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance.

B. Techniques et instruments de placement

Art. 10 Prêt de valeurs mobilières

1. La direction du fonds peut prêter tous les genres de valeurs mobilières négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public. Les valeurs mobilières acquises dans le cadre de prises en pension ne peuvent en revanche pas être prêtées.
2. La direction du fonds peut prêter en son propre nom et pour son propre compte les valeurs mobilières à un emprunteur ("Principal") ou donner le mandat à un intermédiaire pour mettre les valeurs mobilières à la disposition d'un emprunteur, soit à titre fiduciaire en tant que représentant indirect ("Agent"), soit en tant que représentant direct ("Finder").
3. La direction n'effectue le prêt de valeurs mobilières qu'avec des emprunteurs ou des intermédiaires de premier ordre spécialisés dans ce genre d'opérations, tels que des banques, des brokers et des assurances ainsi que des organismes de clearing de valeurs mobilières reconnus, qui garantissent une exécution irréprochable du prêt de valeurs mobilières.
4. Si la direction doit respecter un délai de dénonciation, dont la durée ne peut pas excéder 10 jours ouvrables bancaires, avant de pouvoir disposer juridiquement à nouveau des valeurs mobilières prêtées, elle ne peut pas prêter pour chaque compartiment plus de 50% de chaque genre de valeurs mobilières pouvant être prêté. Si par contre l'emprunteur ou l'intermédiaire garantit par contrat à la direction du fonds qu'elle pourra à nouveau disposer juridiquement, le même jour ouvrable bancaire ou le jour ouvrable bancaire suivant, des valeurs mobilières prêtées, elle peut prêter la totalité de chaque genre pouvant être prêté.
5. La direction du fonds convient avec l'emprunteur ou avec l'intermédiaire que ce dernier met en gage ou transfère en propriété en faveur de la direction du fonds des sûretés dans le cadre des dispositions de l'art. 8 OPC-FINMA pour garantir la prétention en restitution. La valeur des sûretés doit représenter constamment au minimum 105% de la valeur vénale des valeurs mobilières prêtées, ou au moins 102% lorsque les sûretés consistent en (i) liquidités ou (ii) valeurs mobilières à taux d'intérêt fixe ou variable présentant un rating actuel à long terme d'une agence de notation reconnue par la FINMA d'au moins "AAA", "Aaa" ou équivalent. De plus, l'emprunteur ou l'intermédiaire est responsable du paiement ponctuel et intégral des revenus échus pendant la durée du prêt, de l'exercice d'autres droits patrimoniaux ainsi que de la restitution, conformément au contrat. D'autant de valeurs mobilières de même genre, quantité et qualité.
6. La banque dépositaire s'assure du déroulement sûr et conforme au contrat du prêt de valeurs mobilières et surveille notamment le respect des exigences concernant les sûretés. Elle accomplit également, pendant la durée du prêt de valeurs mobilières, les actes d'administration qui lui incombent selon le règlement de dépôt et fait valoir tous les droits afférents aux valeurs mobilières prêtées dans la mesure où ils n'ont pas été cédés conformément au contrat-cadre standardisé.

Art. 11 Opérations de mise et prise en pension

1. La direction du fonds peut effectuer des opérations de mise et de prise en pension de valeurs mobilières pour le compte du compartiment. Les opérations de pension peuvent être effectuées sous forme de mise en pension (Repo) ou de prise en pension (Reverse Repo).
La mise en pension (Repo) est un acte juridique par lequel une partie (le cédant) transfère contre paiement la propriété de valeurs mobilières à une autre partie (le preneur), à charge pour celui-ci de rendre à l'échéance et contre paiement autant de valeurs mobilières de même genre et de même qualité et de verser au cédant les revenus échus pendant la durée de l'opération; le cédant supporte le risque de marché des valeurs mobilières pendant toute la durée de l'opération.
Considérée du point de vue du preneur, l'opération de mise en pension est une prise en pension (Reverse repo). Dans le cadre d'une prise en pension, la direction du fonds acquiert des valeurs mobilières pour placement et convient en même temps de restituer des valeurs mobilières de même genre, quantité et qualité ainsi que les revenus obtenus sur celles-ci pendant la durée de l'opération de pension.
2. La direction peut conclure des mises et prises en pension en son propre nom et pour son propre compte avec une contrepartie ("Principal") ou donner le mandat à un intermédiaire d'effectuer des opérations de pension avec une contrepartie, soit à titre fiduciaire en tant que représentant indirect ("Agent"), soit en tant que représentant direct ("Finder").
3. La direction n'effectue des opérations de pension qu'avec des contreparties ou des intermédiaires de premier ordre spécialisés dans ce genre d'opérations, tels que des banques, des brokers et des assurances ainsi que des organismes de clearing de valeurs mobilières reconnus, qui garantissent une exécution irréprochable des opérations de en pension.
4. La banque dépositaire s'assure du déroulement sûr et conforme au contrat de l'opération de pension. Elle s'assure de la compensation quotidienne, en espèces ou en valeurs mobilières, des modifications de la valeur des valeurs mobilières faisant l'objet d'une opération de pension (mark-to-market). Elle accomplit également pendant la durée de l'opération de pension les actes d'administration qui lui incombent selon le règlement de dépôt et fait valoir tous les droits afférents aux valeurs mobilières faisant l'objet d'une opération de pension dans la mesure où ils n'ont pas été cédés conformément au contrat-cadre standardisé.
5. La direction du fonds peut mettre en pension tous les genres de valeurs mobilières qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé, ouvert au public. Les valeurs mobilières acquises dans le cadre de prises en pension ne peuvent en revanche pas être utilisées pour des mises en pension.
6. Si la direction doit respecter un délai de dénonciation, dont la durée ne peut pas excéder 10 jours ouvrables bancaires, avant de pouvoir disposer juridiquement à nouveau des valeurs mobilières mises en pension, elle ne peut pas pour chaque compartiment mettre en pension plus de 50% de chaque genre pouvant être l'objet d'une mise en pension. Si par contre la contrepartie ou l'intermédiaire garantit par contrat à la direction qu'elle pourra à nouveau disposer juridiquement, le même jour bancaire ouvrable ou le jour bancaire ouvrable suivant, des valeurs mobilières mises en pension, elle peut mettre en pension la totalité de chaque genre pouvant être l'objet d'une mise en pension.
7. Les mises en pension valent prise de crédit selon l'article 13, sauf si les moyens obtenus sont utilisés pour l'acquisition de valeurs mobilières de même genre, qualité, solvabilité et durée en relation avec la conclusion d'une prise en pension (Reverse Repo).
8. La direction ne peut prendre en pension que des valeurs mobilières à revenu fixe ou variable émises ou garanties par la Confédération, les cantons ou les communes ou par des émetteurs présentant la notation minimale prescrite par l'autorité de surveillance.
9. Les créances en espèces résultant de la conclusion de prises en pension sont considérées comme liquidités au sens de l'article 9 et non comme octroi de crédit selon l'article 13.

Art. 12 Instruments financiers dérivés - Approche Commitment I

1. La direction du fonds peut effectuer des opérations sur dérivés dans les limites d'une gestion efficiente de la fortune des compartiments. Elle veille à ce que les opérations sur dérivés ne conduisent pas, par son effet économique, y compris lors de circonstances de marché extraordinaires, à une divergence par rapport aux objectifs de placement tels qu'ils ressortent du contrat de fonds, du prospectus et du prospectus simplifié ou à une modification des caractéristiques de placement du compartiment. De plus, les sous-jacents des dérivés doivent être admis à titre de placements conformément à ce contrat de fonds pour le compartiment concerné.
2. L'approche Commitment I vient en application dans la mesure du risque. Les opérations sur dérivés n'exercent ainsi ni un effet de levier sur la fortune du compartiment, ni ne correspondent à une vente à découvert.
Les dispositions de ce paragraphe sont applicables à chaque compartiment.
La direction s'assure qu'elle peut remplir en tout temps les engagements de paiement et de livraison contractés avec des dérivés à l'aide de la fortune du compartiment concerné, conformément à la législation sur les placements collectifs de capitaux.
Les dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la stratégie de placement ainsi qu'aux fins de couverture de positions de placement. S'agissant toutefois des fonds cibles d'un compartiment dont la fortune est investie effectivement à plus de 49% en parts de placement collectifs de capitaux, le recours aux dérivés en rapport à ces fonds cibles est autorisé pour couvrir notamment le risque de change, de marché ou de crédit, pour autant que les risques qui font l'objet de couverture soient identifiables et mesurables.
3. Seuls des dérivés au sens strict peuvent être utilisés, à savoir:
 - a) options call et put dont la valeur à l'échéance dépend linéairement de la différence positive ou négative entre la valeur vénale du sous-jacent et le prix d'exercice et qui est égale à zéro lorsque la différence est de signe opposé;
 - b) le crédit default swap (CDS);

- c) le swap, dont les paiements dépendent linéairement et de manière "non-path dependent" de la valeur du sous-jacent ou d'un montant absolu;
 - d) le contrat à terme (future ou forward) dont la valeur dépend linéairement de la valeur du sous-jacent.
4. Dans son effet économique, l'engagement de dérivés correspond soit à une vente (positions diminuant l'engagement), soit à un achat (positions augmentant l'engagement) d'un sous-jacent.
 5.
 - a) Les dérivés réduisant l'engagement doivent être couverts en permanence par les sous-jacents correspondants sous réserve des lettres b et d.
 - b) Une couverture par d'autres placements est admise si le dérivé réduisant l'engagement se rapporte à un indice qui est
 - calculé par un service externe, indépendant;
 - représentatif des placements servant de couverture;
 - en corrélation adéquate avec ces placements.
 - c) La direction du fonds doit pouvoir disposer en tout temps et sans restriction des sous-jacents ou placements. Des sous-jacents peuvent être utilisés en même temps comme couverture pour plusieurs positions en dérivés si ces dernières comportent un risque de marché, de crédit ou de change et qu'elles concernent les mêmes sous-jacents.
 - d) Un dérivé diminuant l'engagement peut être pondéré avec le "delta" lors du calcul des sous-jacents correspondants.
 6. Pour les dérivés augmentant l'engagement, l'équivalent de sous-jacents doit être couvert en permanence par des moyens proches des liquidités. L'équivalent du sous-jacent est calculé pour les Futures, Forwards et Swaps par le produit du nombre de contrats, de la valeur du contrat, pour les options par le produit du nombre de contrat, la valeur du contrat et du delta (pour autant que celui-ci soit calculé). Les moyens proches des liquidités peuvent servir en même temps de couverture pour plusieurs dérivés augmentant l'engagement, si ceux-ci recèlent un risque de marché ou de crédit et qu'ils se réfèrent aux mêmes sous-jacents.
 7. La direction du fonds peut conclure des opérations sur dérivés standardisés ou non. Elle peut effectuer des opérations sur dérivés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou encore OTC (Over-the-Counter).
 8.
 - a) La direction du fonds ne peut conclure d'opérations OTC qu'avec des intermédiaires financiers spécialisés dans ce genre d'opérations, soumis à la surveillance et garantissant une exécution irréprochable des transactions. Si la contrepartie n'est pas la banque dépositaire, ladite contrepartie ou le garant doit présenter la notation minimale prescrite selon la législation sur les placements collectifs de capitaux conformément à l'art. 33 OPC-FINMA.
 - b) Un dérivé OTC doit pouvoir être évalué quotidiennement de manière fiable et compréhensible et doit pouvoir être vendu, liquidé ou dénoué par une opération inverse en tout temps et à la valeur vénale.
 - c) Si aucun prix de marché n'est disponible pour un dérivé conclu OTC, le prix doit être vérifié en tout temps au moyen de modèles d'évaluation appropriés et reconnus par la pratique, sur la base de la valeur vénale des sous-jacents. De plus, avant la conclusion de l'opération, des offres concrètes doivent être demandées au moins auprès de deux contreparties pouvant entrer en ligne de compte et l'offre la plus avantageuse du point de vue du prix, de la solvabilité, de la répartition des risques et des prestations de service des contreparties doit être acceptée. La conclusion du contrat et la fixation du prix sont à documenter de manière compréhensible.
 9. Les dérivés doivent, dans le cadre du respect des limites maximales légales et réglementaires, notamment les prescriptions en matière de répartition des risques, être pris en compte conformément à la législation sur les placements collectifs de capitaux.
 10. Le prospectus contient d'autres indications sur:
 - l'importance des dérivés dans le cadre de la stratégie de placement;
 - l'effet des opérations sur dérivés exercées sur le profil de risque des compartiments;
 - les risques de contrepartie de dérivés;
 - les dérivés sur crédit.

Art. 13 Emprunts et octroi de crédits

1. La direction n'est pas autorisée à octroyer des crédits pour le compte du compartiment. Le prêt de valeurs mobilières selon l'article 10 et les opérations en tant que prise en pension au sens de l'article 11 ne sont pas considérés comme un octroi de crédit au sens de ce paragraphe.
2. La direction du fonds peut pour chaque compartiment recourir temporairement à des crédits jusqu'à concurrence de 10% de sa fortune nette. Les opérations de mise en pension selon l'article 11 sont considérées comme un octroi de crédits au sens de ce paragraphe, à moins que les moyens obtenus ne soient utilisés dans le cadre d'une opération d'arbitrage pour l'acquisition de valeurs mobilières de même genre, qualité, solvabilité et durée en rapport avec une opération opposée (prise en pension).

Art. 14 Mise en gage de la fortune des compartiments

1. La direction ne peut grever plus de 25% de la fortune nette de chaque compartiment par mise en gage ou en garantie.
2. Il n'est pas permis de grever la fortune des compartiments par l'octroi de cautions. Un dérivé sur crédit augmentant l'engagement ne vaut pas caution au sens de ce paragraphe.

C. Restrictions de placement

Art. 15 Répartition des risques

1. Les prescriptions suivantes en matière de répartition des risques valent pour chaque compartiment. Pour le surplus, les prescriptions en matière de répartition des risques spécifiques à chaque compartiment sont exposées dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.
2. Doivent être intégrés dans les dispositions ci-après sur la répartition des risques:
 - a) les placements selon l'article 8; à l'exception des dérivés d'indices, pour autant que l'indice soit suffisamment diversifié, qu'il soit représentatif du marché auquel il se réfère et publié de manière adéquate;
 - b) les liquidités selon l'article 9;
 - c) les créances envers des contreparties résultant d'opérations hors bourse.
3. Les sociétés qui forment un groupe sur la base de prescriptions internationales en matière d'établissement des comptes doivent être considérées comme un seul émetteur.
4. La direction du fonds peut placer au maximum 20% de la fortune d'un compartiment dans des parts d'un même fonds cible, sous réserve des dispositions plus restrictives suivantes:
 - Au maximum 10% de la fortune d'un compartiment peuvent être placés en parts d'un même fonds cible au sens de l'art. 8 ch. 1 let. c ch. 1, deuxième paragraphe, première phrase et au sens de l'art. 8 ch. 1 let. c ch. 2.
 - Au maximum 5% de la fortune d'un compartiment pourront être investis en parts d'un même fonds cible au sens de l'art. 8 ch. 1 let. c ch. 4.
5. La direction du fonds ne peut acquérir des droits de participation représentant plus de 10% au total des droits de vote ou lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.
6. La direction du fonds peut pour la fortune d'un compartiment acquérir au plus 10% de chacun des titres de participation sans droit de vote, obligations et/ou instruments du marché monétaire d'un même émetteur ainsi que 25% au maximum de parts de placements collectifs de capitaux.

Ces limitations ne sont pas applicables si, au moment de l'acquisition, le montant brut des obligations, des instruments du marché monétaire ou des parts de placements collectifs ne peut pas être calculé.
7. Les limitations prévues aux chiffres 5 et 6 ci-dessus ne s'appliquent pas aux valeurs mobilières et aux instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou par une institution internationale à caractère public, dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie.

IV. Calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi qu'émission, conversion et rachat de parts

Art. 16 Calcul de la valeur nette d'inventaire

1. La valeur nette d'inventaire de chaque compartiment et la quote-part des différentes classes est déterminée à la valeur vénale à la fin de l'exercice annuel et chaque jour où des parts sont émises ou rachetées, en unité de compte prévue pour chaque compartiment concerné. Les jours où les bourses ou marchés des pays principaux de placement du fonds sont fermés (par exemple: jours bancaires et boursiers fériés), il n'est pas effectué de calcul de la valeur nette d'inventaire.
2. Les placements négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public doivent être évalués selon les cours du marché principal. D'autres placements ou les placements pour lesquels aucun cours du jour n'est disponible doivent être évalués au prix qui pourrait en être obtenu s'ils étaient vendus avec soin au moment de l'évaluation. Pour la détermination de la valeur vénale, la direction du fonds utilise dans ce cas des modèles et principes d'évaluation appropriés et reconnus dans la pratique.
3. Les placements collectifs ouverts de capitaux sont évalués à leur prix de rachat ou à la valeur nette d'inventaire. S'ils sont négociés régulièrement à une bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, la direction du fonds peut les évaluer selon le chiffre 2.
4. La valeur d'instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociés à une bourse ou sur un marché réglementé ouvert au public est déterminée de la manière suivante: le prix d'évaluation de tels placements est adapté successivement au prix de rachat, en partant du prix net d'acquisition, avec maintien constant du rendement de placement calculé en résultant. En cas de changements notables des conditions du marché, la base d'évaluation des différents placements est adaptée aux nouveaux rendements du marché. En cas de prix actuel manquant du marché, on se réfère normalement à l'évaluation d'instruments du marché monétaire présentant des caractéristiques identiques (qualité et siège de l'émetteur, monnaie d'émission, durée).
5. Les avoirs en banque sont évalués avec leur montant plus les intérêts courus. En cas de changements notables des conditions du marché ou de la solvabilité, la base d'évaluation des avoirs en banque à terme est adaptée aux nouvelles circonstances.
6. La valeur nette d'inventaire de la part d'une classe d'un compartiment résulte de la quote-part à la valeur vénale du compartiment revenant à la classe en question, réduite d'éventuels engagements dudit compartiment attribués à cette classe, divisée par le nombre de parts en circulation de cette même classe. La valeur nette d'inventaire est arrondie au centime.
7. Les quotes-parts à la valeur vénale de la fortune nette d'un compartiment (fortune du compartiment, moins les engagements) revenant aux différentes classes de parts sont définies la première fois lors de la première émission de plusieurs classes de parts (lorsque celle-ci intervient

en même temps) ou lors de la première émission d'une autre classe sur la base des résultats entrant pour chaque classe de parts dans le compartiment. La quote-part fait l'objet d'un nouveau calcul lors de chaque événement suivant:

- a) lors de l'émission et du rachat de parts;
- b) à la date de référence de distribution, si (i) de telles distributions ne reviennent qu'à différentes classes de parts (classes de distribution) ou si (ii) les distributions aux différentes classes de parts sont différentes en pour cent de leur valeur nette d'inventaire ou si (iii) des commissions ou des frais différents sont appliqués aux distributions des différentes classes de parts en pour cent de la distribution;
- c) lors du calcul de la valeur d'inventaire, dans le cadre de l'attribution d'engagements (y compris les frais et commissions échus ou courus) aux différentes classes de parts, pour autant que les engagements des différentes classes de parts en pour cent de leur valeur nette d'inventaire soient différents, à savoir lorsque (i) des taux de commission différents sont appliqués pour les différentes classes ou si (ii) des charges de frais spécifiques aux classes de parts sont imputées;
- d) lors du calcul de la valeur d'inventaire, dans le cadre de l'attribution de produits ou de gains en capital aux différentes classes de parts, pour autant que les produits ou gains en capital résultent de transactions intervenant seulement en faveur d'une classe ou de plusieurs classes de parts, mais toutefois pas proportionnellement à leur quote-part à la fortune d'un compartiment.

Art. 17 Emission, conversion et rachat de parts

1. Les demandes de souscription, conversion ou de rachat de parts sont réceptionnées le jour de passation de l'ordre jusqu'à un moment défini dans le prospectus. Pour les compartiments Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz et Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps le prix déterminant d'émission, de conversion et de rachat des parts est déterminé au plus tôt le jour ouvrable bancaire suivant le jour de passation de l'ordre (jour d'évaluation; Forward Pricing). Pour le compartiment Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus le prix déterminant d'émission, de conversion et de rachat des parts est déterminé au plus tôt le deuxième jour ouvrable bancaire suivant le jour de passation de l'ordre (jour d'évaluation, Forward Pricing). Le prospectus règle les détails.

2. Le prix d'émission, de conversion et de rachat des parts est déterminé en fonction de la valeur nette d'inventaire par part, au jour de l'évaluation, en s'appuyant sur les cours de clôture du jour précédent selon l'article 16.

Lors de l'émission de parts, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés au compartiment correspondant par le placement du montant versé sont débités à l'investisseur en faveur de la fortune du compartiment concerné.

Lors de la conversion de parts entre compartiments, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés (i) au compartiment d'origine par la vente de la partie des placements correspondant à la part d'origine et (ii) au nouveau compartiment par le placement du montant versé, sont débités à l'investisseur en faveur des fortunes respectives des compartiments concernés.

Lors du rachat de parts, les frais accessoires (courtages conformes au marché, commissions, émoluments, etc.) occasionnés audit compartiment par la vente de la partie des placements correspondant à la part dénoncée sont débités à l'investisseur en faveur du compartiment concerné.

Les frais accessoires sont calculés en moyenne, en fonction des conditions sur les marchés. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximum indiqués dans le prospectus et le prospectus simplifié.

Lors de l'émission, de la conversion entre compartiments et lors du rachat de parts, une commission d'émission selon l'article 18 ch. 1 peut de plus être ajoutée à la valeur nette d'inventaire, une commission de conversion selon l'article 18 ch. 4 peut de plus être débitée à l'investisseur selon la formule ci-dessous ou une commission de rachat selon l'article 18 ch. 2 peut de plus être déduite de la valeur nette d'inventaire.

3. Le prix de conversion entre compartiments du fonds se traduit par: a) le nombre de parts de la classe de parts correspondante que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion et b) les frais liés à la conversion qui sont débités à l'investisseur (frais accessoires et la commission de conversion).

- a) Le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion est calculé comme suit:

$$NC = \frac{CO \times VO \times CH}{VN}$$

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment;

CO est le nombre de parts de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du compartiment d'origine;

CH est le taux de change entre les monnaies dans lesquelles sont libellées le compartiment d'origine et le nouveau compartiment;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts correspondante du nouveau compartiment.

- b) Les frais accessoires et la commission de conversion débités à l'investisseur en rapport avec la conversion sont calculés comme suit:

$$FO = CO \times VO \times FM$$

$$FN = NC \times VN \times FM$$

$$CF = CO \times VO \times CC$$

dans lesquelles:

FO est le montant des frais accessoires occasionnés au compartiment d'origine par la vente de la partie des placements correspondant à la part d'origine;

FM sont les frais accessoires, calculés en moyenne en fonction des conditions sur les marchés et exprimés par un taux qui ne peut en aucun cas dépasser le taux maximum indiqué dans le prospectus et le prospectus simplifié;

FN est le montant des frais accessoires occasionnés au nouveau compartiment par le placement du montant versé;

CF est le montant de la commission de conversion débité à l'investisseur;

CC est le taux de la commission de conversion, tel que défini au chiffre 18.4.

4. Le nombre de parts que l'investisseur recevra à l'issue de la conversion au sein d'un même compartiment est calculé de la manière suivante, sous réserve des chiffres 5 et 6 ci-après.

$$NC = \frac{CO \times VO}{VN}$$

VN

dans laquelle:

NC est le nombre de parts de la nouvelle classe de parts;

CO est le nombre de parts de la classe de parts d'origine, faisant l'objet de la conversion, tel qu'indiqué dans la demande de conversion;

VO est la valeur nette d'inventaire par part de la classe de parts d'origine;

VN est la valeur nette d'inventaire par part de la nouvelle classe de parts.

5. Un investisseur peut demander la conversion de ses parts d'une classe vers une autre s'il remplit les conditions mentionnées à l'article 6 du contrat de fonds de placement pour la classe dans laquelle il veut investir. Le montant minimum d'investissement propre à une classe peut être dépassé en raison d'une souscription subséquente ou des fluctuations du marché.
6. La direction peut demander la conversion des parts d'une classe vers une autre, si l'investisseur ne remplit plus les conditions mentionnées à l'article 6 du contrat de fonds de placement (suite par exemple à la perte de son statut d'investisseur qualifié ou à un remboursement d'une partie de ses parts du compartiment) pour la classe dans laquelle il se trouve. Si le montant minimum d'investissement propre à la Classe I ou à la Classe M est franchi à la baisse en raison des fluctuations de marché, aucune conversion ne sera effectuée.
7. La direction du fonds peut suspendre à tout moment l'émission de parts et refuser des demandes de souscription ou d'échange de parts.
8. Dans l'intérêt de l'ensemble des investisseurs, la direction du fonds peut suspendre le rachat des parts d'un compartiment temporairement et exceptionnellement:
- a) lorsqu'un marché, qui constitue la base de l'évaluation d'une part importante de la fortune dudit compartiment, est fermé ou lorsque le négoce sur un tel marché est limité ou suspendu;
 - b) lorsqu'un cas d'urgence de nature politique, économique, militaire, monétaire ou d'une autre nature se présente;
 - c) lorsqu'en raison de restrictions imposées au trafic des devises ou frappant d'autres transferts de valeurs patrimoniales, les activités concernant le compartiment sont paralysées;
 - d) lorsqu'un nombre élevé de parts d'un compartiment sont dénoncées et qu'en conséquence les intérêts des autres investisseurs dudit compartiment peuvent être affectés de manière considérable.
9. La direction communiquera immédiatement sa décision de suspension à l'organe de révision, à l'autorité de surveillance et aux investisseurs de manière appropriée.
10. Tant que le remboursement des parts est différé pour les raisons énumérées sous chiffre 8, lettres a) à c), il n'est pas effectué d'émission de parts de ce compartiment.

V. Rémunérations et frais accessoires

Art. 18 Rémunérations et frais accessoires à la charge de l'investisseur

1. Lors de l'émission de parts, une commission d'émission en faveur de la direction du fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse ou à l'étranger, représentant conjointement 3% au maximum de la valeur nette d'inventaire, peut être débitée à l'investisseur. Le taux maximum appliqué à ce jour figure dans le prospectus et le prospectus simplifié.
2. Lors du rachat de parts, une commission de rachat en faveur de la direction du fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse et à l'étranger, représentant conjointement 3% au maximum de la valeur nette d'inventaire, peut être débitée à l'investisseur. Le taux maximum appliqué à ce jour figure dans le prospectus et le prospectus simplifié.
3. Lors de l'émission et du rachat de parts, la direction du fonds facture à l'investisseur d'autre part, en faveur de la fortune du compartiment concerné, les frais accessoires occasionnés au compartiment par le placement du montant versé, respectivement par la vente de la partie des placements correspondant à la part dénoncée (voir l'article 17, chiffre 2).

4. Lors de la conversion de parts entre compartiments, une commission de conversion en faveur de la direction du fonds, de la banque dépositaire et/ou des distributeurs en Suisse et à l'étranger, représentant conjointement au maximum 0,5% de la valeur nette d'inventaire, peut être débitée à l'investisseur. Aucune commission d'émission ni de rachat n'est prélevée. Le taux maximal appliqué de cas en cas figure dans le prospectus et le prospectus simplifié.
5. Lors de conversion de parts entre compartiments, la direction du fonds facture à l'investisseur d'autre part: (i) en faveur de la fortune du compartiment d'origine, les frais accessoires occasionnés à ce compartiment par la vente de la partie des placements correspondante à la part d'origine et (ii) en faveur de la fortune du nouveau compartiment, les frais accessoires occasionnés à ce compartiment par le placement du montant apporté (voir l'article 17, chiffre 2).
6. Les frais accessoires sont calculés en moyenne, en fonction des conditions sur les marchés. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les taux maximum indiqués dans le prospectus et le prospectus simplifié.
7. La banque dépositaire facture à l'investisseur les commissions et frais bancaires usuels pour la livraison de parts. Les frais actuels figurent dans le prospectus et le prospectus simplifié.

Art. 19 Rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune des compartiments

1. Pour la direction, l'Asset Management (sauf pour la classe S, telle qu'indiquée dans les annexes au présent contrat de fonds de placement), ainsi que pour la distribution des compartiments, la direction du fonds facture à la charge de chaque compartiment une commission de gestion annuelle, prélevée sur la valeur nette d'inventaire et débitée sur la fortune du compartiment concerné pro rata temporis lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire et versée à la fin de chaque trimestre (commission de gestion).
La commission de gestion afférente à chaque compartiment est indiquée dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.
Lorsque la direction de fonds accorde des rétrocessions à des investisseurs et/ou des indemnités de distribution, elle les publie dans le prospectus.
2. Pour la garde de la fortune des différents compartiments, la prise en charge du trafic des paiements des compartiments et les autres tâches de la banque dépositaire énumérées à l'article 4, la banque dépositaire débite les compartiments d'une commission annuelle de 0,05% au maximum de la valeur nette d'inventaire des compartiments, perçue pro rata temporis lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire sur la fortune du compartiment correspondant et versée à la fin de chaque trimestre (commission de banque dépositaire).
Le taux effectivement appliqué de commission de banque dépositaire figure dans le rapport annuel et semestriel.
3. La direction du fonds et la banque dépositaire ont d'autre part droit au remboursement des débours ci-après, inhérents à l'exécution du contrat de fonds de placement:
 - taxes annuelles de l'autorité de surveillance sur le fonds et/ou les compartiments en Suisse;
 - frais d'impression des rapports annuels et semestriels;
 - publications de prix et publications de communications aux investisseurs;
 - honoraires de l'organe de révision pour les révisions ordinaires;
 - frais éventuels résultant de démarches exceptionnelles et nécessaires, faites dans l'intérêt des investisseurs.
4. Le compartiment endosse en supplément tous les frais accessoires résultant de la gestion de la fortune du compartiment pour l'achat et la vente des placements (courtages conformes au marché, commissions, redevances). Ces frais sont imputés directement avec la valeur de revient ou de vente des placements concernés.
5. La commission de gestion des fonds cibles dans lesquels la fortune des compartiments est investie ne peut représenter que 3% au maximum, en tenant compte d'éventuelles rétrocessions. Le taux maximum de la commission de gestion des fonds cibles dans lesquels ce compartiment est investi est à mentionner dans le rapport annuel, en tenant compte d'éventuelles rétrocessions.
6. Lorsque la direction, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, acquiert des parts de placements collectifs de capitaux gérés directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle la direction, respectivement par la société à laquelle la gestion a été déléguée, est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une participation directe ou indirecte de plus que 10% du capital ou des voix ("fonds cibles liés"), seulement une commission de gestion réduite de 0,25% au maximum par année peut être débitée de la fortune des compartiments dans la mesure de tels placements. La direction du fonds, respectivement la société à laquelle la gestion a été déléguée, ne peut pas débiter aux compartiments d'éventuelles commissions d'émission, de conversion ou de rachat des fonds cibles liés.
7. Les rémunérations ne peuvent être imputées qu'aux compartiments auxquels une prestation déterminée a été fournie. Les frais qui ne peuvent être imputés avec certitude à un compartiment donné sont répartis entre tous les compartiments proportionnellement à la fortune du fonds.

VI. Reddition des comptes et révision

Art. 20 Reddition des comptes

1. L'unité de compte de chacun des compartiments est définie dans les annexes au présent contrat de fonds de placement.
2. L'exercice annuel s'étend du 1^{er} novembre au 31 octobre. Le premier exercice clôture le 31 octobre 2008.

3. La direction publie un rapport annuel révisé du fonds et/ou des compartiments dans un délai de quatre mois à partir de la fin de l'exercice comptable.
4. Dans un délai de deux mois à compter de la fin du premier semestre de l'exercice comptable, la direction publie un rapport semestriel du fonds et/ou des compartiments.
5. Le droit d'être renseigné de l'investisseur conformément à l'article 5, chiffre 4, demeure réservé.

Art. 21 Révision

L'organe de révision vérifie le respect par la direction du fonds et par la banque dépositaire des prescriptions du contrat du fonds, de la LPCC et des règles de conduite de la Swiss Funds Association SFA. Un rapport succinct de l'organe de révision sur les comptes annuels publiés paraît dans le rapport annuel.

VII. Utilisation du résultat

Art. 22

1. Le bénéfice net des compartiments Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz, Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps et Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus est distribué annuellement aux investisseurs des classes de parts P, I, M et S au plus tard dans les quatre mois après la clôture de l'exercice, en monnaie de compte du compartiment.
La direction du fonds peut effectuer en supplément des versements intermédiaires à partir des produits des placements.
Jusqu'à 30% du produit net d'une classe de parts de chaque compartiment peuvent être reportés à compte nouveau. Si le produit net d'un exercice y compris les produits reportés d'exercice antérieurs s'élève à moins de CHF 1.-, il peut être renoncé à une distribution et le produit net est reporté à compte nouveau dudit compartiment.
Le revenu net du compartiment Valiant Vario n'est pas distribué aux investisseurs de la Classe V mais réinvesti annuellement dans la fortune du compartiment.
2. Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'objets et de droits peuvent être distribués par la direction du fonds ou être retenus pour être réinvestis.

VIII. Publications du fonds et/ou des compartiments

Art. 23

1. Les organes de publication du fonds et/ou des compartiments sont les médias imprimés ou électroniques énumérés dans le prospectus. Le changement d'un organe de publication est à communiquer dans les organes de publication.
2. Dans ces organes, il y a notamment un résumé des modifications principales du contrat de fonds, avec indication des adresses où il est possible d'obtenir gratuitement le texte intégral des modifications, du changement de la direction du fonds et/ou de la banque dépositaire, de la création, suppression ou regroupement de classes de parts ainsi que de la dissolution de chaque compartiment. Les modifications nécessaires de par la loi, n'affectant pas les droits des investisseurs ou se rapportant exclusivement à la forme, peuvent être exclues des prescriptions régissant les publications avec l'autorisation de l'autorité de surveillance.
3. La direction publie pour chaque compartiment les prix d'émission et de rachat de parts ou la valeur nette d'inventaire avec la mention "commissions non comprises" à chaque émission ou rachat de parts dans les supports de publication mentionnés dans le prospectus. Les prix doivent être publiés au moins deux fois par mois. Les semaines et les jours auxquels les publications sont effectuées doivent être indiqués dans le prospectus.
4. Le prospectus avec contrat de fonds intégré, le prospectus simplifié ainsi que les rapports annuels et semestriels respectifs peuvent être demandés gratuitement à la direction du fonds, à la banque dépositaire et aux distributeurs.

IX. Restructuration et dissolution

Art. 24 Regroupement

1. Avec l'autorisation de la banque dépositaire, la direction du fonds peut regrouper certains compartiments avec d'autres compartiments ou d'autres fonds, en ce sens que les valeurs patrimoniales et les engagements du compartiment et/ou des fonds repris sont transférés au compartiment reprenneur et/ou au fonds reprenneur à la date du regroupement. Les investisseurs du compartiment et/ou du fonds repris reçoivent des parts du compartiment et/ou du fonds reprenneur d'une valeur correspondante. A la date du regroupement, le compartiment repris et/ou le fonds repris est dissout sans liquidation et le contrat du compartiment reprenneur et/ou du fonds reprenneur s'applique également au compartiment repris et/ou au fonds repris.

2. Les fonds de placement ne peuvent être regroupés que si:
 - a) les contrats de fonds correspondants le prévoient;
 - b) ils sont gérés par la même direction de fonds;
 - c) les contrats de fonds correspondants concordent en principe quant aux dispositions suivantes:
 - la politique de placement, la répartition des risques ainsi que les risques liés aux placements;
 - l'utilisation du produit net et des gains en capitaux;
 - la nature, le montant et le calcul de toutes les rémunérations, les commissions d'émission et de rachat ainsi que les frais accessoires pour l'achat et la vente de placements (courtages, droits, taxes) qui peuvent être mis à la charge de la fortune du fonds et/ou à la fortune du compartiment ou des investisseurs;
 - les conditions de rachats;
 - la durée du contrat et les conditions de dissolution;
 - d) l'évaluation de la fortune des fonds participants et/ou des compartiments participants, le calcul du rapport d'échange et la reprise des valeurs patrimoniales et des engagements sont effectués le même jour;
 - e) il n'en résulte aucuns frais ni pour le fonds de placement et/ou pour le compartiment ni pour les investisseurs.
3. L'autorité de surveillance peut autoriser la suspension du remboursement des parts des compartiments et/ou du fonds de placement pour une durée déterminée, s'il peut être prévu que le regroupement prendra plus d'un jour.
4. Un mois au moins avant la publication prévue, la direction du fonds présente les modifications prévues du contrat de fonds ainsi que le regroupement envisagé à l'autorité de surveillance pour vérification, conjointement avec le plan de regroupement. Le plan de regroupement contient des renseignements sur les motifs du regroupement, sur la politique de placement des fonds de placement participants et/ou des compartiments participants et sur les éventuelles différences existant entre le fonds repreneur et/ou le compartiment repreneur et le fonds repris et/ou le compartiment repris, sur le calcul du rapport d'échange, sur d'éventuelles différences en matière de rémunérations, sur les conséquences fiscales éventuelles pour les fonds de placement et/ou les compartiments, ainsi que la prise de position de l'organe de révision prévu par la loi.
5. La direction du fonds publie les modifications du contrat de fonds selon l'article 23, chiffre 2, ainsi que le regroupement et la date prévus conjointement avec le plan de regroupement au moins deux mois avant la date qu'elle a fixée, dans les organes de publication des fonds de placement et/ou compartiments participants. Elle attire en l'occurrence l'attention des investisseurs sur leur possibilité, dans les 30 jours depuis la dernière publication, de faire opposition auprès de l'autorité de surveillance contre les modifications prévues du contrat de fonds ou d'exiger le remboursement de leurs parts.
6. L'organe de révision vérifie immédiatement le déroulement correct du regroupement et se prononce à ce sujet dans un rapport destiné à la direction du fonds et à l'autorité de surveillance.
7. Sans retard, la direction du fonds (i) annonce à l'autorité de surveillance l'achèvement du regroupement, et (ii) communique aux investisseurs, par avis dans les organes de publication des fonds et/ou compartiments participants, l'exécution du regroupement et la confirmation de l'organe de révision quant à la réalisation régulière de l'opération ainsi que le rapport d'échange.
8. La direction du fonds mentionne le regroupement dans le prochain rapport annuel du fonds et/ou du compartiment repreneur et dans un éventuel rapport semestriel publié auparavant. Un rapport de clôture révisé doit être établi pour le ou les fonds et/ou compartiment repris si le regroupement n'intervient pas à la date de la clôture ordinaire d'exercice.

Art. 25 Durée et dissolution des compartiments

1. Les compartiments sont constitués pour une durée indéterminée.
2. Aussi bien la direction que la banque dépositaire peuvent provoquer la dissolution du fonds ou d'un compartiment en dénonçant le contrat de fonds de placement sans délai.
3. Le fonds de placement ou un compartiment peut être dissout par décision de l'autorité de surveillance, notamment s'il ne dispose pas, une année au plus tard après l'expiration du délai de souscription (lancement) ou d'un délai plus long, accordé par l'autorité de surveillance sur demande de la banque dépositaire et de la direction du fonds, d'une fortune nette de 5 millions de francs suisses (ou contre-valeur) au moins.
4. La direction informe sans délai l'autorité de surveillance de la dissolution et la publie dans les organes de publication.
5. Après la résiliation du contrat de fonds de placement, la direction peut liquider les compartiments sans délai. Si l'autorité de surveillance a ordonné la dissolution d'un compartiment, ce dernier doit être liquidé sans délai. Le versement du bénéfice de liquidation aux investisseurs est confié à la banque dépositaire. Si la liquidation s'étend sur une plus longue période, le produit de liquidation peut être versé par tranches successives. La direction doit requérir l'autorisation de l'autorité de surveillance pour pouvoir procéder au remboursement final.

X. Modification du contrat de fonds de placement

Art. 26

Si le présent contrat de fonds de placement doit être modifié ou s'il est prévu de regrouper des classes de parts ou de changer de direction de fonds ou de banque dépositaire, l'investisseur peut faire valoir ses objections auprès de l'autorité de surveillance dans les 30 jours qui suivent la dernière publication correspondante. En cas de modification du contrat de fonds de placement (y compris le regroupement de classes de parts), les investisseurs peuvent d'autre part demander le paiement en espèces de leurs parts dans le respect des délais contractuels. Demeurent réservés les cas selon l'article 23, chiffre 2, qui sont exceptés des prescriptions régissant les publications avec l'autorisation de l'autorité de surveillance.

XI. Droit applicable et for

Art. 27

1. Le fonds et chaque compartiment sont soumis au droit suisse, notamment à la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006, à l'ordonnance sur les placements collectifs de capitaux du 22 novembre 2006 ainsi qu'à l'ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs de capitaux du 21 décembre 2006.
Le for judiciaire est au siège de la direction.
2. Pour l'interprétation du présent contrat de fonds de placement, la version en français fait foi.
3. Le présent contrat de fonds de placement entre en vigueur le 3 janvier 2011.
4. Il remplace celui approuvé en date du 14 septembre 2010.

La direction a son siège à Lancy et la banque dépositaire à Genève.

Le présent contrat de fonds de placement a été approuvé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA le 23 décembre 2010.

La direction du fonds

Lombard Odier Funds (Switzerland) SA,
Lancy

La banque dépositaire

Lombard Odier Darier Hentsch & Cie,
Genève

VF (CH) – Valiant Vario

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance à long terme et à appliquer un biais de préservation du capital à long terme en cas de conditions de marchés volatiles. A cette fin, le gérant développe un processus d'investissement flexible en investissant dans une sélection large et extrêmement diversifiée d'actifs, les différents instruments étant pondérés en fonction des conditions sur les marchés. La direction de fonds ne garantit en aucune manière que cet objectif sera atteint.

Information aux investisseurs qui placent leur fortune selon les règles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de son ordonnance d'exécution (OPP 2)

La politique d'investissement du compartiment Valiant Vario respecte les prescriptions de placement de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ("OPP 2"), fixées à l'art. 53ss OPP 2, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009, ainsi que sur les exigences issues de la pratique de l'OFAS. Il incombe à chaque investisseur assujéti à l'OPP 2 de s'assurer de la conformité de la politique de placement du compartiment avec ses propres directives de placement.

Unité de compte (article 20, chiffre 1)

CHF

Politique d'investissement (article 8, chiffre 2)

- a) La direction investit au minimum 85% de la fortune du compartiment en:
- titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participations et assimilés) négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, d'entreprises qui ont leur siège en Suisse et sur le plan mondial;
 - obligations, obligations et notes convertibles, emprunts à options et notes ainsi que dans d'autres titres de créance et droits de créance à revenu fixe ou variable de débiteurs privés et de droit public;
 - avoirs à vue et à terme;
 - instruments du marché monétaire;
 - instruments financiers dérivés (y compris warrants) sur les placements précités;
 - produits structurés (y compris certificats) sur les placements précités;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger (fonds de fonds immobiliers). Les ETF, produits structurés et certificats sur indices immobiliers sont également autorisés.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux et des produits structurés, y compris certificats, la direction du fonds s'assure que 85% au moins de la fortune du compartiment sont investis sur base consolidée dans les placements précités.
- b) La direction investit au maximum 15% de la fortune du compartiment en:
- parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables, en tout et au plus 15%;
 - parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, y compris certificats, investissant en commodities et métaux précieux, en tout et au plus 15%. Les investissements dans des produits structurés et certificats avec livraison physique ne sont pas autorisés.
- c) Par ailleurs, la direction doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- titres de participations et droits-valeurs ainsi que dérivés, produits structurés, parts de placements collectifs de capitaux qui investissent dans de tels placements: au plus 50%;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune dans des fonds immobiliers suisses négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et investissant en biens immobiliers situés en Suisse et à l'étranger ainsi que les ETF, produits structurés et certificats sur indices immobiliers: au plus 30%, dont 10% au maximum en biens immobiliers situés à l'étranger;
 - instruments financiers dérivés sur avoirs à vue et à terme libellés en monnaies étrangères: au plus 10%;
 - parts de placements collectifs de capitaux ouverts ayant une liquidité inférieure à celle du compartiment: au plus 30%;
 - parts de placements collectifs de capitaux ouverts ayant une fréquence de calcul de valeur nette d'inventaire inférieure à celle du compartiment: au plus 30%;
 - placements libellés en monnaies étrangères sans couverture de risque de change: au plus 30%.
- d) Le compartiment peut investir plus de 49% en parts de placements collectifs de capitaux. Les avantages et les inconvénients de la structure de fonds de fonds sont décrits dans le prospectus.

Les placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment est investie ne peuvent eux-mêmes investir plus de 49% de leur fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux. Une exception est admise pour les fonds de hedge funds à hauteur maximale de 15% de la fortune du compartiment ainsi que pour les fonds de fonds immobiliers, à hauteur maximale de 15% de la fortune du compartiment.

La fréquence de rachat des fonds cibles doit en principe correspondre à celle du compartiment. Dans tous les cas, les fonds cibles doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de rachat des porteurs de parts du compartiment.

Les placements collectifs de type feeder funds ne sont pas considérés comme fonds de fonds lorsqu'il peut être établi (i) qu'au moins 85% de leur fortune sont investis en tout temps dans un même placement collectif sous-jacent (master fund) et (ii) que le master fund n'est ni autorisé à investir dans un feeder fund, ni autorisé à placer plus de 49% de sa fortune dans des parts de placements collectifs. Moyennant respect de ces critères, le principe de transparence s'applique et l'appréciation des limites et restrictions de placement relatives aux placements collectifs dans lesquels la fortune du compartiment Valiant Vario est investie s'effectue directement à l'égard du master fund.

Répartition des risques (article 15, chiffre 1)

- a) La direction du fonds peut, y compris les dérivés, placer au maximum 15% de la fortune du compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur.
La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment.
Les dispositions des lettres b) et c) demeurent réservées.
- b) La direction peut investir au maximum 10% de la fortune du compartiment dans des avoirs à vue et à terme auprès d'une même banque. On prendra en considération dans cette limite aussi bien les liquidités selon l'article 9 que les placements dans des avoirs auprès des banques selon l'article 8.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 5% de la fortune du compartiment dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie. Si la contrepartie est une banque dont le siège est en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat dans lequel elle est soumise à une surveillance comparable à la surveillance suisse, cette limite est portée à 10% de la fortune du compartiment.
- d) Les placements, les avoirs et les créances auprès d'un même émetteur ou débiteur visés aux lettres a) à c) ci-dessus ne doivent pas dépasser 15% de la fortune du compartiment, sous réserve des limites plus élevées selon lettres f) et g) ci-dessous.
- e) Les placements selon la lettre a) ci-dessus du même groupe d'entreprises ne doivent pas dépasser en tout 15% de la fortune du compartiment, sous réserve des limites plus élevées selon lettres f) et g) ci-dessous.
- f) La limite de 15% mentionnée sous lettre a) ci-dessus est relevée à 35% lorsque les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par la Confédération ou par une centrale suisse des lettres de gage. Les valeurs mobilières et instruments du marché monétaires précités n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 60% selon la lettre a) ci-dessus. Les limites individuelles des lettres a) et c) ne peuvent toutefois pas être cumulées avec la présente limite de 35%.
- g) La limite de 15% mentionnée sous lettre a) ci-dessus est relevée à 100% lorsque les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par la Confédération ou par une centrale suisse des lettres de gage. Dans ce cas, le compartiment doit détenir des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire de six émissions différentes au moins; 30% de la fortune du compartiment peut être placée dans des valeurs mobilières ou des instruments de marché monétaire de la même émission. Les valeurs mobilières et instruments du marché monétaires précités n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 60% selon la lettre a) ci-dessus.

Commission de gestion (article 19, chiffre 1)

Classe P: max. 2,00% p.a.

Classe I: max. 1,00% p.a.

Classe M: max. 0,75% p.a.

Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.

Classe V: max: 1,75% p.a.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme.

Unité de compte (article 20, chiffre 1)

CHF

Politique d'investissement (article 8, chiffre 2)

- a) La direction investit au minimum deux tiers de la fortune du compartiment en:
- a. titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participations et assimilés) négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et libellés en francs suisses, d'entreprises qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse;
 - b. instruments financiers dérivés (y compris warrants) sur les placements précités;
 - c. produits structurés sur les placements précités;
 - d. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis sur base consolidée dans les placements précités.
- b) La direction peut d'autre part investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- e. titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées sous lettre aa);
 - f. obligations et autres droits de créance;
 - g. obligations convertibles ou à option;
 - h. avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire;
 - i. produits structurés sur les placements précités sous lettre b);
 - j. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - k. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables".
- c) Par ailleurs, la direction doit respecter en supplément les limites de placement ci-après qui, se réfèrent à la fortune du compartiment:
- l. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs et placements collectifs étrangers comparables", au maximum 10%;
 - m. parts de placements collectifs de capitaux, au maximum 49%.

Répartition des risques (article 15, chiffre 1)

- a) La direction du fonds peut, y compris les dérivés, placer au maximum 10% de la fortune du compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur. Pour les titres du SPI dont la pondération dépasse 10% de cet indice, la limite de 10% précitée pourra être surpondérée jusqu'à hauteur de 120% du poids de ces titres dans l'indice, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents et que ces titres ne dépassent pas pour 1 position 25% de la fortune du compartiment et pour chacune des autres positions 20% de la fortune du compartiment.
- La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 75% de la fortune du compartiment.
- Les dispositions des lettres b) et c) demeurent réservées.
- b) La direction peut investir au maximum 20% de la fortune du compartiment dans des avoirs à vue et à terme auprès d'une même banque. On prendra en considération dans cette limite aussi bien les liquidités selon l'article 9 que les placements dans des avoirs auprès des banques selon l'article 8.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 5% de la fortune du compartiment dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie. Si la contrepartie est une banque dont le siège est en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat dans lequel elle est soumise à une surveillance comparable à la surveillance suisse, cette limite est portée à 10% de la fortune du compartiment.
- d) Les placements, les avoirs et les créances auprès d'un même émetteur ou débiteur visés aux lettres a) à c) ci-dessus ne doivent pas dépasser 20% de la fortune du compartiment. Cette limite est relevée à 25% de la fortune du compartiment lorsque le titre surpondéré conformément à la lettre a) ci-dessus doit être pris en compte lors du calcul de la présente restriction.

- e) Les placements selon la lettre a) ci-dessus du même groupe d'entreprises ne doivent pas dépasser en tout 20% de la fortune du compartiment. Cette limite est relevée à 25% de la fortune du compartiment lorsque le titre surpondéré conformément à la lettre a) ci-dessus doit être pris en compte lors du calcul de la présente restriction.

Commission de gestion (article 19, chiffre 1)

Classe P: max. 2,00% p.a.

Classe I: max. 1,00% p.a.

Classe M: max. 0,75% p.a.

Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps

Objectifs d'investissement

L'objectif de ce compartiment consiste principalement à obtenir une croissance du capital à long terme.

Unité de compte (article 20, chiffre 1)

CHF

Politique d'investissement (article 8, chiffre 2)

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers (2/3) de la fortune du compartiment en:
- a. titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et libellés en francs suisses, d'entreprises à petite et moyenne capitalisation, telles que définies par la bourse suisse SIX Swiss Exchange, qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse;
 - b. instruments financiers dérivés (y compris warrants) sur les placements précités;
 - c. produits structurés sur les placements précités;
 - d. parts de placements collectifs de capitaux qui placent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis sur base consolidée dans les placements précités.
- b) La direction peut d'autre part investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- e. titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences précitées sous lettre a);
 - f. obligations et autres droits de créance;
 - g. obligations convertibles ou à option;
 - h. avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire;
 - i. produits structurés sur les placements précités sous lettre b);
 - j. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - k. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables.
- c) La direction doit respecter en supplément les limites de placement suivantes:
- l. parts de placements collectifs de capitaux en tout et au plus 49%;
 - m. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables en tout et au plus 10%;
 - n. titres de participation et droits-valeurs qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un marché réglementé ouvert au public en tout et au plus 10%.

Répartition des risques (article 15, chiffre 1)

- a) La direction du fonds peut, y compris les dérivés, placer au maximum 10% de la fortune du compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire d'un même émetteur.
- La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 75% de la fortune du compartiment.
- Les dispositions des chiffres b) et c) demeurent réservées.
- b) La direction peut investir au maximum 20% de la fortune du compartiment dans des avoirs à vue et à terme auprès d'une même banque. On prendra en considération dans cette limite aussi bien les liquidités selon l'article 9 que les placements dans des avoirs auprès des banques selon l'article 8.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 5% de la fortune du compartiment dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie. Si la contrepartie est une banque dont le siège est en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat dans lequel elle est soumise à une surveillance comparable à la surveillance suisse, cette limite est portée à 10% de la fortune du compartiment.
- d) Les placements, les avoirs et les créances auprès d'un même émetteur ou débiteur visés aux lettres a) à c) ci-dessus ne doivent pas dépasser 20% de la fortune du compartiment, sous réserve de la limite plus élevée selon la lettre f) ci-dessous.
- e) Les placements selon la lettre a) ci-dessus du même groupe d'entreprises ne doivent pas dépasser en tout 20% de la fortune du compartiment, sous réserve de la limite plus élevée selon la lettre f) ci-dessous.

- f) La limite de 10% mentionnée sous lettre a) ci-dessus est relevée à 35% lorsque les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un Etat de l'OCDE, ou par une collectivité de droit public de l'OCDE ou par des institutions internationales à caractère public, dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Les valeurs mobilières précitées ou instruments du marché monétaire n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 75% selon la lettre a). Les limites individuelles des lettres a) et c) ne peuvent toutefois pas être cumulées avec la présente limite de 35%.

Commission de gestion (article 19, chiffre 1)

Classe P: max. 2,00% p.a.

Classe I: max. 1,25% p.a.

Classe M: max. 1,00% p.a.

Classe S: max. 0,22% p.a.: La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Objectifs d'investissement

L'objectif d'investissement du compartiment est de suivre l'évolution de l'indice SPI®.

Unité de compte (article 20, chiffre 1)

CHF

Politique d'investissement (article 8, chiffre 2)

- a) La direction investit au minimum deux tiers de la fortune du compartiment active en:
- a. titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, d'entreprises cotées en bourse qui ont leur siège ou qui exercent la partie prépondérante de leur activité économique en Suisse ou au Liechtenstein et qui figurent dans l'univers d'investissement de l'indice de référence SPI® ;
 - b. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - c. futures sur indice sur les placements précités;
 - d. instruments financiers dérivés (y compris warrants) sur les placements précités ;
 - e. produits structurés sur les placements précités.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux et produits structurés, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis sur base consolidée dans les placements précités.
- La direction pourra choisir à son gré la méthode utilisée mais en conservant toujours l'objectif de diversifier fortement le portefeuille.
- b) La direction peut d'autre part investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- f. titres de participation et droits-valeurs ne satisfaisant pas aux exigences citées sous lettre aa);
 - g. obligations et autres droits de créance;
 - h. obligations convertibles ou à option;
 - i. avoirs à vue et à terme et instruments du marché monétaire libellés en francs suisses d'émetteurs suisses;
 - j. produits structurés sur les placements précités sous lettre b);
 - k. parts de placements collectifs de capitaux qui investissent leur fortune ou une partie de celle-ci dans les placements mentionnés plus haut;
 - l. parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables.
- c) La direction doit respecter par ailleurs les limites suivantes, se référant à la fortune du compartiment:
- m. au maximum 30% en instruments du marché monétaire et en futures sur indice;
 - n. au maximum 10% en parts de placements collectifs suisses relevant de la catégorie "autres fonds en placements alternatifs" et placements collectifs étrangers comparables;
 - o. au maximum 49% en parts de placements collectifs de capitaux.

Répartition des risques (article 15, chiffre 1)

- a) La direction peut, y compris les instruments dérivés financiers, placer jusqu'à concurrence de 20% de la fortune du compartiment en valeurs mobilières et droits-valeurs et instruments du marché monétaire provenant du même émetteur. Pour les titres du SPI dont la pondération dépasse 20% de cet indice, cette limite peut être surpondérée jusqu'à hauteur de 120% du poids de ces titres dans l'indice, pour autant que le compartiment détienne constamment au moins les titres de 15 émetteurs différents et que ces titres ne dépassent pas 25% de la fortune du compartiment.
- La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut dépasser 60% de la fortune du compartiment.
- Les dispositions des lettres b) et c) demeurent réservées.
- b) La direction du fonds peut investir au maximum 20% de la fortune du compartiment dans des avoirs à vue et à terme auprès d'une même banque. On prendra en considération dans cette limite aussi bien les liquidités de l'article 8 que les placements dans des avoirs auprès des banques selon l'article 9 du contrat de fonds de placement.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 5% de la fortune du compartiment dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie. Si la contrepartie est une banque dont le siège est en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat dans lequel elle est soumise à une surveillance comparable à la surveillance suisse, cette limite est portée à 10% de la fortune du compartiment.

- d) Les placements, les avoirs et les créances auprès d'un même émetteur ou débiteur visés aux lettres a) à c) ci-dessus ne doivent pas dépassés 20% de la fortune du compartiment. Cette limite est relevée à 25% de la fortune du compartiment lorsque le titre surpondéré conformément à la lettre a) ci-dessus doit être pris en compte lors du calcul de la présente restriction.
- e) Les placements selon la lettre a) ci-dessus du même groupe d'entreprises ne doivent pas dépasser en tout 20% de la fortune du compartiment. Cette limite est relevée à 25% de la fortune du compartiment lorsque le titre surpondéré conformément à la lettre a) ci-dessus doit être pris en compte lors du calcul de la présente restriction.

Utilisation des instruments financiers dérivés

Autorisée selon l'article 12 du contrat de fonds de placement et selon la politique d'investissement du compartiment.

Prêts de titres / Repo et Reverse Repo

Prêts de titres autorisés.

Repo et Reverse Repo non autorisés.

Commission de gestion (article 19, chiffre 1)

Classe P: max. 1,50% p.a

Classe I: max. 0,75% p.a.

Classe M: max. 0,50% p.a.

Classe S: max. 0,22% p.a. La commission de gestion de la Classe S ne comprend pas la rémunération pour l'activité d'Asset Management. Celle-ci est rémunérée dans le cadre du mandat de gestion discrétionnaire conclu à titre onéreux entre l'investisseur dans la classe S et Valiant Privatbank AG.

Le taux effectivement appliqué de commission de gestion figure dans le rapport annuel et semestriel.

Inhaltsverzeichnis

Teil I	Prospekt	47
1.	Informationen über den Umbrella-Fonds bzw. die Teilvermögen	47
1.1	Allgemeine Angaben zum Umbrella-Fonds bzw. zu den Teilvermögen	
1.2	Anlageziele und Anlagepolitik, Anlagebeschränkungen sowie Derivateinsatz der Teilvermögen	
1.3	Anlegerprofil	
1.4	Für die Teilvermögen relevante Steuervorschriften	
2.	Informationen über die Fondsleitung	52
2.1	Allgemeine Angaben zur Fondsleitung	
2.2	Delegation der Anlageentscheide	
2.3	Delegation weiterer Teilaufgaben	
2.4	Ausübung von Gläubiger- und Mitgliedschaftsrechten	
3.	Informationen über die Depotbank	53
4.	Informationen über Dritte	53
4.1	Zahlstelle	
4.2	Vertriebsträger	
4.3	Revisionsstelle	
5.	Weitere Informationen	53
5.1	Nützliche Hinweise	
5.2	Bedingungen für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen der Teilvermögen	
5.3	Vergütungen und Nebenkosten	
5.4	Publikationen des Fonds bzw. der Teilvermögen	
5.5	Verkaufsrestriktionen	
5.6	Ausführliche Bestimmungen	
Teil II	Fondsvertrag	61

Dieser Prospekt mit integriertem Fondsvertrag, der vereinfachte Prospekt und der letzte Jahres- bzw. Halbjahresbericht (falls nach dem letzten Jahresbericht veröffentlicht) sind Grundlage für alle Zeichnungen von Anteilen des Anlagefonds.

Gültigkeit haben nur Informationen, die im Prospekt, im vereinfachten Prospekt oder im Fondsvertrag enthalten sind.

1. Informationen über den Umbrella-Fonds bzw. die Teilvermögen

1.1 Allgemeine Angaben zum Umbrella-Fonds bzw. zu den Teilvermögen

Der VF (CH) ist ein vertraglicher Umbrella-Fonds schweizerischen Rechts der Kategorie "übrige Fonds für traditionelle Anlagen" im Sinne des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen (KAG) vom 23. Juni 2006 (nachstehend der "Fonds"), der in die folgenden Teilvermögen unterteilt ist:

- Valiant Vario
- Valiant Aktien Schweiz
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Der Fondsvertrag wurde von Lombard Odier Darier Hentsch Fund Managers S.A. als Fondsleitung aufgestellt und mit Zustimmung von Lombard Odier Darier Hentsch & Cie als Depotbank der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht FINMA (ehemals Eidgenössische Bankenkommision) unterbreitet und von dieser erstmals am 23. Oktober 2007 bzw. in Bezug auf das Teilvermögen Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus am 14. Februar 2007 genehmigt.

Die Teilvermögen basieren auf einem Kollektivanlagevertrag (Fondsvertrag), in dem sich die Fondsleitung verpflichtet, den Anleger nach Massgabe der von ihm erworbenen Fondsanteile am entsprechenden Teilvermögen zu beteiligen und dieses gemäss den Bestimmungen des Gesetzes und des Fondsvertrags selbständig und in eigenem Namen zu verwalten. Die Depotbank nimmt nach Massgabe der ihr durch Gesetz und Fondsvertrag übertragenen Aufgaben am Fondsvertrag teil.

Der Anleger ist nur am Vermögen und am Ertrag desjenigen Teilvermögens berechtigt, an dem er beteiligt ist. Für die auf ein einzelnes Teilvermögen entfallenden Verbindlichkeiten haftet nur das betreffende Teilvermögen.

Gemäss Fondsvertrag steht der Fondsleitung das Recht zu, mit Zustimmung der Depotbank und Genehmigung der Aufsichtsbehörde für jedes Teilvermögen jederzeit verschiedene Anteilsklassen zu schaffen, aufzuheben oder zu vereinigen.

Es bestehen vier Anteilsklassen ("**Klasse P**", "**Klasse I**", "**Klasse M**" und "**Klasse S**"). Für das Teilvermögen Valiant Vario besteht auch die "**Klasse V**". Die Klasse P ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die die Bedingungen (gemäss unten aufgeführten Definitionen) nicht erfüllen, um in die Klassen I, M und S sowie beim Teilvermögen Valiant Vario in die Klasse V zu investieren.

Die Klasse I ist ausschliesslich bestimmt für beaufsichtigte Finanzintermediäre (wie Banken, Effektenhändler und Fondsleitungen), beaufsichtigte Versicherungseinrichtungen, öffentlich-rechtliche Körperschaften und Vorsorgeeinrichtungen mit professioneller Tresorerie, Unternehmen mit professioneller Tresorerie sowie vermögende Privatpersonen im Sinne von Artikel 10 Absatz 3 Buchstabe e) KAG und Artikel 6 KKV. Für die Klasse I eines Teilvermögens wird (i) eine maximale Verwaltungskommission in der unter Ziffer 5.3 weiter unten beschriebenen Höhe erhoben und gilt (ii) ein Mindestanlagebetrag von CHF 100'000 (oder dem Gegenwert) pro Teilvermögen.

Die Klasse M ist ausschliesslich bestimmt für beaufsichtigte Finanzintermediäre (wie Banken, Effektenhändler und Fondsleitungen), beaufsichtigte Versicherungseinrichtungen, öffentlich-rechtliche Körperschaften und Vorsorgeeinrichtungen mit professioneller Tresorerie, Unternehmen mit professioneller Tresorerie sowie vermögende Privatpersonen im Sinne von Artikel 10 Absatz 3 Buchstabe e) KAG und Artikel 6 KKV. Für die Klasse M eines Teilvermögens wird (i) eine maximale Verwaltungskommission in der unter Ziffer 5.3 weiter unten beschriebenen Höhe erhoben und gilt (ii) ein Mindestanlagebetrag von CHF 1'000'000 (oder dem Gegenwert) pro Teilvermögen.

Die Klasse S ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die einen schriftlichen Vermögensverwaltungsauftrag mit der Valiant Privatbank AG abgeschlossen haben und einer der folgenden Kategorien angehören: beaufsichtigte Finanzintermediäre (wie Banken, Effektenhändler und Fondsleitungen), beaufsichtigte Versicherungseinrichtungen, öffentlich-rechtliche Körperschaften und Vorsorgeeinrichtungen mit professioneller Tresorerie, Unternehmen mit professioneller Tresorerie sowie vermögende Privatpersonen im Sinne von Artikel 10 Absatz 3 Buchstabe e) KAG und Artikel 6 KKV. Für die Klasse S eines Teilvermögens wird eine maximale Verwaltungskommission in der unter Ziffer 5.3 weiter unten beschriebenen Höhe erhoben.

Die Klasse V des Teilvermögens Valiant Vario ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die ihr Vermögen im Rahmen der gebundenen beruflichen Vorsorge (2. Säule und Säule 3a) unter Einhaltung der Vorschriften des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und der entsprechenden Vollzugsverordnung investieren und die qualifizierende Anleger im Sinne der Ziffer 2.1.6.1.1 des Kreisschreibens Nr. 24 der ESTV sind. Für die Klasse V des Teilvermögens Valiant Vario wird eine maximale Verwaltungskommission in der unter Ziffer 5.3 weiter unten beschriebenen Höhe erhoben. Der Nettoertrag des Teilvermögens Valiant Vario wird nicht an die Anleger der Klasse V ausgeschüttet, sondern jährlich dem Vermögen des Teilvermögens zur Wiederanlage hinzugefügt.

Die Anteilsklassen stellen keine segmentierten Vermögen dar. Entsprechend kann nicht ausgeschlossen werden, dass eine Anteilsklasse für Verbindlichkeiten einer anderen Anteilsklasse haftet, auch wenn Kosten grundsätzlich nur derjenigen Anteilsklasse belastet werden, der eine bestimmte Leistung zukommt.

1.2 Anlageziele und Anlagepolitik, Anlagebeschränkungen sowie Derivateinsatz der Teilvermögen

Detaillierte Angaben zur Anlagepolitik und zu deren Beschränkungen sowie zu den zulässigen Anlagetechniken und -instrumenten (insbesondere Derivate sowie deren Umfang) sind aus dem Fondsvertrag (siehe Teil 2, Artikel 7–15) ersichtlich.

1.2.1 Anlageziele und Anlagepolitik der Teilvermögen

Valiant Vario

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Manager des Teilvermögens einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse, sehr breit diversifizierte Palette von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Die Fondsleitung gibt keinerlei Garantie ab, dass dieses Ziel erreicht wird.

Dieses Teilvermögen ist angemessen diversifiziert und investiert weltweit direkt oder indirekt mindestens 85% seines Vermögens in Aktien, Obligationen, Guthaben auf Sicht und auf Zeit, Geldmarktinstrumente, Derivate (einschliesslich Warrants) und strukturierte Produkte (einschliesslich Zertifikate) auf die oben erwähnten Anlagen, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren, kollektive Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren (Immobilienfondsdachfonds), sowie in ETFs, strukturierte Produkte und Zertifikate auf Immobilienindizes. Innerhalb dieser Limite dürfen vom Vermögen des Teilvermögens höchstens 50% in Aktien durch direkte oder indirekte Anlagen, höchstens 10% in Derivate auf Guthaben auf Sicht und auf Zeit in Fremdwährungen und höchstens 30% in Immobilienfondsdachfonds, ETFs, strukturierte Produkte und Zertifikate auf Immobilienindizes (wobei sich maximal ein Drittel der Immobilienanlagen im Ausland befinden dürfen) investiert werden.

Dieses Teilvermögen investiert insgesamt höchstens 15% seines Vermögens in (i) Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen und in (ii) Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Rohstoffe und Edelmetalle investieren.

Der Gesamtwert der auf Fremdwährungen lautenden Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos darf 30% des Vermögens des Teilvermögens nicht überschreiten.

Dieses Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren.

Die Anlagepolitik des Teilvermögens Valiant Vario basiert auf den Anlagevorschriften der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2), die in Artikel 53 ff. BVV 2 definiert und seit dem 1. Januar 2009 gültig sind, sowie auf den aus der Praxis des BSV hervorgegangenen Anforderungen.

Es obliegt jedem Anleger, die Konformität der Anlagerichtlinien des Teilvermögens mit seinen eigenen, in seinem Anlagereglement festgelegten Anlagerichtlinien sicherzustellen.

Im Einklang mit Artikel 8 Ziffer 2 Buchstabe d) darf das Teilvermögen Valiant Vario über 49% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen (Zielfonds) investieren und somit eine Funds-of-Funds-Struktur aufweisen.

Die Funds-of-Funds-Struktur bietet hauptsächlich folgende Vorteile:

- Die spezifischen Risiken der Anlagen, insbesondere die Risiken im Zusammenhang mit einem einzelnen Manager oder einer bestimmten Anlagestrategie, werden durch eine erhöhte Risikostreuung begrenzt;
- Die Anleger profitieren von der Kompetenz eines Teams von Spezialisten bei der Wahl der Anlagestrategien sowie bei der Selektion und Kontrolle der Manager der Zielfonds, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert wird.

Die Funds-of-Funds-Struktur birgt hauptsächlich folgende Nachteile:

- Jeder Zielfonds hat seine eigene Kostenstruktur, die zu jener des Teilvermögens hinzukommt;
- Die Verwässerung der spezifischen Risiken durch die grössere Diversifikation der Anlagen impliziert auch eine gewisse Verwässerung der positiven Performance, die von den besten Managern der Zielfonds erzielt wird.

Die Zielfonds, in die das Teilvermögen investiert, können unterschiedliche Strukturen aufweisen: Anlagefonds, Investmentgesellschaften mit variablem Grundkapital (SICAV), Investmentgesellschaften, Trusts, Kommanditgesellschaften usw.

Die Fondsleitung investiert jederzeit in Zielfonds mit ausreichender Liquidität, die es ihr gegebenenfalls erlauben, den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen im Einklang mit Artikel 17 Ziffer 1 des Fondsvertrags und Ziffer 5.2 des Prospekts zu entsprechen.

Bei der Auswahl der Zielfonds analysiert der Manager des Teilvermögens Valiant Vario die verschiedenen, von den Managern der Zielfonds angewandten Strategien, die Art der Basiswerte, die Risikoquellen (Konzentration der Positionen, Hebelwirkung, Derivateinsatz usw.) sowie die Rendite. Darüber hinaus berücksichtigt er die Transparenz, die Verwaltungs-, Administrations- und Kontrollverfahren sowie die bisherige Performance der ausgewählten Zielfonds.

Handelt es sich bei den Zielfonds um Fonds der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen", werden ausserdem Punkte wie der Anlageprozess, die Generierung von Anlageideen, die Risikokontrolle und steuerung, der Portfolioaufbau und der Entscheidungsprozess geprüft. Besondere Aufmerksamkeit wird der Organisation des Managers dieser Zielfonds sowie von dessen Hauptverantwortlichen gewidmet: Aktionariat, Finanzmittel, Kunden, Dienstleister, Schlüsselmitarbeiter, deren Erfahrung, Referenzen, Entlohnung, Interessen, sogenannten Compliance-Aspekten und der Handhabung allfälliger Interessenskonflikte. Die Performance wird äusserst genau analysiert, um die Ursachen früherer Erfolge und Misserfolge nachzuvollziehen und Prognosen für die Zukunft zu erstellen. Der Manager des Teilvermögens Valiant Vario untersucht auch die operativen Aspekte, sei es auf Ebene des Managers oder von Dritten wie Börsenhändlern und Administratoren. Sämtliche Analysen werden regelmässig ausgeführt.

Die Anlagen eines Zielfonds unterliegen ausschliesslich den im jeweiligen Informationsblatt, Prospekt bzw. Fondsvertrag erwähnten Beschränkungen. Weder die Fondsleitung noch der Manager des Teilvermögens oder die Depotbank sind für die Einhaltung oder Nicht-Einhaltung solcher Richtlinien und Beschränkungen verantwortlich.

Risiken – Neben den gewöhnlich mit diversifizierten weltweiten Aktien- und Obligationenanlagen verbundenen Risiken birgt dieses Teilvermögen auch Risiken im Zusammenhang mit den schweizerischen kollektiven Anlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie den vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen, weil diese Zielfonds unter Umständen nur beschränkt liquide sind, Leverage nutzen und Leerverkäufe tätigen können, ihren Sitz oft in Rechtsordnungen ohne eine der schweizerischen gleichwertige Aufsicht haben und weniger Transparenz bezüglich ihrer Aktivitäten bieten als traditionelle Fonds.

Valiant Aktien Schweiz

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen.

Dieses Teilvermögen investiert mindestens zwei Drittel (2/3) seines Vermögens in auf CHF lautende und an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit in der Schweiz haben, sowie in Derivate, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren.

Dieses Teilvermögen investiert höchstens ein Drittel (1/3) seines Vermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, sowie in Obligationen und andere Forderungswertpapiere, Wandelobligationen oder Optionsanleihen, Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie Geldmarktinstrumente, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Das Teilvermögen kann ausserdem bis zu 10% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie in Anteile vergleichbarer ausländischer kollektiver Kapitalanlagen investieren. Dieses Teilvermögen darf nicht über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren.

Risiken – Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf ein geografisches Gebiet bzw. auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Schweizer Aktien investiert ist, ist es weder in geografischer Hinsicht noch bezüglich der Anlageinstrumente diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Schweizer Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Märkte bzw. Instrumente ausgeglichen werden.

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erreichen.

Dieses Teilvermögen investiert mindestens zwei Drittel (2/3) seines Vermögens in auf CHF lautende und an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte von Unternehmen mit kleiner und mittlerer Börsenkapitalisierung gemäss Definition der Schweizer Börse SIX Swiss Exchange, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben, sowie in Derivate, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren.

Dieses Teilvermögen investiert höchstens ein Drittel (1/3) seines Vermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, sowie in Obligationen und andere Forderungswertpapiere, Wandelobligationen oder Optionsanleihen, Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie Geldmarktinstrumente, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Das Teilvermögen kann ausserdem bis zu 10% seines Vermögens in schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie in vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen sowie bis zu 10% in Beteiligungswertpapiere und -rechte investieren, die nicht an der Börse oder einem geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden. Dieses Teilvermögen darf nicht über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren.

Risiken – Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf ein geografisches Gebiet bzw. auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Aktien von Schweizer Unternehmen mit kleiner und mittlerer Börsenkapitalisierung investiert, ist es weder in geografischer Hinsicht noch bezüglich der Anlageinstrumente diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Schweizer Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Märkte bzw. Instrumente ausgeglichen werden.

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, der Entwicklung des Index SPI® zu folgen.

Dieses Teilvermögen investiert mindestens zwei Drittel (2/3) seines Vermögens in an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit in der Schweiz oder in Liechtenstein haben und die im Anlageuniversum des Referenzindex SPI® enthalten sind, sowie in Derivate, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Die Fondsleitung kann die Verwaltungsmethode nach eigenem Gutdünken wählen, muss aber stets auf eine breite Diversifikation des Portfolios bedacht sein.

Dieses Teilvermögen investiert höchstens ein Drittel (1/3) seines Vermögens in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den vorgenannten Anforderungen nicht genügen, sowie in Obligationen und andere Forderungswertpapiere, Wandelobligationen oder Optionsanleihen, Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie in auf Schweizer Franken lautende Geldmarktinstrumente von Schweizer Emittenten, strukturierte Produkte und Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren. Das Teilvermögen kann auch bis zu 10% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie in Anteile vergleichbarer ausländischer kollektiver Kapitalanlagen investieren. Dieses Teilvermögen darf nicht über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen.

Risiken – Grundsätzlich birgt dieses Teilvermögen die Risiken, die mit einer Konzentration der Anlagen auf ein geografisches Gebiet bzw. auf Aktien verbunden sind. Da das Teilvermögen hauptsächlich in Schweizer Aktien investiert ist, ist es weder in geografischer Hinsicht noch bezüglich der Anlageinstrumente diversifiziert. Die Portfolioentwicklung hängt vorwiegend vom Schweizer Aktienmarkt ab und kann nicht durch andere Märkte bzw. Instrumente ausgeglichen werden.

1.2.2 Anlagebeschränkungen der Teilvermögen

Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate höchstens 10% des Vermögens der Teilvermögen Valiant Aktien Schweiz und Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps, höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens Valiant Vario sowie höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus in Effekten und Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen. Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 5% des Vermögens der Teilvermögen Valiant Aktien Schweiz und Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps angelegt sind, darf 75% des Vermögens dieser Teilvermögen nicht übersteigen. Bei den Teilvermögen Valiant Vario und Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus darf der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 10% des jeweiligen Vermögens angelegt sind, 60% des Vermögens dieser Teilvermögen nicht übersteigen.

Beim Teilvermögen Valiant Aktien Schweiz dürfen in Abweichung von oben genannter Grenze von 10% Titel, die im SPI mit mehr als 10% gewichtet sind, bis zu einer Höhe von 120% ihrer Gewichtung im Index übergewichtet sein, sofern das Teilvermögen jederzeit Titel von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält und eine einzige Titelposition maximal 25% des Vermögens des Teilvermögens ausmacht und alle weiteren Positionen je höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens umfassen.

Beim Teilvermögen Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus dürfen in Abweichung von oben genannter Grenze von 20% Titel, die im SPI mit mehr als 20% gewichtet sind, bis zu einer Höhe von 120% ihrer Gewichtung im Index übergewichtet sein, sofern das Teilvermögen jederzeit Titel von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält und diese Titel maximal 25% des Vermögens des Teilvermögens ausmachen. Die Fondsleitung kann bis zu 35% des Vermögens des Teilvermögens Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps in Effekten oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen, wenn diese von einem Staat oder einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert werden. Beim Teilvermögen Valiant Vario gilt die erwähnte Limite von 35% pro Emittent einzig für Effekten und Geldmarktinstrumente, die von der schweizerischen Eidgenossenschaft oder von den Schweizer Pfandbriefzentralen begeben werden. Diese Limite kann zudem bis auf 100% des Vermögens des Teilvermögens angehoben werden.

1.2.3 Derivateinsatz der Teilvermögen

Die Fondsleitung setzt Derivate im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des Vermögens der Teilvermögen ein. Dies darf jedoch auch unter ausserordentlichen Marktverhältnissen nicht zu einer Abweichung von den Anlagezielen bzw. zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Anlagefonds führen. Aufgrund des vorgesehenen Einsatzes von Derivaten qualifizieren die Teilvermögen als "einfache Fonds". Bei der Risikomessung gelangt der Commitment-Ansatz I zur Anwendung (vereinfachtes Verfahren).

Die Derivate können im Rahmen der Anlagestrategie sowie zur Absicherung von Anlagepositionen eingesetzt werden. Für die Zielfonds eines Teilvermögens, dessen Vermögen effektiv zu über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investiert ist, ist der Derivateinsatz im Zusammenhang mit diesen Zielfonds gestattet, um namentlich das Wechselkurs-, Markt- oder Kreditrisiko abzudecken, sofern die entsprechenden abgesicherten Risiken erkennbar und messbar sind.

Es dürfen nur Derivat-Grundformen verwendet werden, d.h. Call- oder Put-Optionen, Credit Default Swaps (CDS), Swaps und Termingeschäfte (Futures und Forwards), wie sie im Fondsvertrag näher beschrieben sind (vgl. Artikel 12), sofern deren Basiswerte gemäss Anlagepolitik als Anlage zulässig sind. Die Derivate können an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt oder "OTC" ("Over-the-Counter") abgeschlossen sein. Derivate unterliegen neben dem Markt- auch dem Gegenpartierisiko, d.h. dem Risiko, dass die Vertragspartei ihren Verpflichtungen nicht nachkommen kann und dadurch einen finanziellen Schaden verursacht.

Mit einem CDS wird das Ausfallrisiko einer Kreditposition vom Risikoverkäufer auf den Risikokäufer übertragen. Dieser wird dafür mit einer Prämie entschädigt. Die Höhe dieser Prämie hängt u.a. von der Wahrscheinlichkeit des Schadenseintritts und der maximalen Höhe des Schadens ab; beide Faktoren sind in der Regel schwer zu bewerten, was das mit CDS verbundene Risiko erhöht. Die Teilvermögen können sowohl als Risikoverkäufer als auch als Risikokäufer auftreten.

Der Einsatz dieser Instrumente darf auch unter ausserordentlichen Marktverhältnissen weder eine Hebelwirkung (sog. Leverage) auf die Vermögen der Teilvermögen ausüben noch einem Leerverkauf entsprechen.

1.3 Anlegerprofil

Das Teilvermögen Valiant Vario eignet sich für Anleger mit einem mittelfristigen Anlagehorizont, die über mehrere Jahre Kursschwankungen tragen können.

Die Teilvermögen Valiant Aktien Schweiz, Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps und Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus eignen sich für Anleger mit einem langfristigen Anlagehorizont, die über lange Zeit bedeutende Kursschwankungen tragen können, die gewöhnlich mit Aktienanlagen verbundenen Risiken kennen und bereit sind, die höheren Risiken zu tragen, die eine Konzentration auf ein geografisches Gebiet birgt.

1.4 Für die Teilvermögen relevante Steuervorschriften

Besteuerung in der Schweiz

a) Steuerliches (Fonds)

Der Fonds bzw. die Teilvermögen besitzen in der Schweiz keine Rechtspersönlichkeit. Sie unterliegen weder einer Ertrags- noch einer Kapitalsteuer.

Die in den Teilvermögen auf inländischen Erträgen abgezogene eidgenössische Verrechnungssteuer kann von der Fondsleitung vollumfänglich zurückgefordert werden.

Ausländische Erträge und Kapitalgewinne können den jeweiligen Quellensteuerabzügen des Anlagelands unterliegen. Soweit möglich werden diese Steuern von der Fondsleitung aufgrund von Doppelbesteuerungsabkommen oder entsprechenden Vereinbarungen für die Anleger mit Domizil in der Schweiz zurückgefordert.

b) Steuerliches (Anleger)

Die Ertragsausschüttungen der Teilvermögen (an in der Schweiz und im Ausland domizilierte Anleger) unterliegen der eidgenössischen Verrechnungssteuer (Quellensteuer) von 35%. Die mit separatem Coupon ausgeschütteten Kapitalgewinne unterliegen keiner Verrechnungssteuer.

In der Schweiz domizilierte Anleger können die in Abzug gebrachte Verrechnungssteuer durch Deklaration in der Steuererklärung resp. durch separaten Verrechnungssteuerantrag zurückfordern.

Sofern die Erträge zu weniger als 80% ausländischen Quellen entstammen, können im Ausland domizilierte Anleger die eidgenössische Verrechnungssteuer nach dem allfällig zwischen der Schweiz und ihrem Domizilland bestehenden Doppelbesteuerungsabkommen zurückfordern. Bei fehlendem Abkommen besteht keine Rückforderungsmöglichkeit.

Sofern die Erträge zu mindestens 80% ausländischen Quellen entstammen, erfolgen die Ertragsausschüttungen an im Ausland domizilierte Anleger ohne Abzug der eidgenössischen Verrechnungssteuer. Dazu muss die Bestätigung einer Bank vorliegen, dass sich die betreffenden Anteile bei ihr im Depot eines im Ausland ansässigen Anlegers befinden und die Erträge auf dessen Konto gutgeschrieben werden (Domizilerklärung bzw. Affidavit). Es kann nicht garantiert werden, dass die Erträge des Anlagefonds zu mindestens 80% ausländischen Quellen entstammen.

Erfährt ein im Ausland domizilierter Anleger wegen fehlender Domizilerklärung einen Verrechnungssteuerabzug, kann er die Rückerstattung aufgrund schweizerischen Rechts direkt bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung in Bern gelten machen.

Teilvermögen Valiant Vario, Klasse V

Da der Anlegerkreis der Klasse V auf qualifizierende Anleger im Sinne der Ziffer 2.1.6.1.1 des Kreisschreibens Nr. 24 der ESTV beschränkt ist, unterliegt der zurückbehaltene und wieder angelegte Nettoertrag nicht der eidgenössischen Verrechnungssteuer (Quellensteuer).

Besteuerung in der Europäischen Union (EU)

Was das Teilvermögen Valiant Vario anbelangt, so ist die Schweiz aufgrund der Bestimmungen der Richtlinie des Rats der Europäischen Union im Bereich der Besteuerung von Zinserträgen und des im Rahmen der bilateralen Verhandlungen zwischen der Schweiz und der EU vereinbarten Abkommens verpflichtet, einen Steuerrückbehalt auf bestimmte Zinszahlungen von Anlagefonds zu erheben. Dieser Steuerrückbehalt erfolgt bei der Ausschüttung bzw. der Rücknahme oder der Rückzahlung von Anteilen des Teilvermögens an natürliche Personen mit Steuerdomizil in einem EU-Mitgliedstaat. Er beträgt 20% (ab 1. Juli 2011 35%). Der Steuerrückbehalt kann auf ausdrückliche Anweisung des Zinsempfängers durch eine freiwillige Meldung an den Fiskus des Steuerdomizils ersetzt werden.

Allgemeine Hinweise

Die steuerlichen Ausführungen gehen von der derzeit bekannten Rechtslage und Praxis aus. Änderungen der Gesetzgebung, Rechtsprechung bzw. Erlasse und Praxis der Steuerbehörden bleiben ausdrücklich vorbehalten.

Die Besteuerung und die übrigen steuerlichen Auswirkungen für den Anleger beim Halten bzw. Kaufen oder Verkaufen von Fondsanteilen richten sich nach den steuergesetzlichen Vorschriften im Domizilland des Anlegers.

2. Informationen über die Fondsleitung

2.1 Allgemeine Angaben zur Fondsleitung

Für die Fondsleitung zeichnet Lombard Odier Funds (Switzerland) SA verantwortlich. Seit ihrer Gründung als Aktiengesellschaft im Jahre 1972 ist die Fondsleitung mit Sitz in Lancy im Fondsgeschäft tätig.

Die Höhe des gezeichneten Aktienkapitals der Fondsleitung beträgt CHF 6 Millionen. Das Aktienkapital ist in 6'000 voll eingezahlte Namenaktien von je CHF 1'000.- eingeteilt und befindet sich zu 100% im Besitz der Lombard Odier Investment Managers Holding SA.

Mitglieder des Verwaltungsrats sind:

- Bernard Droux, Präsident, geschäftsführender Teilhaber von Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
- Alexandre Meyer, Direktor von Lombard Odier Funds (Switzerland) SA
- Yvar Mentha, unabhängiger Verwaltungsrat
- Peter Newbald, Mitglied des Verwaltungsrats von Lombard Odier Darier Hentsch (Jersey) Limited
- Patrick Zurstrassen, unabhängiger Verwaltungsrat, Luxemburg

Mitglieder der Fondsleitung sind:

- Alexandre Meyer, Direktor
- Yves Bersier, Stellvertretender Direktor
- Nicolas Tschopp, Stellvertretender Direktor

Die Fondsleitung verwaltete in der Schweiz per 31. Oktober 2010 insgesamt 22 kollektive Kapitalanlagen, wobei sich die Summe der verwalteten Vermögen am 31. August 2010 auf CHF 11.8 Milliarden belief.

Die Palette der Fonds sowie alle fondsspezifischen Informationen (ausgenommen die dedizierten Fonds bzw. die sogenannten "White-Labeling"-Fonds) können auf der Webseite der Depotbank unter www.lombardodier.com abgerufen werden.

2.2 Delegation der Anlageentscheide

Die 1796 gegründete Lombard Odier Darier Hentsch & Cie gehört zu den ältesten Privatbanken und ist auf die Vermögensverwaltung für Privatkunden und institutionelle Anleger spezialisiert. Die genaue Ausführung des Auftrags regelt ein zwischen Lombard Odier Funds (Switzerland) SA und Lombard Odier Darier Hentsch & Cie abgeschlossener Vertrag.

Die Anlageentscheide der Teilvermögen Valiant Aktien Schweiz, Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps und Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus sind an die Valiant Privatbank AG, Bundesplatz 4, 3001 Bern, delegiert. Die Valiant Privatbank AG untersteht als Schweizer Bank der Aufsicht der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht FINMA.

Die Valiant Privatbank AG zeichnet sich durch ihre Erfahrung in der Anlageberatung und der Vermögensverwaltung für private und institutionelle Kunden aus. Die genaue Ausführung des Auftrags regelt ein zwischen Lombard Odier Funds (Switzerland) SA und der Valiant Privatbank AG abgeschlossener Vertrag.

2.3 Delegation weiterer Teilaufgaben

Die Buchführung sowie die Berechnung des Nettoinventarwerts sind an die Depotbank, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Genf, delegiert. Die genaue Ausführung des Auftrags regelt ein zwischen Lombard Odier Funds (Switzerland) SA und Lombard Odier Darier Hentsch & Cie abgeschlossener Vertrag.

2.4 Ausübung von Gläubiger- und Mitgliedschaftsrechten

Die Fondsleitung übt die mit den Anlagen der verwalteten Teilvermögen verbundenen Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte unabhängig und ausschliesslich im Interesse der Anleger aus. Die Anleger erhalten auf Wunsch bei der Fondsleitung Auskunft über die Ausübung der Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte.

Bei anstehenden Routinegeschäften ist es der Fondsleitung freigestellt, die Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte selber auszuüben oder die Ausübung an die Depotbank oder Dritte zu delegieren.

Bei allen sonstigen Traktanden, die die Interessen der Anleger nachhaltig tangieren könnten, wie namentlich bei der Ausübung von Mitgliedschafts- und Gläubigerrechten, die der Fondsleitung als Aktionärin oder Gläubigerin der Depotbank oder sonstiger ihr nahestehender juristischer Personen zustehen, übt die Fondsleitung das Stimmrecht selber aus oder erteilt ausdrückliche Weisungen. Sie darf sich dabei auf Informationen stützen, die sie von der Depotbank, dem Portfoliomanager, der Gesellschaft oder Dritten erhält oder aus der Presse erfährt.

Der Fondsleitung ist es freigestellt, auf die Ausübung der Mitgliedschafts- und Gläubigerrechte zu verzichten.

3. Informationen über die Depotbank

Als Depotbank fungiert Lombard Odier Darier Hentsch & Cie. Die Bank wurde 1796 als Kommanditgesellschaft in Genf gegründet.

Die Depotbank kann Dritt- und Sammelverwahrer im In- und Ausland mit der Aufbewahrung des Fondsvermögens beauftragen. Sie haftet dabei für gehörige Sorgfalt bei deren Wahl und Instruktion sowie bei der Überwachung der dauernden Einhaltung der Auswahlkriterien.

Bei der Dritt- und Sammelverwahrung bleibt an den hinterlegten Titeln nicht mehr das alleinige Eigentum, sondern nur noch das Miteigentum daran bei der Fondsleitung.

4. Informationen über Dritte

4.1 Zahlstelle

Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
Rue de la Corraterie 11
CH - 1204 Genf

4.2 Vertriebsträger

Valiant Privatbank AG
Bundesplatz 4
CH - 3001 Bern

4.3 Revisionsstelle

KPMG S.A.
Rue de Lyon 111
CH - 1203 Genf

5. Weitere Informationen

5.1 Nützliche Hinweise

- **Valorennummern**

Valiant Vario Klasse P: 003414004

Valiant Vario Klasse I: 003414010

Valiant Vario Klasse M: 003414015

Valiant Vario Klasse S:

Valiant Vario Klasse V:

Valiant Aktien Schweiz Klasse P: 003414022

Valiant Aktien Schweiz Klasse I: 003414026

Valiant Aktien Schweiz Klasse M: 003414030

Valiant Aktien Schweiz Klasse S: 011393223

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse P: 010594702

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse I: 010594703

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse M: 010594707

Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse S: 010594710

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse P: 011769854

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse I: 002939248

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse M: 011769855

Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse S: 011769856

- **Kurspublikation**
Klassen P, I, M, S und V: Neue Zürcher Zeitung
- **Rechnungsjahr**
Vom 1. November bis 31. Oktober
- **Laufzeit**
Unbegrenzt
- **Rechnungseinheit**
Valiant Vario: CHF
Valiant Aktien Schweiz: CHF
Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps: CHF
Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus: CHF
- **Anteile**
Namentitel; die Anteile werden grundsätzlich nicht verbrieft, sondern buchmässig geführt. Der Anleger kann aber von der Depotbank gegen Zahlung von CHF 250.- die Aushändigung eines auf ihn lautenden Anteilscheins verlangen.
- **Verwendung des Erfolgs**
Klassen P, I, M und S: jährliche Ausschüttung, innerhalb von vier Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs
Klasse V des Teilvermögens Valiant Vario: Thesaurierung

5.2 Bedingungen für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen der Teilvermögen

Anteile der Teilvermögen Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz und Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps werden an jedem Bankwerktag (Montag bis Freitag) ausgegeben, umgetauscht oder zurückgenommen. Keine Ausgabe, kein Umtausch und keine Rücknahme findet an schweizerischen und Genfer Feiertagen (Ostern, Pfingsten, Weihnachten, Neujahr, Nationalfeiertag usw.) statt sowie an Tagen, an denen die Börsen bzw. Märkte der Hauptanlageländer eines Teilvermögens geschlossen sind oder wenn ausserordentliche Verhältnisse im Sinne von Artikel 17 Ziffer 8 des Fondsvertrags vorliegen.

Zeichnungs-, Umtausch- und Rücknahmeanträge, die bis spätestens 15 Uhr an einem Bankwerktag (Auftragstag) bei der Depotbank vorliegen, werden am nächsten Bankwerktag (Bewertungstag) auf der Basis des an diesem Tag berechneten Inventarwerts abgewickelt. Der zur Abrechnung gelangende Nettoinventarwert ist somit im Zeitpunkt der Auftragserteilung noch nicht bekannt ("Forward Pricing"). Er wird am Bewertungstag aufgrund der Schlusskurse des Auftrags-tags berechnet. Die Zahlung für die Anteile erfolgt jeweils mit Valuta drei Bankwerktage nach der Auftragsabwicklung. Ein am Montag bis 15 Uhr erhaltener Auftrag beispielsweise wird am Dienstag nach Massgabe des Schlusskurses vom Montag abgewickelt, mit Wertstellung am darauffolgenden Freitag.

Anteile des Teilvermögens Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus werden jede Woche ausgegeben, umgetauscht oder zurückgenommen. Keine Ausgabe, kein Umtausch und keine Rücknahme findet an schweizerischen und Genfer Feiertagen (Ostern, Pfingsten, Weihnachten, Neujahr, Nationalfeiertag usw.) statt sowie an Tagen, an denen die Börsen bzw. Märkte der Hauptanlageländer eines Teilvermögens geschlossen sind oder wenn ausserordentliche Verhältnisse im Sinne von Artikel 17 Ziffer 8 des Fondsvertrags vorliegen.

Zeichnungs-, Umtausch- und Rücknahmeanträge für das Teilvermögen Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus, die an einem Freitag bis spätestens 15 Uhr (Auftragstag) bei der Depotbank vorliegen, werden am übernächsten Bankwerktag (Bewertungstag) auf der Basis des an diesem Tag berechneten Inventarwerts abgewickelt. Der zur Abrechnung gelangende Nettoinventarwert ist somit im Zeitpunkt der Auftragserteilung noch nicht bekannt ("Forward Pricing"). Er wird am Bewertungstag aufgrund der Schlusskurse vom Vortag des Bewertungstags berechnet. Die Zahlungen für die Anteile erfolgen jeweils mit Valuta zwei Bankwerktage nach der Auftragsabwicklung. Ein am Freitag bis 15 Uhr erhaltener Auftrag beispielsweise wird am Dienstag nach Massgabe des Schlusskurses vom Montag abgewickelt, mit Wertstellung am darauffolgenden Donnerstag.

Der Nettoinventarwert eines Anteils einer Klasse eines Teilvermögens ergibt sich aus der der betreffenden Anteilsklasse am Verkehrswert des Vermögens des Teilvermögens zukommenden Quote, vermindert um allfällige Verbindlichkeiten des Teilvermögens, die der betreffenden Klasse zuzurechnen sind, dividiert durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Klasse. Er wird auf den Rappen gerundet.

Der Ausgabepreis der Anteile einer Klasse ergibt sich wie folgt: am Bewertungstag berechneter Nettoinventarwert dieser Klasse multipliziert mit der Anzahl gezeichneter Anteile, zuzüglich der Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die dem entsprechenden Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen, und zuzüglich der Ausgabekommission. Informationen zu den Nebenkosten und zur Ausgabekommission sind aus der nachfolgenden Ziffer 5.3 ersichtlich.

Der Rücknahmepreis der Anteile einer Klasse ergibt sich wie folgt: am Bewertungstag berechneter Nettoinventarwert dieser Klasse multipliziert mit der Anzahl zurückerstatteter Anteile, abzüglich der Nebenkosten, die dem entsprechenden Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen, und abzüglich der Rücknahmekommission. Informationen zu den Nebenkosten und zur Rücknahmekommission sind aus der nachfolgenden Ziffer 5.3 ersichtlich.

Beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen des Fonds ergibt sich der Umtauschpreis der Anteile: a) aus der Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, und b) aus den Kosten für den Umtausch, die dem Anleger belastet werden (Nebenkosten und Umtauschkommission).

- a) Die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, wird wie folgt berechnet:

$$AN = \frac{AU \times WU \times WK}{WN}$$

In dieser Formel steht:

AN für die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens;

AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;

WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;

WK für den Wechselkurs zwischen der Währung des ursprünglichen Teilvermögens und der Währung des neuen Teilvermögens;

WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens.

- b) Die Nebenkosten und die Umtauschkommission, die dem Anleger für den Umtausch belastet werden, berechnen sich wie folgt:

$$NU = AU \times WU \times ND$$

$$NN = AN \times WN \times ND$$

$$UH = AU \times WU \times UK$$

In diesen Formeln stehen:

NU für die Höhe der Nebenkosten, die dem ursprünglichen Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen;

ND für die Nebenkosten, die im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet werden und als Prozentsatz ausgedrückt sind, der den im Prospekt und im vereinfachten Prospekt angegebenen Höchstsatz auf keinen Fall übersteigen darf;

NN für die Höhe der Nebenkosten, die dem neuen Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen;

UH für die Höhe der Umtauschkommission, die dem Anleger belastet wird;

UK für den Satz der Umtauschkommission (wie in Ziffer 18.4 definiert).

Beim Umtausch innerhalb eines Teilvermögens wird die Anzahl Anteile, die der Anleger nach dem Umtausch innerhalb eines Teilvermögens erhält, wie folgt berechnet:

$$AN = \frac{AU \times WU}{WN}$$

In dieser Formel steht:

AN für die Anzahl Anteile der neuen Klasse;

AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der ursprünglichen Klasse, die umgetauscht werden sollen;

WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der ursprünglichen Klasse;

WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der neuen Klasse.

Informationen zu den Nebenkosten und zur Umtauschkommission sind aus der nachfolgenden Ziffer 5.3 ersichtlich.

Die Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreise werden auf den Rappen gerundet.

Die Anteile werden grundsätzlich nicht verbriefte, sondern buchmässig geführt. Der Anleger kann bei der Depotbank jedoch die Aushändigung eines Anteilscheins verlangen. Sie stellt ihm pro Auslieferung eine Kommission von CHF 250.- in Rechnung.

Wurden Anteilscheine ausgegeben, so sind diese im Fall eines Rücknahmeantrags zurückzugeben.

5.3 Vergütungen und Nebenkosten

Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Anlegers (Auszug aus Artikel 18 des Fondsvertrags)

- Ausgabekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger in der Schweiz: höchstens 3%
- Rücknahmekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger in der Schweiz: höchstens 3%
- Umtauschkommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen: höchstens 0,5%
- Kosten für die Auslieferung der Anteile der Teilvermögen: CHF 250.-

Nebenkosten zugunsten des Vermögens der Teilvermögen, die den Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags bzw. dem Verkauf von Anlagen erwachsen (Artikel 17 Ziffer 2 des Fondsvertrags)

- Zuschlag zum Nettoinventarwert bei der Ausgabe: höchstens 2%
- Abzug vom Nettoinventarwert bei der Rücknahme: höchstens 2%
- Satz beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen: höchstens 4%

Die Nebenkosten werden im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet. Sie dürfen die oben angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.

Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen (Auszug aus Artikel 19 des Fondsvertrags)

- Verwaltungskommission der Fondsleitung

Sie wird für die Leitung, das Asset Management (mit Ausnahme der Klasse S, siehe unten) und den Vertrieb der Teilvermögen des Fonds erhoben.

- Valiant Vario Klasse P: höchstens 2,00% p.a.
- Valiant Vario Klasse I: höchstens 1,00% p.a.
- Valiant Vario Klasse M: höchstens 0,75% p.a.
- Valiant Vario Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letzteres wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.
- Valiant Vario Klasse V: höchstens 1,75% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Klasse P: höchstens 2,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Klasse I: höchstens 1,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Klasse M: höchstens 0,75% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letzteres wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse P: höchstens 2,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse I: höchstens 1,25% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse M: höchstens 1,00% p.a.
- Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letzteres wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse P: höchstens 1,50% p.a.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse I: höchstens 0,75% p.a.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse M: höchstens 0,50% p.a.
- Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letzteres wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.
- Kommission der Depotbank: höchstens 0,05% p.a.

Die effektiv angewandten Sätze der Verwaltungs- und Depotbankkommission sind jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

Zusätzlich können den Teilvermögen die weiteren in Artikel 19 des Fondsvertrags aufgeführten Vergütungen und Nebenkosten in Rechnung gestellt werden.

Die Verwaltungskommission der Zielfonds, in die das Vermögen der Teilvermögen investiert wird, darf höchstens 3% betragen. Im Jahresbericht ist der maximale Satz der Verwaltungskommissionen der Zielfonds, in die investiert wird, anzugeben.

Die Fondsleitung kann aus der Verwaltungskommission an die folgenden institutionellen Anleger, die bei wirtschaftlicher Betrachtungsweise die Fondsanteile für Dritte halten, Rückvergütungen bezahlen:

- Lebensversicherungsgesellschaften;
- Pensionskassen und andere Vorsorgeeinrichtungen;
- Anlagestiftungen;
- Schweizerische Fondsleitungen;
- Ausländische Fondsleitungen und -gesellschaften;
- Investmentgesellschaften.

Sodann kann die Fondsleitung aus der Verwaltungskommission an die nachstehend bezeichneten Vertriebssträger und -partner Bestandespflegekommissionen bezahlen:

- Bewilligte Vertriebsträger;
- Fondsleitungen, Banken, Effektenhändler, die Schweizerische Post sowie Versicherungsgesellschaften;
- Vertriebspartner, die Fondsanteile ausschliesslich bei institutionellen Anlegern mit professioneller Tresorerie platzieren;
- Vermögensverwalter.

Total Expense Ratio und Portfolio Turnover Rate

Der Koeffizient der gesamten, laufend dem Vermögen des Teilvermögens **Valiant Vario** belasteten Kosten (Total Expense Ratio, TER) betrug:

	Zusammengesetzte TER	TER des Fonds
	%	%
Klasse P ¹		
31.10.2008 ³	1.62	1.36
31.10.2009	1.59	1.45
31.10.2010	1.08	0.94
Klasse I ²		
31.10.2008 ³	1.28	1.02
31.10.2009	1.48	1.34
31.10.2010	-	-
Klasse M ¹		
31.10.2008 ³	0.82	0.56
31.10.2009	0.75	0.61
31.10.2010	0.56	0.42
Klasse S ⁴	n.a.	n.a.
Klasse V ⁴	n.a.	n.a.

¹ Lancierungsdatum:

Klasse P: 20.11.2007

Klasse M 4.02.2008

Klasse M: 4.02.2008

² Lancierungsdatum: 20.11.2007; Schliessungsdatum: 23.04.2010

³ TER annualisiert

⁴ Ein Jahr nach der Lancierung erstmals verfügbar

Die Umschlagshäufigkeit des Portfolios (Portfolio Turnover Rate, PTR) des Teilvermögens **Valiant Vario** betrug:

	%
31.10.2008 ¹	(4.52)
31.10.2009	36.03
31.10.2010	291.92

¹ Lancierungsdatum: 20.11.2007

Der Koeffizient der gesamten, laufend dem Vermögen des Teilvermögens **Valiant Aktien Schweiz** belasteten Kosten (Total Expense Ratio, TER) betrug:

	TER des Fonds %
Klasse P ¹	
31.10.2008 ²	1.46
31.10.2009	1.44
31.10.2010	1.44
Klasse I ¹	
31.10.2008 ²	0.76
31.10.2009	0.74
31.10.2010	0.74
Klasse M ¹	
31.10.2008 ²	0.60
31.10.2009	0.60
31.10.2010	0.60
Klasse S ¹	
31.10.2010 ²	0.27

¹ Lancierungsdatum

Klasse P: 1.11.2007

Klasse I: 1.11.2007

Klasse M: 1.11.2007

Klasse S: 13.08.2010

² TER annualisiert

Die Umschlagshäufigkeit des Portfolios (Portfolio Turnover Rate, PTR) des Teilvermögens **Valiant Aktien Schweiz** betrug:

	%
31.10.2008 ¹	(30.81)
31.10.2009	3.42
31.10.2010	(13.31)

¹ Lancierungsdatum 1.11.2007

Der Koeffizient der gesamten, laufend dem Vermögen des Teilvermögens **Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps** belasteten Kosten (Total Expense Ratio, TER) betrug:

	TER des Fonds %
Klasse P ¹	
31.10.2010 ²	1.80
Klasse I ¹	
31.10.2010 ²	1.75
Klasse M ^{1,3}	
31.10.2010 ²	0.90
Klasse S ¹	
31.10.2010 ²	0.34

¹ Lancierungsdatum

Klasse P: 30.11.2009

Klasse I: 30.11.2009

Klasse M: 30.11.2009

Klasse S: 30.11.2009

² TER annualisiert

³ Schliessungsdatum :15.09.2010

Die Umschlagshäufigkeit des Portfolios (Portfolio Turnover Rate, PTR) des Teilvermögens **Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps** betrug:

	%
31.10.2010 ¹	(5.02)

¹ Lancierungsdatum 1.11.2009

Der Koeffizient der gesamten, laufend dem Vermögen des Teilvermögens **Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus** belasteten Kosten (Total Expense Ratio, TER) betrug:

	TER des fonds %
Klasse I ¹	
31.08.2007 ¹	0.36
31.08.2008	0.38
31.08.2009	0.38
31.10.2010 ²	0.40
Klasse P ¹	
31.10.2010 ²	0.62
Klasse M ¹	
31.10.2010 ²	0.38
Klasse S ¹	
31.10.2010 ²	0.13

¹ Lancierungsdatum
Klasse P: 2.04.2007
Klasse I: 12.10.2010
Klasse M: 12.10.2010
Klasse S: 12.10.2010

² TER annualisiert

Die Umschlagshäufigkeit des Portfolios (Portfolio Turnover Rate, PTR) des Teilvermögens **Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus** betrug:

	%
Klasse I	
31.08.2007 ¹	51.33
31.08.2008	81.84
31.08.2009	63.07
31.10.2010	21.72

¹ Lancierungsdatum 2.04.2007

Anlagen in verbundene kollektive Kapitalanlagen

Bei Anlagen in kollektive Kapitalanlagen, die unmittelbar oder mittelbar von der Fondsleitung bzw. von der Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, durch gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10% des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist, wird gemäss Artikel 19 Ziffer 6 des Fondsvertrags keine Ausgabe- oder Rücknahmekommission und lediglich eine reduzierte Verwaltungskommission belastet.

Gebührenteilungsvereinbarungen und geldwerte Vorteile ("Soft Commissions")

Die Fondsleitung hat keine Gebührenteilungsvereinbarungen abgeschlossen. Die Fondsleitung hat keine Vereinbarungen über "Soft Commissions" abgeschlossen.

5.4 Publikationen des Fonds bzw. der Teilvermögen

Weitere Informationen über den Fonds bzw. die Teilvermögen sind im letzten Jahresbericht des Fonds enthalten.

Der Prospekt mit integriertem Fondsvertrag, der vereinfachte Prospekt und die Jahres- bzw. Halbjahresberichte können bei der Fondsleitung, der Depotbank und allen Vertriebssträgern kostenlos bezogen werden.

Bei Änderungen des Fondsvertrags, bei einem Wechsel der Fondsleitung oder der Depotbank sowie bei der Auflösung der Teilvermögen erfolgt die

Veröffentlichung durch die Fondsleitung im Schweizerischen Handelsamtsblatt sowie auf den Internetplattformen www.swissfunddata.ch und www.fundinfo.com.

Preisveröffentlichungen für alle Anteilsklassen jedes Teilvermögens erfolgen für jeden Tag, an dem Ausgaben und Rücknahmen von Anteilen getätigt werden, mindestens aber zweimal im Monat (am 15. und 30. jedes Monats bzw. am vorangehenden Bankwerktag) in der Neuen Zürcher Zeitung.

5.5 Verkaufsrestriktionen

Eine Vertriebsbewilligung liegt ausschliesslich für die Schweiz vor.

Anteile der Teilvermögen dieses Anlagefonds dürfen innerhalb der USA weder angeboten noch ausgeliefert oder an Personen verkauft werden, die US-Staatsangehörige oder in den USA wohnhaft sind.

5.6 Ausführliche Bestimmungen

Alle weiteren Angaben zum Fonds bzw. zu den Teilvermögen wie die Bewertung des Fondsvermögens, die Aufführung sämtlicher dem Anleger und dem Anlagefonds belasteten Vergütungen und Nebenkosten sowie die Verwendung des Erfolgs gehen im Detail aus dem Fondsvertrag hervor.

Inhaltsverzeichnis

Teil II	Fondsvertrag	63
I.	Grundlagen	63
Art. 1	Bezeichnung; Firma und Sitz von Fondsleitung und Depotbank	
II.	Rechte und Pflichten der Vertragsparteien	63
Art. 2	Der Fondsvertrag und für nicht anwendbar erklärte Bestimmungen des KAG	
Art. 3	Die Fondsleitung	
Art. 4	Die Depotbank	
Art. 5	Die Anleger	
Art. 6	Anteile und Anteilsklassen	
III.	Richtlinien der Anlagepolitik	65
A.	Anlagegrundsätze	
Art. 7	Einhaltung der Anlagevorschriften	
Art. 8	Anlagepolitik	
Art. 9	Flüssige Mittel	
B.	Anlagetechniken und -instrumente	
Art. 10	Effektenleihe	
Art. 11	Pensionsgeschäfte	
Art. 12	Derivate - Commitment-Ansatz I	
Art. 13	Aufnahme und Gewährung von Krediten	
Art. 14	Belastung des Fondsvermögens	
C.	Anlagebeschränkungen	
Art. 15	Risikoverteilung	
IV.	Berechnung des Nettoinventarwerts sowie Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen	70
Art. 16	Berechnung des Nettoinventarwerts	
Art. 17	Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen	
V.	Vergütungen und Nebenkosten	72
Art. 18	Vergütungen und Nebenkosten zulasten der Anleger	
Art. 19	Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen	
VI.	Rechenschaftsablage und Revision	73
Art. 20	Rechenschaftsablage	
Art. 21	Revision	
VII.	Verwendung des Erfolgs (Art. 22)	74

VIII.	Publikationen des Fonds bzw. der Teilvermögen (Art. 23)	74
IX.	Umstrukturierung und Auflösung	74
	Art. 24 Vereinigung	
	Art. 25 Laufzeit und Auflösung der Teilvermögen	
X.	Änderung des Fondsvertrags (Art. 26)	75
XI.	Anwendbares Recht und Gerichtsstand (Art. 27)	75

I. Grundlagen

Art. 1 Bezeichnung; Firma und Sitz von Fondsleitung und Depotbank

1. Unter der Bezeichnung VF (CH) besteht ein vertraglicher Umbrella-Fonds der Kategorie "übrige Fonds für traditionelle Anlagen" (der "Fonds") im Sinne von Artikel 25 ff., Artikel 68 ff. und Artikel 92 ff. des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen vom 23. Juni 2006 (KAG). Der Fonds ist in die folgenden Teilvermögen unterteilt:
 - Valiant Vario
 - Valiant Aktien Schweiz
 - Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps
 - Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus
2. Fondsleitung ist Lombard Odier Funds (Switzerland) S.A.
3. Depotbank ist Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

II. Rechte und Pflichten der Vertragsparteien

Art. 2 Der Fondsvertrag und für nicht anwendbar erklärte Bestimmungen des KAG

1. Die Rechtsbeziehungen zwischen Anlegern einerseits und Fondsleitung sowie Depotbank andererseits werden durch den vorliegenden Fondsvertrag und die einschlägigen Bestimmungen der Kollektivanlagengesetzgebung geordnet.
2. Die Aufsichtsbehörde hat gestützt auf Artikel 78 Absatz 4 KAG und auf Ersuchen der Fondsleitung und mit der Zustimmung der Depotbank bei der Lancierung der Teilvermögen Valiant Vario und Valiant Aktien Schweiz die Pflicht zur Ausgabe der Anteile in bar für nicht anwendbar erklärt, weil es sich um die Umwandlung eines internen Sondervermögens in einen Anlagefonds handelt.

Art. 3 Die Fondsleitung

1. Die Fondsleitung verwaltet die Teilvermögen für Rechnung der Anleger selbständig und in eigenem Namen. Sie entscheidet insbesondere über die Ausgabe von Anteilen, die Anlagen und deren Bewertung. Sie berechnet den Nettoinventarwert und setzt Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreise sowie Gewinnausschüttungen fest. Sie macht alle zum Fonds bzw. zu den Teilvermögen gehörenden Rechte geltend.
2. Die Fondsleitung und ihre Beauftragten unterliegen der Treue-, Sorgfalts- und Informationspflicht. Sie handeln unabhängig und wahren ausschliesslich die Interessen der Anleger. Sie treffen die organisatorischen Massnahmen, die für eine einwandfreie Geschäftsführung erforderlich sind. Sie gewährleisten eine transparente Rechenschaftsablage und informieren angemessen über diesen Fonds bzw. diese Teilvermögen.
3. Die Fondsleitung kann für alle oder einzelne Teilvermögen die Anlageentscheide sowie Teilaufgaben delegieren, soweit dies im Interesse einer sachgerechten Verwaltung liegt. Sie beauftragt ausschliesslich Personen, die für die einwandfreie Ausführung der Aufgabe qualifiziert sind, und stellt die Instruktion sowie Überwachung und Kontrolle der Durchführung des Auftrags sicher. Für Handlungen der Beauftragten haftet die Fondsleitung wie für eigenes Handeln.
4. Die Fondsleitung kann mit Zustimmung der Depotbank eine Änderung dieses Fondsvertrags bei der Aufsichtsbehörde zur Genehmigung einreichen (siehe Artikel 26) sowie mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde weitere Teilvermögen eröffnen.
5. Die Fondsleitung kann einzelne Teilvermögen mit anderen Teilvermögen oder mit anderen Anlagefonds oder Teilvermögen anderer Anlagefonds gemäss den Bestimmungen von Artikel 24 vereinigen oder die einzelnen Teilvermögen gemäss den Bestimmungen von Artikel 25 auflösen.
6. Die Fondsleitung hat Anspruch auf die in den Artikeln 18 und 19 vorgesehenen Vergütungen, auf Befreiung von den Verbindlichkeiten, die sie in richtiger Erfüllung ihrer Aufgaben eingegangen ist, und auf Ersatz der Aufwendungen, die sie zur Erfüllung dieser Verbindlichkeiten gemacht hat.

Art. 4 Die Depotbank

1. Die Depotbank bewahrt das Vermögen der Teilvermögen auf. Sie besorgt die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme der Anteile sowie den Zahlungsverkehr für die Teilvermögen.
2. Die Depotbank und ihre Beauftragten unterliegen der Treue-, Sorgfalts- und Informationspflicht. Sie handeln unabhängig und wahren ausschliesslich die Interessen der Anleger. Sie treffen die organisatorischen Massnahmen, die für eine einwandfreie Geschäftsführung erforderlich sind. Sie gewährleisten eine transparente Rechenschaftsablage und informieren angemessen über diesen Fonds bzw. diese Teilvermögen.

3. Die Depotbank kann Dritt- und Sammelverwahrer im In- oder Ausland mit der Aufbewahrung des Vermögens der Teilvermögen beauftragen. Sie haftet für gehörige Sorgfalt bei der Wahl und Instruktion der Dritten sowie bei der Überwachung der dauernden Einhaltung der Auswahlkriterien. Der Prospekt enthält Ausführungen zu den damit verbundenen Risiken.
4. Die Depotbank sorgt dafür, dass die Fondsleitung das Gesetz und den Fondsvertrag beachtet. Sie prüft, ob die Berechnung des Nettoinventarwerts und der Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreise der Anteile sowie die Anlageentscheide Gesetz und Fondsvertrag entsprechen und ob der Erfolg nach Massgabe des Fondsvertrags verwendet wird. Für die Auswahl der Anlagen, die die Fondsleitung im Rahmen der Anlagevorschriften trifft, ist die Depotbank nicht verantwortlich.
5. Die Depotbank hat Anspruch auf die in den Artikeln 18 und 19 vorgesehenen Vergütungen, auf Befreiung von den Verbindlichkeiten, die sie in richtiger Erfüllung ihrer Aufgaben eingegangen ist, und auf Ersatz der Aufwendungen, die sie zur Erfüllung dieser Verbindlichkeiten gemacht hat.
6. Die Depotbank ist für die Aufbewahrung der Vermögen der Zielfonds, in die die Teilvermögen investieren, nicht verantwortlich, es sei denn, ihr wurde diese Aufgabe übertragen.

Art. 5 Die Anleger

1. Die Anleger erwerben mit Vertragsabschluss und der Einzahlung in Sachwerten (nur im Moment der Lancierung) und anschliessend in bar eine Forderung gegen die Fondsleitung auf Beteiligung am Vermögen und am Ertrag eines Teilvermögens des Fonds. Die Forderung der Anleger ist in Anteilen begründet.
2. Die Anleger sind nur am Vermögen und am Ertrag desjenigen Teilvermögens berechtigt, an dem sie beteiligt sind. Für die auf ein einzelnes Teilvermögen entfallenden Verbindlichkeiten haftet nur das betreffende Teilvermögen.
3. Die Anleger sind nur zur Einzahlung des von ihnen gezeichneten Anteils in das entsprechende Teilvermögen verpflichtet. Ihre persönliche Haftung für Verbindlichkeiten des Fonds bzw. des Teilvermögens ist ausgeschlossen.
4. Die Anleger erhalten bei der Fondsleitung jederzeit die erforderlichen Auskünfte über die Grundlagen für die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil. Machen die Anleger ein Interesse an näheren Angaben über einzelne Geschäfte der Fondsleitung wie die Ausübung von Mitgliedschafts- und Gläubigerrechten geltend, so erteilt ihnen die Fondsleitung auch darüber jederzeit Auskunft. Die Anleger können beim Gericht am Sitz der Fondsleitung verlangen, dass die Revisionsstelle oder eine andere sachverständige Person den abklärungsbedürftigen Sachverhalt untersucht und ihnen darüber Bericht erstattet.
5. Die Anleger der Teilvermögen Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz und Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps können den Fondsvertrag jederzeit kündigen und die Auszahlung ihres Anteils am jeweiligen Teilvermögen in bar verlangen.
Die Anleger des Teilvermögens Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus können den Fondsvertrag wöchentlich kündigen und die Auszahlung ihres Anteils in bar verlangen.
6. Die Anleger sind verpflichtet, der Fondsleitung, der Depotbank und ihren Beauftragten gegenüber auf Verlangen nachzuweisen, dass sie die gesetzlichen oder fondsvertraglichen Voraussetzungen für die Beteiligung an einem Teilvermögen oder an einer Anteilsklasse erfüllen bzw. nach wie vor erfüllen. Überdies sind sie verpflichtet, die Fondsleitung, die Depotbank und deren Beauftragte umgehend zu informieren, sobald sie diese Voraussetzungen nicht mehr erfüllen.
7. Die Anteile eines Anlegers müssen durch die Fondsleitung in Zusammenarbeit mit der Depotbank zum jeweiligen Rücknahmepreis zwangsweise zurückgenommen werden, wenn:
 - a) dies zur Wahrung des Rufes des Finanzplatzes, namentlich zur Bekämpfung der Geldwäscherei, erforderlich ist;
 - b) der Anleger die gesetzlichen oder vertraglichen Voraussetzungen zur Teilnahme an einem Teilvermögen nicht mehr erfüllt.
8. Zusätzlich können die Anteile eines Anlegers durch die Fondsleitung in Zusammenarbeit mit der Depotbank zum jeweiligen Rücknahmepreis zwangsweise zurückgenommen werden, wenn:
 - a) die Beteiligung des Anlegers an einem Teilvermögen geeignet ist, die wirtschaftlichen Interessen der übrigen Anleger massgeblich zu beeinträchtigen, insbesondere wenn die Beteiligung steuerliche Nachteile für den Fonds bzw. ein Teilvermögen im In- oder Ausland zeitigen kann;
 - b) Anleger ihre Anteile in Verletzung von Bestimmungen eines auf sie anwendbaren in- oder ausländischen Gesetzes, dieses Fondsvertrags oder des Prospekts erworben haben oder halten;
 - c) die wirtschaftlichen Interessen der Anleger beeinträchtigt werden, insbesondere in Fällen, wo einzelne Anleger durch systematische Zeichnungen und unmittelbar darauffolgende Rücknahmen Vermögensvorteile zu erzielen versuchen, indem sie Zeitunterschiede zwischen der Festlegung der Schlusskurse und der Bewertung des Vermögens der Teilvermögen ausnutzen ("Market Timing").

Art. 6 Anteile und Anteilsklassen

1. Die Fondsleitung kann mit Zustimmung der Depotbank und Genehmigung der Aufsichtsbehörde für jedes Teilvermögen jederzeit verschiedene Anteilsklassen schaffen, aufheben oder vereinigen. Alle Anteilsklassen berechtigen zur Beteiligung am ungeteilten Gesamtvermögen des Teilvermögens, das seinerseits nicht segmentiert ist. Diese Beteiligung kann aufgrund klassenspezifischer Kostenbelastungen, Ausschüttungen oder Erträge unterschiedlich ausfallen und die verschiedenen Anteilsklassen eines Teilvermögens können deshalb einen unterschiedlichen Nettoinventarwert pro Anteil aufweisen. Für klassenspezifische Kostenbelastungen haftet das Vermögen des Teilvermögens als Ganzes.

2. Die Schaffung, Aufhebung oder Vereinigung von Anteilsklassen wird in den Publikationsorganen bekannt gemacht. Nur die Vereinigung gilt als Änderung des Fondsvertrags im Sinne von Artikel 26.
3. Die verschiedenen Anteilsklassen der Teilvermögen können sich namentlich hinsichtlich Kostenstruktur, Referenzwährung, Währungsabsicherung, Ausschüttung oder Thesaurierung der Erträge, Mindestanlage sowie Anlegerkreis unterscheiden.
Vergütungen und Kosten werden nur derjenigen Anteilsklasse belastet, der eine bestimmte Leistung zukommt. Vergütungen und Kosten, die nicht eindeutig einer Anteilsklasse zugeordnet werden können, werden den einzelnen Anteilsklassen im Verhältnis zum Vermögen des Teilvermögens belastet.
4. Für jedes Teilvermögen bestehen vier Anteilsklassen ("Klasse P", "Klasse I", "Klasse M" und "Klasse S"). Für das Teilvermögen Valiant Vario besteht auch die "Klasse V".
5. Die Klasse P ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die die Bedingungen (gemäss unten aufgeführten Definitionen) nicht erfüllen, um in die Klassen I, M und S sowie beim Teilvermögen Valiant Vario in die Klasse V zu investieren.
6. Die Klasse I ist ausschliesslich bestimmt für beaufsichtigte Finanzintermediäre (wie Banken, Effektenhändler und Fondsleitungen), beaufsichtigte Versicherungseinrichtungen, öffentlich-rechtliche Körperschaften und Vorsorgeeinrichtungen mit professioneller Tresorerie, Unternehmen mit professioneller Tresorerie sowie vermögende Privatpersonen im Sinne von Artikel 10 Absatz 3 Buchstabe e) KAG und Artikel 6 KKV. Es obliegt der Fondsleitung, den Mindestanlagebetrag zu bestimmen. Dieser kann zwischen den einzelnen Teilvermögen variieren, darf jedoch keinesfalls unter CHF 100'000 (oder dem Gegenwert) pro Teilvermögen liegen. Die Angaben bezüglich des Mindestanlagebetrags für jedes Teilvermögen sind dem Prospekt zu entnehmen.
7. Die Klasse M ist ausschliesslich bestimmt für beaufsichtigte Finanzintermediäre (wie Banken, Effektenhändler und Fondsleitungen), beaufsichtigte Versicherungseinrichtungen, öffentlich-rechtliche Körperschaften und Vorsorgeeinrichtungen mit professioneller Tresorerie, Unternehmen mit professioneller Tresorerie sowie vermögende Privatpersonen im Sinne von Artikel 10 Absatz 3 Buchstabe e) KAG und Artikel 6 KKV. Es obliegt der Fondsleitung, den Mindestanlagebetrag zu bestimmen. Dieser kann zwischen den einzelnen Teilvermögen variieren, darf jedoch keinesfalls unter CHF 1'000'000 (oder dem Gegenwert) pro Teilvermögen liegen. Die Angaben bezüglich des Mindestanlagebetrags für jedes Teilvermögen sind dem Prospekt zu entnehmen.
8. Die Klasse S ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die einen schriftlichen Vermögensverwaltungsauftrag mit der Valiant Privatbank AG abgeschlossen haben und einer der folgenden Kategorien angehören: beaufsichtigte Finanzintermediäre (wie Banken, Effektenhändler und Fondsleitungen), beaufsichtigte Versicherungseinrichtungen, öffentlich-rechtliche Körperschaften und Vorsorgeeinrichtungen mit professioneller Tresorerie, Unternehmen mit professioneller Tresorerie sowie vermögende Privatpersonen im Sinne von Artikel 10 Absatz 3 Buchstabe e) KAG und Artikel 6 KKV.
9. Die Klasse V des Teilvermögens Valiant Vario ist ausschliesslich für Anleger bestimmt, die ihr Vermögen im Rahmen der gebundenen beruflichen Vorsorge (2. Säule oder Säule 3a) unter Einhaltung der Vorschriften des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und der entsprechenden Vollzugsverordnung investieren und die qualifizierende Anleger im Sinne der Ziffer 2.1.6.1.1 des Kreisschreibens Nr. 24 der ESTV sind.
10. Die Anteile werden grundsätzlich nicht verbrieft, sondern buchmässig geführt. Der Anleger kann jedoch die Aushändigung eines auf ihn lautenden Anteilscheins unter Kostenfolge verlangen. Die aktuellen Kosten sind aus dem Prospekt und dem vereinfachten Prospekt ersichtlich. Bei Fraktionsanteilen besteht hingegen kein Anspruch auf deren Verurkundung. Sofern Anteilscheine ausgegeben wurden, sind diese spätestens mit dem Rücknahmeantrag zurückzugeben.
11. Die Fondsleitung ist verpflichtet, Anleger, die die Voraussetzungen zum Halten einer Anteilsklasse nicht mehr erfüllen, aufzufordern, ihre Anteile innert 30 Kalendertagen im Sinne von Artikel 17 zurückzugeben, an eine Person zu übertragen, die die genannten Voraussetzungen erfüllt oder in Anteile einer anderen Klasse des betreffenden Teilvermögens umzutauschen, deren Bedingungen sie erfüllen. Leistet der Anleger dieser Aufforderung nicht Folge, kann die Fondsleitung in Zusammenarbeit mit der Depotbank im Sinne von Artikel 5 Ziffer 7 entweder einen zwangsweisen Umtausch in eine andere Anteilsklasse des betreffenden Teilvermögens oder, sofern dies nicht möglich ist, eine zwangsweise Rücknahme der betreffenden Anteile vornehmen.

III. Richtlinien der Anlagepolitik

A. Anlagegrundsätze

Art. 7 Einhaltung der Anlagevorschriften

1. Bei der Auswahl der einzelnen Anlagen der verschiedenen Teilvermögen beachtet die Fondsleitung im Sinne einer ausgewogenen Risikoverteilung die nachfolgend aufgeführten prozentualen Beschränkungen vor Abzug der flüssigen Mittel. Diese beziehen sich auf das Vermögen der einzelnen Teilvermögen zu Verkehrswerten und sind ständig einzuhalten. Die einzelnen Teilvermögen müssen die Anlagebeschränkungen sechs Monate nach der Lancierung erfüllen.
2. Werden die Beschränkungen durch Marktveränderungen überschritten, so müssen die Anlagen unter Wahrung der Interessen der Anleger innerhalb einer angemessenen Frist auf das zulässige Mass zurückgeführt werden. Werden Beschränkungen in Verbindung mit Derivaten gemäss Artikel 12 nachstehend durch eine Veränderung des Deltas verletzt, so ist der ordnungsgemässe Zustand unter Wahrung der Interessen der Anleger spätestens innerhalb von drei Bankwerktagen wiederherzustellen.

Art. 8 Anlagepolitik

1. Die Fondsleitung kann das Vermögen der einzelnen Teilvermögen im Rahmen der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilvermögens in die nachfolgenden Anlagen investieren. Die mit diesen Anlagen verbundenen Risiken sind im Prospekt offengelegt.
 - a) Effekten, das heisst massenweise ausgegebene Wertpapiere und nicht verurkundete Rechte mit gleicher Funktion (Wertrechte), die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, und die ein Beteiligungs- oder Forderungsrecht oder das Recht verkörpern, solche Wertpapiere und Wertrechte durch Zeichnung oder Austausch zu erwerben, wie namentlich Warrants;
Anlagen in Effekten aus Neuemissionen sind nur zulässig, wenn deren Zulassung an einer Börse oder einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt in den Emissionsbedingungen vorgesehen ist. Sind sie ein Jahr nach dem Erwerb noch nicht an der Börse oder an einem anderen dem Publikum offenstehenden Markt zugelassen, so sind die Titel innerhalb eines Monats zu verkaufen oder in die Beschränkungsregel von Ziffer 1 Buchstabe f) einzubeziehen.
 - b) Derivate, wenn (i) ihnen als Basiswerte Effekten gemäss Buchstabe a), Derivate gemäss Buchstabe b), Anteile an kollektiven Kapitalanlagen gemäss Buchstabe c), Geldmarktinstrumente gemäss Buchstabe d), Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse, Kredite oder Währungen zugrunde liegen, und (ii) die Basiswerte gemäss Fondsvertrag als Anlagen zulässig sind. Derivate sind entweder an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt oder "OTC" gehandelt.
Anlagen in "OTC"-Derivate ("OTC"-Geschäfte) sind nur zulässig, wenn (i) die Gegenpartei ein beaufsichtigter, auf dieses Geschäft spezialisierter Finanzintermediär ist, und (ii) die "OTC"-Derivate täglich handelbar sind oder eine Rückgabe an den Emittenten jederzeit möglich ist. Zudem sind sie zuverlässig und nachvollziehbar bewertbar. Derivate können gemäss Artikel 12 eingesetzt werden.
 - c) Anteile an folgenden kollektiven Kapitalanlagen (Zielfonds):
 - 1) kollektive Kapitalanlagen, einschliesslich Exchange Traded Funds (ETFs), die die folgenden Bedingungen erfüllen: (i) für diese Zielfonds gelten in Bezug auf Zweck, Organisation, Anlagepolitik, Anlegerschutz, Risikoverteilung, getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, Kreditaufnahme, Kreditgewährung, Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, Ausgabe und Rücknahme der Anteile und Inhalt der Halbjahres- und Jahresberichte gleichwertige Bestimmungen wie für übrige Fonds für traditionelle Anlagen, (ii) diese Zielfonds sind im Sitzstaat als kollektive Kapitalanlagen zugelassen und unterstehen dort einer dem Anlegerschutz dienenden, der schweizerischen gleichwertigen Aufsicht und (iii) die internationale Amtshilfe ist gewährleistet.
Anlagen in kollektive Kapitalanlagen, die den Bedingungen in den Buchstaben (ii) und (iii) nicht entsprechen, sind auf höchstens 30% beschränkt. Exchange Traded Funds (ETFs), die die folgenden Voraussetzungen kumulativ erfüllen, fallen nicht unter diese Limite: Sie werden an einer anerkannten Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt eines OECD-Staats gehandelt, sie bilden einen in der Finanzbranche anerkannten und ausreichend diversifizierten Index nach, sie bieten tägliche Liquidität und sie führen nicht zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens.
Die Bedingungen des ersten Abschnitts gelten auch für kollektive Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren (Immobilienfondsdachfonds);
 - 2) schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen, höchstens 30%;
 - 3) geschlossene kollektive Kapitalanlagen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, sofern sie nicht zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens führen, höchstens 30%;
 - 4) geschlossene kollektive Kapitalanlagen die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, sofern sie nicht zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens führen, höchstens 20%.Die Limiten der Ziffern 2 und 4 dürfen kumulativ 30% des Vermögens eines Teilvermögens nicht übersteigen.
 - d) Geldmarktinstrumente, wenn diese liquide und bewertbar sind sowie an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden; Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, dürfen nur erworben werden, wenn die Emission oder der Emittent Vorschriften über den Gläubiger- und den Anlegerschutz unterliegt und wenn die Geldmarktinstrumente von Emittenten gemäss Artikel 74 Absatz 2 KKV begeben oder garantiert sind;
 - e) Strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die sich auf Effekten, kollektive Kapitalanlagen, Geldmarktinstrumente, derivative Finanzinstrumente, Indizes, Zinssätze, Wechselkurse, Währungen, Edelmetalle, Commodities, oder ähnliches beziehen;
 - f) Guthaben auf Sicht und auf Zeit mit Laufzeiten bis zu zwölf Monaten bei Banken, die ihren Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union haben oder in einem anderen Staat, wenn die Bank dort einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist;
 - g) Andere als die vorstehend in den Buchstaben a) bis f) genannten Anlagen insgesamt bis höchstens 10% des Vermögens des Teilvermögens; nicht zulässig sind (i) Direktanlagen in Edelmetalle, (ii) Waren (iii) Wertpapiere sowie (iv) Leerverkäufe von Anlagen nach den Buchstaben a) bis e) vorstehend.
2. Die Ziele und die Anlagepolitik der einzelnen Teilvermögen werden in den Anhängen des Fondsvertrags eingehend erläutert.

3. Die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, darf unter Vorbehalt von Artikel 19 Anteile an Zielfonds erwerben, die unmittelbar oder mittelbar von ihr selbst oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, durch gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10% des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist.

Art. 9 Flüssige Mittel

Die Fondsleitung darf zusätzlich für jedes Teilvermögen angemessene flüssige Mittel in der Rechnungseinheit des jeweiligen Teilvermögens und in allen Währungen, in denen Anlagen zugelassen sind, halten. Als flüssige Mittel gelten Bankguthaben sowie Forderungen aus Pensionsgeschäften auf Sicht und auf Zeit mit Laufzeiten bis zu zwölf Monaten.

B. Anlagetechniken und -instrumente

Art. 10 Effektenleihe

1. Die Fondsleitung darf sämtliche Arten von Effekten ausleihen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden. Effekten, die im Rahmen von "Reverse Repos" übernommen worden sind, dürfen hingegen nicht ausgeliehen werden.
2. Die Fondsleitung kann die Effekten im eigenen Namen und auf eigene Rechnung einem Borger ausleihen ("Principal-Geschäft") oder einen Vermittler damit beauftragen, die Effekten entweder treuhänderisch in indirekter Stellvertretung ("Agent-Geschäft") oder in direkter Stellvertretung ("Finder-Geschäft") einem Borger zur Verfügung zu stellen.
3. Die Fondsleitung tätigt die Effektenleihe nur mit auf diese Geschäftsart spezialisierten, erstklassigen Borgern bzw. Vermittlern wie Banken, Brokern und Versicherungsgesellschaften sowie anerkannten Effektenclearing-Organisationen, die eine einwandfreie Durchführung der Effektenleihe gewährleisten.
4. Sofern die Fondsleitung eine Kündigungsfrist, deren Dauer 10 Bankwerktag nicht überschreiten darf, einhalten muss, bevor sie wieder über die ausgeliehenen Effekten rechtlich verfügen kann, darf sie für die einzelnen Teilvermögen vom ausleihfähigen Bestand einer Art nicht mehr als 50% ausleihen. Sichert hingegen der Borger bzw. der Vermittler der Fondsleitung vertraglich zu, dass diese noch am gleichen oder am nächsten Bankwerktag wieder rechtlich über die ausgeliehenen Effekten verfügen kann, so darf der gesamte ausleihfähige Bestand einer Art ausgeliehen werden.
5. Die Fondsleitung vereinbart mit dem Borger bzw. Vermittler, dass dieser zwecks Sicherstellung des Rückerstattungsanspruchs zugunsten der Fondsleitung Sicherheiten nach Massgabe von Artikel 8 KKV-FINMA verpfändet oder zu Eigentum überträgt. Der Wert der Sicherheiten muss jederzeit mindestens 105% des Verkehrswerts der ausgeliehenen Effekten betragen oder mindestens 102%, wenn die Sicherheiten aus (i) flüssigen Mitteln oder (ii) fest oder variabel verzinslichen Effekten bestehen, die ein langfristiges aktuelles Rating einer von der FINMA anerkannten Ratingagentur von mindestens "AAA", "Aaa" oder gleichwertig aufweisen. Darüber hinaus haftet der Borger bzw. Vermittler für die pünktliche und uneingeschränkte Vergütung der während der Effektenleihe anfallenden Erträge, die Geltendmachung anderer Vermögensrechte sowie die vertragskonforme Rückerstattung von Effekten gleicher Art, Menge und Güte.
6. Die Depotbank sorgt für eine sichere und vertragskonforme Abwicklung der Effektenleihe und überwacht namentlich die Einhaltung der Anforderungen an die Sicherheiten. Sie besorgt auch während der Dauer der Leihgeschäfte die ihr gemäss Depotreglement obliegenden Verwaltungshandlungen und die Geltendmachung sämtlicher Rechte auf den ausgeliehenen Effekten, soweit diese nicht gemäss anwendbarem Rahmenvertrag abgetreten wurden.

Art. 11 Pensionsgeschäfte

1. Die Fondsleitung darf für Rechnung des Teilvermögens Pensionsgeschäfte abschliessen. Pensionsgeschäfte können entweder als "Repo" oder als "Reverse Repo" getätigt werden.
Das "Repo" ist ein Rechtsgeschäft, durch das eine Partei (Pensionsgeber) gegen Bezahlung vorübergehend das Eigentum an Effekten auf eine andere Partei (Pensionsnehmer) überträgt, wobei diese sich verpflichtet, dem Pensionsgeber bei Fälligkeit Effekten gleicher Art, Menge und Güte sowie die während der Dauer des Pensionsgeschäfts anfallenden Erträge zurückzuerstatten. Der Pensionsgeber trägt das Kursrisiko der Effekten während der Dauer des Pensionsgeschäfts.
Das "Repo" ist aus der Sicht der Gegenpartei (des Pensionsnehmers) ein "Reverse Repo". Mit einem "Reverse Repo" erwirbt die Fondsleitung zwecks Geldanlage Effekten und vereinbart gleichzeitig, Effekten gleicher Art, Menge und Güte sowie die während der Dauer des Pensionsgeschäfts anfallenden Erträge zurückzuerstatten.
2. Die Fondsleitung kann Pensionsgeschäfte im eigenen Namen und auf eigene Rechnung mit einer Gegenpartei abschliessen ("Principal-Geschäft") oder einen Vermittler damit beauftragen, entweder treuhänderisch in indirekter Stellvertretung ("Agent-Geschäft") oder in direkter Stellvertretung ("Finder-Geschäft") Pensionsgeschäfte mit einer Gegenpartei zu tätigen.
3. Die Fondsleitung tätigt Pensionsgeschäfte nur mit auf diese Geschäftsart spezialisierten, erstklassigen Gegenparteien bzw. Vermittlern wie Banken, Brokern und Versicherungsgesellschaften sowie anerkannten Effektenclearing-Organisationen, die eine einwandfreie Durchführung des Pensionsgeschäfts gewährleisten.

4. Die Depotbank sorgt für eine sichere und vertragskonforme Abwicklung des Pensionsgeschäfts. Sie sorgt für den täglichen Ausgleich in Geld oder Effekten der Wertveränderungen der im Pensionsgeschäft verwendeten Effekten ("mark-to-market") und besorgt auch während der Dauer des Pensionsgeschäfts die ihr gemäss Depotreglement obliegenden Verwaltungshandlungen und die Geltendmachung sämtlicher Rechte auf den im Pensionsgeschäft verwendeten Effekten, soweit diese nicht gemäss anwendbarem Rahmenvertrag abgetreten wurden.
5. Die Fondsleitung darf für "Repos" sämtliche Arten von Effekten verwenden, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden. Effekten, die im Rahmen von "Reverse Repos" übernommen wurden, dürfen nicht für "Repos" verwendet werden.
6. Sofern die Fondsleitung eine Kündigungsfrist einhalten muss, deren Dauer 10 Bankwerktag nicht überschreiten darf, bevor sie wieder über die in Pension gegebenen Effekten rechtlich verfügen kann, darf sie für die einzelnen Teilvermögen vom repofähigen Bestand einer Art nicht mehr als 50% für "Repos" verwenden. Sichert hingegen die Gegenpartei bzw. der Vermittler der Fondsleitung vertraglich zu, dass diese noch am gleichen oder am nächsten Bankwerktag wieder rechtlich über die in Pension gegebenen Effekten verfügen kann, so darf der gesamte repofähige Bestand einer Art für "Repos" verwendet werden.
7. "Repos" gelten als Kreditaufnahme gemäss Artikel 13, es sei denn, die erhaltenen Mittel werden für die Übernahme von Effekten gleicher Art, Güte, Bonität und Laufzeit in Verbindung mit dem Abschluss eines "Reverse Repo" verwendet.
8. Die Fondsleitung darf im Rahmen eines "Reverse Repo" nur fest oder variabel verzinsliche Effekten erwerben, die von Bund, Kantonen und Gemeinden begeben oder garantiert werden oder von Emittenten, die das von der Aufsichtsbehörde vorgeschriebene Mindestrating aufweisen.
9. Forderungen aus "Reverse Repos" gelten als flüssige Mittel gemäss Artikel 9 und nicht als Kreditgewährung gemäss Artikel 13.

Art. 12 Derivate – Commitment-Ansatz I

1. Die Fondsleitung darf Derivate im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des Vermögens der Teilvermögen einsetzen. Sie sorgt dafür, dass der Einsatz von Derivaten in seiner ökonomischen Wirkung auch unter ausserordentlichen Marktverhältnissen nicht zu einer Abweichung von den im Fondsvertrag, im Prospekt und im vereinfachten Prospekt genannten Anlagezielen bzw. zu einer Veränderung des Anlagecharakters des Teilvermögens führt. Zudem müssen die den Derivaten zugrunde liegenden Basiswerte nach diesem Fondsvertrag als Anlagen für das betreffende Teilvermögen zulässig sein.
2. Bei der Risikomessung gelangt der Commitment-Ansatz I zur Anwendung. Der Einsatz der Derivate übt somit weder eine Hebelwirkung auf das Vermögen des Teilvermögens aus noch entspricht dieser einem Leerverkauf.
Die Bestimmungen dieses Abschnitts sind auf die einzelnen Teilvermögen anwendbar.
Die Fondsleitung muss jederzeit in der Lage sein, die mit Derivaten verbundenen Liefer- und Zahlungsverpflichtungen nach Massgabe der Kollektivanlagengesetzgebung aus dem Vermögen des betreffenden Teilvermögens zu erfüllen.
Die Derivate können im Rahmen der Anlagestrategie sowie zur Absicherung von Anlagepositionen eingesetzt werden. Für die Zielfonds eines Teilvermögens, dessen Vermögen effektiv zu über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investiert ist, ist der Derivateinsatz im Zusammenhang mit diesen Zielfonds gestattet, um namentlich das Wechselkurs-, Markt- oder Kreditrisiko abzudecken, sofern die entsprechenden abgesicherten Risiken erkennbar und messbar sind.
3. Es dürfen nur Derivat-Grundformen verwendet werden. Diese umfassen:
 - a) Call- oder Put-Optionen, deren Wert bei Verfall linear von der positiven oder negativen Differenz zwischen dem Verkehrswert des Basiswerts und dem Ausübungspreis abhängt und null wird, wenn die Differenz das andere Vorzeichen hat;
 - b) Credit Default Swaps (CDS);
 - c) Swaps, deren Zahlungen linear und pfadunabhängig vom Wert des Basiswerts oder einem absoluten Betrag abhängen;
 - d) Termingeschäfte (Futures und Forwards), deren Wert linear vom Wert des Basiswerts abhängt.
4. Der Einsatz von Derivaten ist in seiner ökonomischen Wirkung entweder einem Verkauf (engagementreduzierendes Derivat) oder einem Kauf (engagementerhöhendes Derivat) eines Basiswerts ähnlich.
5.
 - a) Bei engagementreduzierenden Derivaten müssen die eingegangenen Verpflichtungen unter Vorbehalt der Buchstaben b) und d) dauernd durch die dem Derivat zugrunde liegenden Basiswerte gedeckt sein.
 - b) Eine Deckung mit anderen Anlagen als den Basiswerten ist bei engagementreduzierenden Derivaten zulässig, die auf einen Index lauten, der:
 - von einer externen, unabhängigen Stelle berechnet wird;
 - für die als Deckung dienenden Anlagen repräsentativ ist;
 - in einer adäquaten Korrelation zu diesen Anlagen steht.
 - c) Die Fondsleitung muss jederzeit uneingeschränkt über die Basiswerte oder Anlagen verfügen können. Basiswerte können gleichzeitig als Deckung für mehrere Derivatpositionen herangezogen werden, wenn diese ein Markt-, ein Kredit- oder ein Währungsrisiko beinhalten und sich auf die gleichen Basiswerte beziehen.
 - d) Ein engagementreduzierendes Derivat kann bei der Berechnung der entsprechenden Basiswerte mit dem "Delta" gewichtet werden.

6. Bei engagementerhöhenden Derivaten muss das Basiswertäquivalent einer Derivatposition dauernd durch geldnahe Mittel gedeckt sein. Das Basiswertäquivalent berechnet sich bei Futures, Forwards und Swaps mit dem Produkt aus der Anzahl Kontrakte und dem Kontraktwert, bei Optionen mit dem Produkt aus der Anzahl Kontrakte, dem Kontraktwert und dem Delta (sofern ein solches berechnet wird). Geldnahe Mittel können gleichzeitig als Deckung für mehrere engagementerhöhende Derivate herangezogen werden, wenn diese ein Markt- oder ein Kreditrisiko beinhalten und sich auf die gleichen Basiswerte beziehen.
7. Die Fondsleitung kann sowohl standardisierte als auch nicht standardisierte Derivate einsetzen. Sie kann die Geschäfte mit Derivaten an einer Börse, an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt oder "OTC" ("Over-the-Counter") abschliessen.
8. a) Die Fondsleitung darf "OTC"-Geschäfte nur mit beaufsichtigten Finanzintermediären abschliessen, die auf diese Geschäftsarten spezialisiert sind und eine einwandfreie Durchführung des Geschäfts gewährleisten. Handelt es sich bei der Gegenpartei nicht um die Depotbank, hat Erstere oder der Garant das von der Kollektivanlagengesetzgebung vorgeschriebene Mindestrating gemäss Artikel 33 KKV-FINMA aufzuweisen.
- b) Ein "OTC"-Derivat muss täglich zuverlässig und nachvollziehbar bewertet und jederzeit zum Verkehrswert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.
- c) Ist für ein "OTC" abgeschlossenes Derivat kein Marktpreis erhältlich, so muss der Preis jederzeit anhand von Bewertungsmodellen, die angemessen und in der Praxis anerkannt sind, aufgrund des Verkehrswerts der Basiswerte nachvollziehbar sein. Darüber hinaus müssen vor einem Abschluss konkrete Offerten von mindestens zwei möglichen Gegenparteien eingeholt und muss unter Berücksichtigung des Preises, der Bonität, der Risikoverteilung und des Dienstleistungsangebots der Gegenparteien das vorteilhafteste Angebot akzeptiert werden. Der Abschluss und die Preisbestimmung sind nachvollziehbar zu dokumentieren.
9. Bei der Einhaltung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen (Maximal- und Minimallimiten) sind die Derivate nach Massgabe der Kollektivanlagengesetzgebung zu berücksichtigen.
10. Der Prospekt enthält weitere Angaben:
 - zur Bedeutung von Derivaten im Rahmen der Anlagestrategie;
 - zu den Auswirkungen der Derivatverwendung auf das Risikoprofil der Teilvermögen;
 - zu den Gegenparteirisiken von Derivaten;
 - zu den Kreditderivaten.

Art. 13 Aufnahme und Gewährung von Krediten

1. Die Fondsleitung darf für Rechnung des Teilvermögens keine Kredite gewähren. Die Effektenleihe gemäss Artikel 10 und das Pensionsgeschäft als "Reverse Repo" gemäss Artikel 11 gelten nicht als Kreditgewährung im Sinne dieses Abschnitts.
2. Die Fondsleitung darf für jedes Teilvermögen für höchstens 10% seines Nettovermögens vorübergehend Kredite aufnehmen. Das Pensionsgeschäft als "Repo" gemäss Artikel 11 gilt als Kreditaufnahme im Sinne dieses Abschnitts, es sei denn, die erhaltenen Mittel werden im Rahmen eines Arbitragegeschäfts für die Übernahme von Effekten gleicher Art, Güte, Bonität und Laufzeit in Verbindung mit einem entgegengesetzten Pensionsgeschäft ("Reverse Repo") verwendet.

Art. 14 Belastung des Fondsvermögens

1. Die Fondsleitung darf zulasten des Anlagefonds nicht mehr als 25% des Nettovermögens der einzelnen Teilvermögen verpfänden oder zur Sicherung übereignen.
2. Die Belastung des Vermögens der Teilvermögen mit Bürgschaften ist nicht gestattet. Ein engagementerhöhendes Kreditderivat gilt nicht als Bürgschaft im Sinne dieses Abschnitts.

C. Anlagebeschränkungen

Art. 15 Risikoverteilung

1. Die folgenden Risikoverteilungsvorschriften gelten für jedes Teilvermögen. Die spezifischen Risikoverteilungsvorschriften für die einzelnen Teilvermögen sind ausserdem im Anhang zum Fondsvertrag angegeben.
2. In die nachstehenden Risikoverteilungsvorschriften sind einzubeziehen:
 - a) Anlagen gemäss Artikel 8, mit Ausnahme der indexbasierten Derivate, sofern der Index hinreichend diversifiziert ist und für den Markt, auf den er sich bezieht, repräsentativ ist und in angemessener Weise veröffentlicht wird;
 - b) flüssige Mittel gemäss Artikel 9;
 - c) Forderungen gegen Gegenparteien aus "OTC"-Geschäften.
3. Gesellschaften, die aufgrund internationaler Rechnungslegungsvorschriften einen Konzern bilden, gelten als ein einziger Emittent.
4. Die Fondsleitung darf unter Vorbehalt der nachfolgenden Einschränkungen höchstens 20% des Vermögens eines Teilvermögens in Anteile desselben Zielfonds anlegen:
 - Höchstens 10% des Vermögens eines Teilvermögens dürfen in Anteile desselben Zielfonds im Sinne von Artikel 8 Ziffer 1 Buchstabe c) Ziffer 1 (erster Satz im zweiten Abschnitt) und im Sinne von Artikel 8 Ziffer 1 Buchstabe c) Ziffer 2 angelegt sein.

- Höchstens 5% des Vermögens eines Teilvermögens dürfen in Anteile desselben Zielfonds im Sinne von Artikel 8 Ziffer 1 Buchstabe c) Ziffer 4 investiert werden.
5. Die Fondsleitung darf keine Beteiligungsrechte erwerben, die insgesamt mehr als 10% der Stimmrechte ausmachen oder die es ihr erlauben, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftsleitung eines Emittenten auszuüben.
 6. Die Fondsleitung darf für das Vermögen eines Teilvermögens höchstens je 10% der stimmrechtslosen Beteiligungspapiere, der Schuldverschreibungen bzw. Geldmarktinstrumente desselben Emittenten sowie höchstens 25% der Anteile an kollektiven Kapitalanlagen erwerben.
Diese Beschränkungen gelten nicht, wenn sich im Zeitpunkt des Erwerbs der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen, der Geldmarktinstrumente oder der Anteile an kollektiven Kapitalanlagen nicht berechnen lässt.
 7. Die Beschränkungen der vorstehenden Ziffern 5 und 6 sind nicht anwendbar auf Effekten und Geldmarktinstrumente, die von einem Staat oder einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert werden.

IV. Berechnung des Nettoinventarwerts sowie Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen

Art. 16 Berechnung des Nettoinventarwerts

1. Der Nettoinventarwert der einzelnen Teilvermögen und der Anteil der einzelnen Klassen (Quoten) werden zum Verkehrswert auf Ende des Rechnungsjahrs sowie für jeden Tag, an dem Anteile ausgegeben oder zurückgenommen werden, in der Rechnungseinheit des betreffenden Teilvermögens berechnet. An Tagen, an denen die Börsen oder Märkte der Hauptanlageländer des Anlagefonds geschlossen sind (zum Beispiel: Banken- und Börsenfeiertage), findet keine Berechnung des Nettoinventarwerts statt.
2. An einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Anlagen sind mit den am Hauptmarkt bezahlten aktuellen Kursen zu bewerten. Andere Anlagen oder Anlagen, für die keine aktuellen Kurse verfügbar sind, sind mit dem Preis zu bewerten, der bei sorgfältigem Verkauf im Zeitpunkt der Schätzung wahrscheinlich erzielt würde. Die Fondsleitung wendet in diesem Fall zur Ermittlung des Verkehrswerts angemessene und in der Praxis anerkannte Bewertungsmodelle und Grundsätze an.
3. Offene kollektive Kapitalanlagen werden mit ihrem Rücknahmepreis bzw. Nettoinventarwert bewertet. Werden sie regelmässig an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt, so kann die Fondsleitung diese gemäss Ziffer 2 bewerten.
4. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden, wird wie folgt bestimmt: Der Bewertungspreis solcher Anlagen wird, ausgehend vom Nettoerwerbspreis, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessiv dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen wird die Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen der neuen Marktrendite angepasst. Dabei wird bei fehlendem aktuellem Marktpreis in der Regel auf die Bewertung von Geldmarktinstrumenten mit gleichen Merkmalen (Qualität und Sitz des Emittenten, Ausgabewährung, Laufzeit) abgestellt.
5. Bankguthaben werden mit ihrem Forderungsbetrag plus aufgelaufene Zinsen bewertet. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen oder der Bonität wird die Bewertungsgrundlage für Bankguthaben auf Zeit den neuen Verhältnissen angepasst.
6. Der Nettoinventarwert eines Anteils einer Klasse eines Teilvermögens ergibt sich aus der der betreffenden Anteilsklasse am Verkehrswert des Teilvermögens zukommenden Quote, vermindert um allfällige Verbindlichkeiten dieses Teilvermögens, die der betreffenden Klasse zuzurechnen sind, dividiert durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Klasse. Der Nettoinventarwert wird auf den Rappen gerundet.
7. Die Quoten am Verkehrswert des Nettovermögens eines Teilvermögens (Vermögen eines Teilvermögens abzüglich der Verbindlichkeiten), die den jeweiligen Anteilsklassen zuzurechnen sind, werden erstmals bei der Erstausgabe mehrerer Anteilsklassen (wenn diese gleichzeitig erfolgt) oder der Erstausgabe einer weiteren Anteilsklasse auf der Basis der dem Teilvermögen für jede Anteilsklasse zufließenden Beträge bestimmt. Die Quote wird bei folgenden Ereignissen jeweils neu berechnet:
 - a) bei der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen;
 - b) auf den Stichtag von Ausschüttungen, sofern (i) solche Ausschüttungen nur auf einzelnen Anteilsklassen (Ausschüttungsklassen) anfallen oder sofern (ii) die Ausschüttungen der verschiedenen Anteilsklassen in Prozenten ihres jeweiligen Nettoinventarwerts unterschiedlich ausfallen oder sofern (iii) auf den Ausschüttungen der verschiedenen Anteilsklassen in Prozenten der Ausschüttung unterschiedliche Kommissions- oder Kostenbelastungen anfallen;
 - c) bei der Inventarwertberechnung, im Rahmen der Zuweisung von Verbindlichkeiten (einschliesslich der fälligen oder aufgelaufenen Kosten und Kommissionen) an die verschiedenen Anteilsklassen, sofern die Verbindlichkeiten der verschiedenen Anteilsklassen in Prozenten ihres jeweiligen Nettoinventarwerts unterschiedlich ausfallen, namentlich, wenn (i) für die verschiedenen Anteilsklassen unterschiedliche Kommissionssätze zur Anwendung gelangen oder wenn (ii) klassenspezifische Kostenbelastungen erfolgen;
 - d) bei der Inventarwertberechnung, im Rahmen der Zuweisung von Erträgen oder Kapitalerträgen an die verschiedenen Anteilsklassen, sofern die Erträge oder Kapitalerträge aus Transaktionen anfallen, die nur im Interesse einer Anteilsklasse oder mehrerer Anteilsklassen, nicht jedoch proportional zu deren Quote am Vermögen eines Teilvermögens, getätigt wurden.

Art. 17 Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen

1. Zeichnungs-, Umtausch- oder Rücknahmeanträge für Anteile werden am Auftragstag bis zu einem bestimmten im Prospekt genannten Zeitpunkt entgegengenommen. Für die Teilvermögen Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz und Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps wird der für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme massgebende Preis der Anteile frühestens am auf den Auftragstag folgenden Bankwerktag (Bewertungstag) ermittelt ("Forward Pricing"). Für das Teilvermögen Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus wird der für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme massgebende Preis der Anteile frühestens am zweiten Bankwerktag nach dem Auftragstag (Bewertungstag) ermittelt ("Forward Pricing"). Der Prospekt regelt die Einzelheiten..

2. Der Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreis der Anteile basiert auf dem am Bewertungstag gestützt auf die Schlusskurse des Vortags gemäss Artikel 16 berechneten Nettoinventarwert je Anteil.

Bei der Ausgabe von Anteilen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die dem entsprechenden Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen, zugunsten des Vermögens des betreffenden Teilvermögens belastet.

Beim Umtausch von Anteilen zwischen verschiedenen Teilvermögen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die (i) dem ursprünglichen Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen und (ii) dem neuen Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen, zugunsten des jeweiligen Vermögens der betreffenden Teilvermögen belastet.

Bei der Rücknahme von Anteilen werden dem Anleger die Nebenkosten (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben usw.), die dem entsprechenden Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen, zugunsten des Vermögens des betreffenden Teilvermögens belastet.

Die Nebenkosten werden im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet. Sie dürfen die im Prospekt und im vereinfachten Prospekt angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.

Bei der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen sowie beim Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen kann zudem eine Ausgabekommission gemäss Artikel 18 Ziffer 1 zum Nettoinventarwert zugeschlagen, eine Rücknahmekommission gemäss Artikel 18 Ziffer 2 vom Nettoinventarwert abgezogen bzw. kann gemäss Artikel 18 Ziffer 4 dem Anleger eine nach der nachstehenden Formel berechnete Umtauschkommission belastet werden.

3. Der Preis für den Umtausch zwischen verschiedenen Teilvermögen des Fonds ergibt sich: a) aus der Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, und b) aus den Kosten für den Umtausch, die dem Anleger belastet werden (Nebenkosten und Umtauschkommission).

- a) Die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens, die der Anleger nach dem Umtausch erhält, wird wie folgt berechnet:

$$AN = \frac{AU \times WU \times WK}{WN}$$

In dieser Formel steht:

AN für die Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens;

AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;

WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des ursprünglichen Teilvermögens;

WK für den Wechselkurs zwischen der Währung des ursprünglichen Teilvermögens und der Währung des neuen Teilvermögens;

WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der entsprechenden Klasse des neuen Teilvermögens.

- b) Die Nebenkosten und die Umtauschkommission, die dem Anleger für den Umtausch belastet werden, berechnen sich wie folgt:

$$NU = AU \times WU \times ND$$

$$NN = AN \times WN \times ND$$

$$UH = AU \times WU \times UK$$

In diesen Formeln stehen:

NU für die Höhe der Nebenkosten, die dem ursprünglichen Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen;

ND für die Nebenkosten, die im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet werden und als Prozentsatz ausgedrückt sind, der den im Prospekt und im vereinfachten Prospekt angegebenen Höchstsatz auf keinen Fall übersteigen darf;

NN für die Höhe der Nebenkosten, die dem neuen Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen;

UH für die Höhe der Umtauschkommission, die dem Anleger belastet wird;

UK für den Satz der Umtauschkommission (wie in Ziffer 18.4 definiert).

4. Die Anzahl Anteile, die der Anleger nach dem Umtausch innerhalb eines Teilvermögens erhält, wird wie folgt berechnet, vorbehaltlich der Bestimmungen in Ziffer 5 und 6 unten.

$$AN = \frac{AU \times WU}{WN}$$

In dieser Formel steht:

AN für die Anzahl Anteile der neuen Klasse;

AU für die auf dem Umtauschantrag angegebene Anzahl Anteile der ursprünglichen Klasse, die umgetauscht werden sollen;

WU für den Nettoinventarwert eines Anteils der ursprünglichen Klasse;

WN für den Nettoinventarwert eines Anteils der neuen Klasse.

5. Ein Anleger kann den Umtausch seiner Fondsanteile einer Klasse in solche einer anderen Klasse verlangen, sofern er die in Artikel 6 des Fondsvertrags genannten Bedingungen für die Klasse, in die er investieren will, erfüllt. Der Mindestanlagebetrag einer Klasse kann aufgrund einer später erfolgten Zeichnung oder von Marktschwankungen überschritten werden.
6. Die Fondsleitung kann den Umtausch von Fondsanteilen einer Klasse in solche einer anderen Klasse verlangen, sofern der Anleger die in Artikel 6 des Fondsvertrags genannten Bedingungen für die Klasse, in die er gegenwärtig investiert ist, nicht mehr erfüllt (zum Beispiel wenn er den Status eines qualifizierten Anlegers verloren hat oder als Folge der Rückzahlung eines Teils seiner Anteile eines Teilvermögens). Wird der Mindestanlagebetrag der Klasse I oder der Klasse M aufgrund von Marktschwankungen unterschritten, erfolgt kein Umtausch.
7. Die Fondsleitung kann die Ausgabe der Anteile jederzeit einstellen sowie Anträge auf Zeichnung oder Umtausch von Anteilen zurückweisen.
8. Die Fondsleitung kann im Interesse der Gesamtheit der Anleger die Rückzahlung der Anteile eines Teilvermögens vorübergehend und ausnahmsweise aufschieben, wenn:
 - a) ein Markt, der die Grundlage für die Bewertung eines wesentlichen Teils des Vermögens dieses Teilvermögens bildet, geschlossen ist oder wenn der Handel an einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist;
 - b) ein politischer, wirtschaftlicher, militärischer, monetärer oder anderer Notfall vorliegt;
 - c) wegen Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für das Teilvermögen undurchführbar werden;
 - d) zahlreiche Anteile eines Teilvermögens gekündigt werden und dadurch die Interessen der übrigen Anleger dieses Teilvermögens wesentlich beeinträchtigt werden können.
9. Die Fondsleitung teilt den Entscheid über den Aufschub unverzüglich der Revisionsstelle, der Aufsichtsbehörde sowie in angemessener Weise den Anlegern mit.
10. Solange die Rückzahlung der Anteile aus den unter Ziffer 8 Buchstaben a) bis c) genannten Gründen aufgeschoben ist, findet keine Ausgabe von Anteilen dieses Teilvermögens statt.

V. Vergütungen und Nebenkosten

Art. 18 Vergütungen und Nebenkosten zulasten der Anleger

1. Bei der Ausgabe von Anteilen kann dem Anleger eine Ausgabekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland von zusammen höchstens 3% des Nettoinventarwerts belastet werden. Der zurzeit massgebliche Höchstsatz ist aus dem Prospekt und dem vereinfachten Prospekt ersichtlich.
2. Bei der Rücknahme von Anteilen kann dem Anleger eine Rücknahmekommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland von zusammen höchstens 3% des Nettoinventarwerts belastet werden. Der zurzeit massgebliche Höchstsatz ist aus dem Prospekt und dem vereinfachten Prospekt ersichtlich.
3. Bei der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen stellt die Fondsleitung dem Anleger zudem zugunsten des Vermögens des entsprechenden Teilvermögens die Nebenkosten in Rechnung, die dem Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags bzw. aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen (siehe Artikel 17 Ziffer 2).
4. Beim Umtausch von Anteilen zwischen verschiedenen Teilvermögen kann dem Anleger eine Umtauschkommission zugunsten der Fondsleitung, der Depotbank bzw. der Vertriebssträger im In- und Ausland von zusammen höchstens 0,5% des Nettoinventarwerts belastet werden. Es wird keine Ausgabe- oder Rücknahmekommission erhoben. Der jeweils angewandte Höchstsatz ist aus dem Prospekt und dem vereinfachten Prospekt ersichtlich.
5. Beim Umtausch von Anteilen zwischen verschiedenen Teilvermögen stellt die Fondsleitung dem Anleger ausserdem in Rechnung: (i) zugunsten des Vermögens des ursprünglichen Teilvermögens die Nebenkosten, die diesem Teilvermögen aus dem Verkauf eines dem gekündigten Anteil entsprechenden Teils der Anlagen erwachsen, und (ii) zugunsten des Vermögens des neuen Teilvermögens die Nebenkosten, die diesem Teilvermögen aus der Anlage des einbezahlten Betrags erwachsen (siehe Artikel 17 Ziffer 2).
6. Die Nebenkosten werden im Durchschnitt entsprechend den Marktbedingungen berechnet. Sie dürfen die im Prospekt und im vereinfachten Prospekt angegebenen Höchstsätze auf keinen Fall übersteigen.
7. Für die Auslieferung von Anteilscheinen stellt die Depotbank dem Anleger die banküblichen Kommissionen und Spesen in Rechnung. Die aktuellen Kosten sind aus dem Prospekt und dem vereinfachten Prospekt ersichtlich.

Art. 19 Vergütungen und Nebenkosten zulasten des Vermögens der Teilvermögen

1. Für die Leitung, das Asset Management (ausser bei der Klasse S, siehe dazu im Anhang zum Fondsvertrag) und den Vertrieb der Teilvermögen stellt die Fondsleitung zulasten der einzelnen Teilvermögen eine jährliche Verwaltungskommission in Rechnung, die auf dem Nettoinventarwert des Teilvermögens erhoben wird, dem Vermögen des Teilvermögens pro rata temporis bei jeder Berechnung des Nettoinventarwerts belastet und jeweils am Quartalsende ausbezahlt wird (Verwaltungskommission).
Die für die verschiedenen Teilvermögen geltenden Verwaltungskommissionen sind im Anhang zum Fondsvertrag aufgeführt.
Die Fondsleitung legt im Prospekt offen, wenn sie Rückvergütungen an Anleger bzw. Vertriebsentschädigungen gewährt.
2. Für die Aufbewahrung des Vermögens der verschiedenen Teilvermögen, die Besorgung des Zahlungsverkehrs der Teilvermögen und die sonstigen in Artikel 4 aufgeführten Aufgaben der Depotbank belastet die Depotbank den Teilvermögen eine Kommission von jährlich maximal 0,05% des Nettoinventarwerts der Teilvermögen, die dem Vermögen des betreffenden Teilvermögens pro rata temporis bei jeder Berechnung des Nettoinventarwerts belastet und jeweils am Quartalsende ausbezahlt wird (Depotbankkommission).
Der effektiv angewandte Satz der Depotbankkommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.
3. Fondsleitung und Depotbank haben ausserdem Anspruch auf Ersatz der folgenden Auslagen, die ihnen in Ausführung des Fondsvertrags entstanden sind:
 - jährliche Gebühren der Aufsicht über den Fonds bzw. die Teilvermögen in der Schweiz;
 - Druck der Jahres- und Halbjahresberichte;
 - Preispublikationen und Veröffentlichungen von Mitteilungen an die Anleger;
 - Honorare der Revisionsstelle für die ordentlichen Revisionen;
 - Kosten allfällig nötig werdender ausserordentlicher Dispositionen, die sie im Interesse der Anleger treffen.
4. Zusätzlich trägt das Teilvermögen sämtliche, aus der Verwaltung des Vermögens des Teilvermögens erwachsenden Nebenkosten für den An- und Verkauf der Anlagen (marktkonforme Courtagen, Kommissionen, Abgaben). Diese Kosten werden direkt mit dem Einstands- oder Verkaufswert der betreffenden Anlagen verrechnet.
5. Die Verwaltungskommission der Zielfonds, in die das Vermögen der Teilvermögen investiert wird, darf unter Berücksichtigung von allfälligen Rückvergütungen höchstens 3% betragen. Im Jahresbericht ist der maximale Satz der Verwaltungskommissionen der Zielfonds, in die dieses Teilvermögen investiert ist, unter Berücksichtigung von allfälligen Rückvergütungen anzugeben.
6. Erwirbt die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die unmittelbar oder mittelbar von ihr selbst oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, durch gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10% des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist ("verbundene Zielfonds"), so darf im Umfang von solchen Anlagen dem Vermögen der Teilvermögen nur eine reduzierte Verwaltungskommission von höchstens 0,25% p.a. belastet werden. Die Fondsleitung bzw. die Gesellschaft, an die die Verwaltung delegiert wurde, darf allfällige Ausgabe-, Umtausch- oder Rücknahmekommissionen der verbundenen Zielfonds nicht den Teilvermögen belasten.
7. Vergütungen dürfen nur dem Teilvermögen belastet werden, dem eine bestimmte Leistung zukommt. Kosten, die nicht eindeutig einem Teilvermögen zugeordnet werden können, werden den einzelnen Teilvermögen im Verhältnis zum Fondsvermögen belastet.

VI. Rechenschaftsablage und Revision

Art. 20 Rechenschaftsablage

1. Die Rechnungseinheit der einzelnen Teilvermögen ist im Anhang zum Fondsvertrag aufgeführt.
2. Das Rechnungsjahr läuft jeweils vom 1. November bis zum 31. Oktober. Das erste Rechnungsjahr endet am 31. Oktober 2008.
3. Innerhalb von vier Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs veröffentlicht die Fondsleitung einen revidierten Jahresbericht des Fonds bzw. der Teilvermögen.
4. Innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf der ersten Hälfte des Rechnungsjahrs veröffentlicht die Fondsleitung einen Halbjahresbericht des Fonds bzw. der Teilvermögen.
5. Das Auskunftsrecht des Anlegers gemäss Artikel 5 Ziffer 4 bleibt vorbehalten.

Art. 21 Revision

Die Revisionsstelle prüft, ob die Fondsleitung und die Depotbank die Vorschriften des Fondsvertrags, des KAG und der Standesregeln der Swiss Funds Association SFA eingehalten haben. Ein Kurzbericht der Revisionsstelle zur publizierten Jahresrechnung erscheint im Jahresbericht.

VII. Verwendung des Erfolgs

Art. 22

1. Der Nettoertrag der Teilvermögen Valiant Vario, Valiant Aktien Schweiz, Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps und Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus wird jährlich pro Anteilsklasse P, I, M und S spätestens innerhalb von vier Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs in der Rechnungseinheit des Teilvermögens an die Anleger ausgeschüttet.
Die Fondsleitung kann zusätzlich Zwischenausschüttungen aus den Erträgen vornehmen.
Bis zu 30% des Nettoertrags einer Anteilsklasse der einzelnen Teilvermögen können auf neue Rechnung vorgetragen werden. Beträgt der Nettoertrag eines Rechnungsjahrs inklusive vorgetragene Erträge aus früheren Rechnungsjahren weniger als CHF 1.-, so kann auf eine Ausschüttung verzichtet und der gesamte Nettoertrag auf neue Rechnung dieses Teilvermögens vorgetragen werden.
Der Nettoertrag des Teilvermögens Valiant Vario wird nicht an die Anleger der Klasse V ausgeschüttet, sondern jährlich dem Vermögen des Teilvermögens zur Wiederanlage hinzugefügt.
2. Realisierte Kapitalgewinne aus der Veräusserung von Sachen und Rechten können von der Fondsleitung ausgeschüttet oder zur Wiederanlage zurückbehalten werden.

VIII. Publikationen des Fonds bzw. der Teilvermögen

Art. 23

1. Publikationsorgane des Fonds bzw. der Teilvermögen sind die im Prospekt genannten Printmedien oder elektronischen Medien. Der Wechsel eines Publikationsorgans ist in den Publikationsorganen anzuzeigen.
2. In den Publikationsorganen werden insbesondere Zusammenfassungen wesentlicher Änderungen des Fondsvertrags unter Hinweis auf die Stellen, bei denen die Änderungen im Wortlaut kostenlos bezogen werden können, der Wechsel der Fondsleitung bzw. der Depotbank, die Schaffung, Aufhebung oder Vereinigung von Anteilsklassen sowie die Auflösung einzelner Teilvermögen veröffentlicht. Änderungen, die von Gesetzes wegen erforderlich sind, die die Rechte der Anleger nicht berühren oder die ausschliesslich formeller Natur sind, können mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde von der Publikationspflicht ausgenommen werden.
3. Die Fondsleitung publiziert für jedes Teilvermögen die Ausgabe- und Rücknahmepreise bzw. den Nettoinventarwert mit dem Hinweis "exklusive Kommissionen" bei jeder Ausgabe und Rücknahme von Anteilen in den im Prospekt erwähnten Publikationsträgern. Die Preise werden mindestens zweimal im Monat publiziert. Die Wochen und Wochentage, an denen die Publikation stattfindet, werden im Prospekt festgelegt.
4. Der Prospekt mit integriertem Fondsvertrag, der vereinfachte Prospekt sowie die jeweiligen Jahres- und Halbjahresberichte können bei der Fondsleitung, der Depotbank und bei allen Vertriebssträgern kostenlos bezogen werden.

IX. Umstrukturierung und Auflösung

Art. 24 Vereinigung

1. Die Fondsleitung kann mit Zustimmung der Depotbank gewisse Teilvermögen mit anderen Teilvermögen oder anderen Anlagefonds vereinigen, indem sie auf den Zeitpunkt der Vereinigung die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des zu übertragenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds auf das übernehmende Teilvermögen bzw. den übernehmenden Anlagefonds überträgt. Die Anleger des zu übertragenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds erhalten Anteile am übernehmenden Teilvermögen bzw. Anlagefonds in entsprechender Höhe. Auf den Zeitpunkt der Vereinigung wird das zu übertragende Teilvermögen bzw. der zu übertragende Anlagefonds ohne Liquidation aufgelöst und der Fondsvertrag des übernehmenden Teilvermögens bzw. Anlagefonds gilt auch für das zu übertragende Teilvermögen bzw. den zu übertragenden Anlagefonds.
2. Anlagefonds können nur vereinigt werden, sofern:
 - a) die entsprechenden Fondsverträge dies vorsehen;
 - b) sie von der gleichen Fondsleitung verwaltet werden;
 - c) die entsprechenden Fondsverträge bezüglich folgender Bestimmungen grundsätzlich übereinstimmen:
 - Anlagepolitik, Risikoverteilung sowie mit der Anlage verbundene Risiken
 - Verwendung des Nettoertrags und der Kapitalgewinne
 - Art, Höhe und Berechnung aller Vergütungen, Ausgabe- und Rücknahmekommissionen sowie Nebenkosten für den An- und Verkauf von Anlagen (Courtage, Gebühren, Abgaben), die dem Vermögen des Anlagefonds bzw. des Teilvermögens oder den Anlegern belastet werden dürfen
 - Rücknahmebedingungen
 - Laufzeit des Vertrags und Voraussetzungen der Auflösung
 - d) am gleichen Tag die Vermögen der beteiligten Anlagefonds bzw. Teilvermögen bewertet, das Umtauschverhältnis berechnet und die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten übernommen werden;

- e) weder den Anlagefonds bzw. Teilvermögen noch den Anlegern daraus Kosten erwachsen.
3. Wenn die Vereinigung voraussichtlich mehr als einen Tag in Anspruch nimmt, kann die Aufsichtsbehörde einen befristeten Aufschub der Rückzahlung der Anteile der Teilvermögen bzw. des Anlagefonds bewilligen.
 4. Die Fondsleitung legt mindestens einen Monat vor der geplanten Veröffentlichung die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags sowie die beabsichtigte Vereinigung zusammen mit dem Vereinigungsplan der Aufsichtsbehörde zur Überprüfung vor. Der Vereinigungsplan enthält Angaben zu den Gründen der Vereinigung, zur Anlagepolitik der beteiligten Anlagefonds bzw. Teilvermögen und den allfälligen Unterschieden zwischen dem übernehmenden und dem übertragenden Anlagefonds bzw. Teilvermögen, zur Berechnung des Umtauschverhältnisses, zu allfälligen Unterschieden in den Vergütungen, zu allfälligen Steuerfolgen für die Anlagefonds bzw. Teilvermögen sowie die Stellungnahme der anlagefondsgesetzlichen Revisionsstelle.
 5. Die Fondsleitung publiziert die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags nach Artikel 23 Ziffer 2 sowie die beabsichtigte Vereinigung und deren Zeitpunkt zusammen mit dem Vereinigungsplan mindestens zwei Monate vor dem von ihr festgelegten Stichtag in den Publikationsorganen der beteiligten Anlagefonds bzw. Teilvermögen. Dabei weist sie die Anleger darauf hin, dass diese bei der Aufsichtsbehörde innert 30 Tagen seit der letzten Publikation Einwendungen gegen die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags erheben oder die Rückzahlung ihrer Anteile verlangen können.
 6. Die Revisionsstelle überprüft unmittelbar die ordnungsgemässe Durchführung der Vereinigung und äussert sich dazu in einem Bericht zuhanden der Fondsleitung und der Aufsichtsbehörde.
 7. Die Fondsleitung (i) meldet der Aufsichtsbehörde ohne Verzug den Abschluss der Vereinigung und (ii) kommuniziert den Anlegern durch Veröffentlichung in den Publikationsorganen der beteiligten Teilvermögen bzw. Anlagefonds den Vollzug der Vereinigung, die Bestätigung der Revisionsstelle zur ordnungsgemässen Durchführung sowie das Umtauschverhältnis.
 8. Die Fondsleitung erwähnt die Vereinigung im nächsten Jahresbericht des übernehmenden Anlagefonds bzw. Teilvermögens und im allfällig vorher zu erstellenden Halbjahresbericht. Für den/die übernommenen Anlagefonds bzw. das/die übernommene(n) Teilvermögen ist ein revidierter Abschlussbericht zu erstellen, falls die Vereinigung nicht auf den ordentlichen Jahresabschluss fällt.

Art. 25 Laufzeit und Auflösung der Teilvermögen

1. Die Teilvermögen bestehen auf unbestimmte Zeit.
2. Die Fondsleitung oder die Depotbank können die Auflösung des Anlagefonds oder eines Teilvermögens durch Kündigung des Fondsvertrags fristlos herbeiführen.
3. Der Anlagefonds oder ein Teilvermögen kann durch Verfügung der Aufsichtsbehörde aufgelöst werden, insbesondere wenn er/es spätestens ein Jahr nach Ablauf der Zeichnungsfrist (Lancierung) oder einer längeren, durch die Aufsichtsbehörde auf Antrag der Depotbank und der Fondsleitung erstreckten Frist nicht über ein Nettovermögen von mindestens CHF 5 Millionen (oder Gegenwert) verfügt.
4. Die Fondsleitung gibt der Aufsichtsbehörde die Auflösung unverzüglich bekannt und veröffentlicht sie in den Publikationsorganen.
5. Nach erfolgter Kündigung des Fondsvertrags darf die Fondsleitung die Teilvermögen unverzüglich liquidieren. Hat die Aufsichtsbehörde die Auflösung eines Teilvermögens verfügt, so muss dieses unverzüglich liquidiert werden. Die Auszahlung des Liquidationserlöses an die Anleger ist der Depotbank übertragen. Sollte die Liquidation längere Zeit beanspruchen, kann der Erlös in Teilbeträgen ausbezahlt werden. Vor der Schlusszahlung muss die Fondsleitung die Bewilligung der Aufsichtsbehörde einholen.

X. Änderung des Fondsvertrags

Art. 26

Soll der vorliegende Fondsvertrag geändert werden, oder besteht die Absicht, Anteilklassen zu vereinigen oder die Fondsleitung oder die Depotbank zu wechseln, so hat der Anleger die Möglichkeit, bei der Aufsichtsbehörde innert 30 Tagen seit der letzten entsprechenden Publikation Einwendungen zu erheben. Bei einer Änderung des Fondsvertrags (inkl. Vereinigung von Anteilklassen) können die Anleger überdies unter Beachtung der vertraglichen Frist die Auszahlung ihrer Anteile in bar verlangen. Vorbehalten bleiben die Fälle gemäss Artikel 23 Ziffer 2, die mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde von der Publikationspflicht ausgenommen sind.

XI. Anwendbares Recht und Gerichtsstand

Art. 27

1. Der Fonds sowie die einzelnen Teilvermögen unterstehen schweizerischem Recht, insbesondere dem Bundesgesetz über die kollektiven Kapitalanlagen vom 23. Juni 2006 (KAG), der Verordnung über die kollektiven Kapitalanlagen vom 22. November 2006 (KKV) sowie der Verordnung der FINMA über die kollektiven Kapitalanlagen vom 21. Dezember 2006 (KKV-FINMA).
- Der Gerichtsstand ist der Sitz der Fondsleitung.

2. Für die Auslegung des Fondsvertrags ist die französische Fassung massgebend.
3. Der vorliegende Fondsvertrag tritt am 3. Januar 2011 in Kraft.
4. Er ersetzt den Fondsvertrag, der am 23. September 2011 genehmigt wurde.

Die Fondsleitung hat ihren Sitz in Lancy und die Depotbank in Genf.

Der vorliegende Fondsvertrag wurde am 23. Dezember 2011 von der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht FINMA bewilligt.

Die Fondsleitung

Lombard Odier Funds (Switzerland) SA,
Lancy

Die Depotbank

Lombard Odier Darier Hentsch & Cie,
Genf

Anlageziele

Das Anlageziel dieses Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen und in einem volatilen Marktumfeld das Kapital langfristig zu erhalten. Zu diesem Zweck entwickelt der Fondsverwalter einen flexiblen Anlageprozess, in dessen Rahmen in eine grosse, sehr breit diversifizierte Palette von Anlagen investiert wird. Die Gewichtung der verschiedenen Anlageinstrumente richtet sich nach den Marktbedingungen. Die Fondsleitung gibt keinerlei Garantie ab, dass dieses Ziel erreicht wird.

Information an die Anleger, die ihr Vermögen gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und der entsprechenden Vollzugsverordnung (BVV 2) investieren

Die Anlagestrategie des Teilvermögens Valiant Vario hält die Anlagevorschriften der Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2), die in Artikel 53 ff. BVV 2 definiert und seit dem 1. Januar 2009 gültig sind, sowie die aus der Praxis des BSV hervorgegangenen Anforderungen ein. Es obliegt jedem Anleger, der dem BVV 2 unterliegt, die Konformität der Anlagepolitik des Teilvermögens mit seinen eigenen Anlagerichtlinien sicherzustellen.

Rechnungseinheit (Artikel 20 Ziffer 1)

CHF

Anlagepolitik (Artikel 8 Ziffer 2)

- a) Die Fondsleitung investiert mindestens 85% des Vermögens des Teilvermögens in:
- an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und Ähnliches) von Unternehmen, die ihren Sitz in der Schweiz oder im Ausland haben;
 - Obligationen, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen und Notes sowie andere fest- oder variabel verzinsliche Forderungswertpapiere und -rechte von privaten und öffentlich-rechtlichen Schuldnern;
 - Guthaben auf Sicht und auf Zeit;
 - Geldmarktinstrumente;
 - Derivate (einschliesslich Warrants) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - strukturierte Produkte (einschliesslich Zertifikate) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren (Immobilienfonds). Ebenfalls zulässig sind ETFs, strukturierte Produkte und Zertifikate auf Immobilienindizes.
- Bei Anlagen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, stellt die Fondsleitung sicher, dass auf konsolidierter Basis mindestens 85% des Vermögens des Teilvermögens in die oben erwähnten Anlagen investiert sind.
- b) Die Fondsleitung investiert höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens in:
- insgesamt höchstens 15% in Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen;
 - insgesamt höchstens 15% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und in strukturierte Produkte, einschliesslich Zertifikate, die in Commodities und Edelmetalle investieren. Anlagen in strukturierte Produkte und Zertifikate mit physischer Lieferung sind nicht zulässig.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- Beteiligungswertpapiere und -rechte sowie Derivate, strukturierte Produkte, Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die in solche Anlagen investieren: höchstens 50%;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen in Schweizer Immobilienfonds anlegen, die an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden und die ihr Vermögen in Immobilien in der Schweiz und im Ausland investieren (Immobilienfonds), sowie ETFs, strukturierte Produkte und Zertifikate auf Immobilienindizes: höchstens 30%, wobei sich höchstens 10% der Immobilienanlagen im Ausland befinden dürfen;
 - Derivate auf Guthaben auf Sicht und auf Zeit in Fremdwährungen: höchstens 10%;
 - Anteile an offenen kollektiven Kapitalanlagen, die weniger liquide sind als das Teilvermögen: höchstens 30%;
 - Anteile an offenen kollektiven Kapitalanlagen, deren Nettoinventarwert weniger häufig berechnet wird als beim Teilvermögen: höchstens 30%;
 - auf Fremdwährungen lautende Anlagen ohne Absicherung des Wechselkursrisikos: höchstens 30%.

- d) Das Teilvermögen kann über 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren. Die Vor- und Nachteile der Funds-of-Funds-Struktur sind im Prospekt erläutert.
- Die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens investiert ist, dürfen selbst nicht mehr als 49% ihres Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen anlegen. Eine Ausnahme bilden Funds of Hedge Funds sowie Immobiliendachfonds. In beide Kategorien dürfen jeweils höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens investiert sein.
- Die Rücknahme von Anteilen durch die Zielfonds muss grundsätzlich genauso häufig erfolgen wie die Rücknahme durch das Teilvermögen. Auf alle Fälle müssen die Zielfonds so ausgewählt werden, dass den Rücknahmeanträgen der Inhaber von Anteilen des Teilvermögens entsprochen werden kann.
- Feeder Funds gelten nicht als Funds of Funds, wenn nachweislich (i) mindestens 85% ihres Vermögens permanent in die gleiche zugrunde liegende kollektive Kapitalanlage (Master Fund) investiert sind und (ii) dieser Master Fund weder in einen Feeder Fund anlegen noch über 49% seines Vermögens in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen investieren darf. Durch die Einhaltung dieser Kriterien wird der Grundsatz der Transparenz umgesetzt. Den für die kollektiven Kapitalanlagen, in die das Vermögen des Teilvermögens Valiant Vario investiert wird, geltenden Anlagelimiten und Anlagebeschränkungen wird direkt auf Ebene des Master Funds Rechnung getragen.

Risikoverteilung (Artikel 15 Ziffer 1)

- a) Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate höchstens 15% des Vermögens des Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumente desselben Schuldners anlegen.
- Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 10% des Vermögens des Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen.
- Vorbehalten bleiben die Bestimmungen von Buchstaben b) und c).
- b) Die Fondsleitung darf höchstens 10% des Vermögens des Teilvermögens in Guthaben auf Sicht und auf Zeit bei derselben Bank anlegen. In diese Limite sind sowohl die flüssigen Mittel gemäss Artikel 9 als auch die Anlagen in Bankguthaben gemäss Artikel 8 einzubeziehen.
- c) Die Fondsleitung darf höchstens 5% des Vermögens des Teilvermögens in "OTC"-Geschäften bei derselben Gegenpartei anlegen. Ist die Gegenpartei eine Bank mit Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Staat, in dem sie einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist, so erhöht sich diese Limite auf 10% des Vermögens des Teilvermögens.
- d) Anlagen, Guthaben und Forderungen gemäss den vorstehenden Buchstaben a) bis c) desselben Emittenten bzw. Schuldners dürfen insgesamt 15% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die höheren Limiten gemäss den nachstehenden Buchstaben f) und g).
- e) Anlagen gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) derselben Unternehmensgruppe dürfen insgesamt 15% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleiben die höheren Limiten gemäss den nachstehenden Buchstaben f) und g).
- f) Die in Buchstabe a) oben erwähnte Grenze von 15% wird auf 35% angehoben, wenn die Effekten oder Geldmarktinstrumente von der schweizerischen Eidgenossenschaft oder von den Schweizer Pfandbriefzentralen begeben oder garantiert werden. Die vorgenannten Effekten oder Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Buchstabe a) oben erwähnten Limite von 60% nicht berücksichtigt. Die Einzellimiten der Buchstaben a) und c) dürfen mit dieser Limite von 35% jedoch nicht kumuliert werden.
- g) Die in Buchstabe a) oben erwähnte Grenze von 15% wird auf 100% angehoben wenn die Effekten oder Geldmarktinstrumente von der schweizerischen Eidgenossenschaft oder von den Schweizer Pfandbriefzentralen begeben oder garantiert werden. In diesem Fall muss das Teilvermögen Effekten oder Geldmarktinstrumente aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen halten; 30% des Vermögens des Teilvermögens dürfen in Effekten oder Geldmarktinstrumente derselben Emission angelegt werden. Die vorgenannten Effekten oder Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Buchstabe a) oben erwähnten Limite von 60% nicht berücksichtigt.

Verwaltungskommission (Artikel 19 Ziffer 1)

Klasse P: höchstens 2,00% p.a.

Klasse I: höchstens 1,00% p.a.

Klasse M: höchstens 0,75% p.a.

Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letzteres wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.

Klasse V: höchstens 1,75% p.a.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen.

Rechnungseinheit (Artikel 20 Ziffer 1)

CHF

Anlagepolitik (Artikel 8 Ziffer 2)

- a) Die Fondsleitung investiert mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in:
- auf CHF lautende börsennotierte Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und Ähnliches) von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben;
 - Derivate (einschliesslich Warrants) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - strukturierte Produkte auf die oben erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
- Bei Anlagen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte stellt die Fondsleitung sicher, dass auf konsolidierter Basis mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in den oben erwähnten Anlagen investiert sind.
- b) Die Fondsleitung kann zudem höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens des Teilvermögens investieren in:
- Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den unter Buchstabe a) genannten Anforderungen nicht genügen;
 - Obligationen und andere Forderungswertrechte;
 - Wandelobligationen oder Optionsanleihen;
 - Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie Geldmarktinstrumente;
 - strukturierte Produkte auf die unter Buchstabe b) erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- höchstens 10% in Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen;
 - höchstens 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen.

Risikoverteilung (Artikel 15 Ziffer 1)

- a) Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate höchstens 10% des Vermögens des Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen. In Abweichung von oben genannter Grenze von 10% dürfen Titel, die im SPI mit mehr als 10% gewichtet sind, bis zu einer Höhe von 120% ihrer Gewichtung im Index übergewichtet sein, sofern das Teilvermögen jederzeit Titel von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält und eine einzige Titelposition maximal 25% des Vermögens des Teilvermögens ausmacht und alle weiteren Positionen je höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens umfassen.
- Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 5% des Vermögens des Teilvermögens angelegt sind, darf 75% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen.
- Vorbehalten bleiben die Bestimmungen von Buchstaben b) und c).
- b) Die Fondsleitung darf höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens in Guthaben auf Sicht und auf Zeit bei derselben Bank anlegen. In diese Limite sind sowohl die flüssigen Mittel gemäss Artikel 9 als auch die Anlagen in Bankguthaben gemäss Artikel 8 einzubeziehen.
- c) Die Fondsleitung darf höchstens 5% des Vermögens des Teilvermögens in "OTC"-Geschäften bei derselben Gegenpartei anlegen. Ist die Gegenpartei eine Bank mit Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Staat, in dem sie einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist, so erhöht sich diese Limite auf 10% des Vermögens des Teilvermögens.
- d) Anlagen, Guthaben und Forderungen gemäss den vorstehenden Buchstaben a) bis c) desselben Emittenten bzw. Schuldners dürfen insgesamt 20% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Diese Limite wird auf 25% des Vermögens des Teilvermögens angehoben, wenn der gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) übergewichtete Titel bei der Berechnung dieser Einschränkung berücksichtigt werden muss.
- e) Anlagen gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) derselben Unternehmensgruppe dürfen insgesamt 20% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Diese Limite wird auf 25% des Vermögens des Teilvermögens angehoben, wenn der gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) übergewichtete Titel bei der Berechnung dieser Einschränkung berücksichtigt werden muss.

Verwaltungskommission (Artikel 19 Ziffer 1)

Klasse P: höchstens 2,00% p.a.

Klasse I: höchstens 1,00% p.a.

Klasse M: höchstens 0,75% p.a.

Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letztere wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Aktien Schweiz Small & Mid Caps

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht hauptsächlich darin, ein langfristiges Kapitalwachstum zu erzielen.

Rechnungseinheit (Artikel 20 Ziffer 1)

CHF

Anlagepolitik (Artikel 8 Ziffer 2)

- a) Die Fondsleitung investiert mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in:
 - a. auf CHF lautende und an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und Ähnliches) von Unternehmen mit kleiner und mittlerer Börsenkapitalisierung gemäss Definition der Schweizer Börse SIX Swiss Exchange, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz haben;
 - b. Derivate (einschliesslich Warrants) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - c. strukturierte Produkte auf die oben erwähnten Anlagen;
 - d. Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
Bei Anlagen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte stellt die Fondsleitung sicher, dass auf konsolidierter Basis mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in oben erwähnten Anlagen investiert sind.
- b) Die Fondsleitung kann zudem höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens des Teilvermögens investieren in:
 - e. Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den unter Buchstabe a) genannten Anforderungen nicht genügen;
 - f. Obligationen und andere Forderungswertrechte;
 - g. Wandelobligationen oder Optionsanleihen;
 - h. Guthaben auf Sicht und auf Zeit sowie Geldmarktinstrumente;
 - i. strukturierte Produkte auf die unter Buchstabe b) erwähnten Anlagen;
 - j. Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - k. schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen.
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen einzuhalten:
 - l. insgesamt höchstens 49% in kollektive Kapitalanlagen;
 - m. insgesamt höchstens 10% in schweizerische kollektive Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie in vergleichbare ausländische kollektive Kapitalanlagen;
 - n. insgesamt höchstens 10% in Beteiligungswertpapiere und -rechte, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelt werden.

Risikoverteilung (Artikel 15 Ziffer 1)

- a) Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate höchstens 10% des Vermögens des Teilvermögens in Effekten und Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen.
Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, bei denen mehr als 5% des Vermögens des Teilvermögens angelegt sind, darf 75% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen.
Vorbehalten bleiben die Bestimmungen von Buchstaben b) und c).
- b) Die Fondsleitung darf höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens in Guthaben auf Sicht und auf Zeit bei derselben Bank anlegen. In diese Limite sind sowohl die flüssigen Mittel gemäss Artikel 9 als auch die Anlagen in Bankguthaben gemäss Artikel 8 einzubeziehen.
- c) Die Fondsleitung darf höchstens 5% des Vermögens des Teilvermögens in "OTC"-Geschäften bei derselben Gegenpartei anlegen. Ist die Gegenpartei eine Bank mit Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Staat, in dem sie einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist, so erhöht sich diese Limite auf 10% des Vermögens des Teilvermögens.
- d) Anlagen, Guthaben und Forderungen gemäss den vorstehenden Buchstaben a) bis c) desselben Emittenten bzw. Schuldners dürfen insgesamt 20% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleibt die höhere Limite gemäss dem nachstehenden Buchstaben f).
- e) Anlagen gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) derselben Unternehmensgruppe dürfen insgesamt 20% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Vorbehalten bleibt die höhere Limite gemäss dem nachstehenden Buchstaben f).

- f) Die im vorstehenden Buchstaben a) erwähnte Grenze von 10% wird auf 35% angehoben, wenn die Effekten oder Geldmarktinstrumente von einem OECD-Staat, einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft aus der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen die Schweiz oder ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert werden. Die vorgenannten Effekten oder Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Buchstabe a) erwähnten Limite von 75% nicht berücksichtigt. Die Einzellimiten der Buchstaben a) und c) dürfen mit dieser Limite von 35% jedoch nicht kumuliert werden.

Verwaltungskommission (Artikel 19 Ziffer 1)

Klasse P: höchstens 2,00% p.a.

Klasse I: höchstens 1,25% p.a.

Klasse M: höchstens 1,00% p.a.

Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letzteres wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

VF (CH) – Valiant Swiss Equities SPI® Index Plus

Anlageziele

Das Anlageziel des Teilvermögens besteht darin, der Entwicklung des Index SPI® zu folgen.

Rechnungseinheit (Artikel 20 Ziffer 1)

CHF

Anlagepolitik (Artikel 8 Ziffer 2)

- a) Die Fondsleitung investiert mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in:
- an einer Börse oder an einem anderen geregelten, dem Publikum offenstehenden Markt gehandelte Beteiligungswertpapiere und -rechte (Aktien, Genussscheine, Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine und Ähnliches) von Unternehmen, die ihren Sitz oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Aktivität in der Schweiz oder in Liechtenstein haben und im Anlageuniversum des Referenzindex SPI® enthalten sind;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - Index-Futures auf die oben erwähnten Anlagen;
 - Derivate (einschliesslich Warrants) auf die oben erwähnten Anlagen;
 - strukturierte Produkte auf die oben erwähnten Anlagen.
- Bei Anlagen in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen und strukturierte Produkte stellt die Fondsleitung sicher, dass auf konsolidierter Basis mindestens zwei Drittel (2/3) des Vermögens des Teilvermögens in oben erwähnten Anlagen investiert sind.
- Die Fondsleitung kann die Verwaltungsmethode nach eigenem Gutdünken wählen, muss aber stets auf eine breite Diversifikation des Portfolios bedacht sein.
- b) Die Fondsleitung kann zudem höchstens ein Drittel (1/3) des Vermögens des Teilvermögens investieren in:
- Beteiligungswertpapiere und -rechte, die den unter Buchstabe aa) genannten Anforderungen nicht genügen;
 - Obligationen und andere Forderungswertrechte;
 - Wandelobligationen oder Optionsanleihen;
 - auf Schweizer Franken lautende Guthaben auf Sicht und auf Zeit und Geldmarktinstrumente von Schweizer Emittenten;
 - strukturierte Produkte auf die unter Buchstabe b) erwähnten Anlagen;
 - Anteile an kollektiven Kapitalanlagen, die ihr Vermögen ganz oder teilweise in die oben erwähnten Anlagen investieren;
 - Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen;
- c) Zusätzlich hat die Fondsleitung die nachstehenden Anlagebeschränkungen, die sich auf das Vermögen des Teilvermögens beziehen, einzuhalten:
- höchstens 30% in Geldmarktinstrumente und Index-Futures;
 - höchstens 10% in Anteile an schweizerischen kollektiven Kapitalanlagen der Kategorie "übrige Fonds für alternative Anlagen" sowie an vergleichbaren ausländischen kollektiven Kapitalanlagen;
 - höchstens 49% in Anteile an kollektiven Kapitalanlagen

Risikoverteilung (Artikel 15 Ziffer 1)

- a) Die Fondsleitung darf einschliesslich der Derivate höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens in Effekten und Beteiligungspapiere sowie Geldmarktinstrumente desselben Emittenten anlegen. In Abweichung dieser Grenze von 20% pro Emittent dürfen Titel, die im SPI mit mehr als 20% gewichtet sind, bis zu einer Höhe von 120% ihrer Gewichtung im Index übergewichtet sein, sofern das Teilvermögen jederzeit Titel von mindestens 15 verschiedenen Emittenten hält und diese Titel maximal 25% des Vermögens des Teilvermögens ausmachen.
- Der Gesamtwert der Effekten und Geldmarktinstrumente der Emittenten, in die mehr als 10% des Vermögens eines Teilvermögens angelegt sind, darf 60% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen.
- Vorbehalten bleiben die Bestimmungen von Buchstaben b) und c).
- b) Die Fondsleitung darf höchstens 20% des Vermögens des Teilvermögens in Guthaben auf Sicht und auf Zeit bei derselben Bank anlegen. In diese Limite sind sowohl die flüssigen Mittel gemäss Artikel 8 als auch die Anlagen in Bankguthaben gemäss Artikel 9 des Fondsvertrags einzubeziehen.
- c) Die Fondsleitung darf höchstens 5% des Vermögens des Teilvermögens in "OTC"-Geschäften bei derselben Gegenpartei anlegen. Ist die Gegenpartei eine Bank, die ihren Sitz in der Schweiz oder in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder in einem anderen Staat, in dem sie einer Aufsicht untersteht, die derjenigen in der Schweiz gleichwertig ist, so erhöht sich diese Limite auf 10% des Vermögens des Teilvermögens.
- d) Anlagen, Guthaben und Forderungen gemäss den vorstehenden Buchstaben a) bis c) desselben Emittenten bzw. Schuldners dürfen insgesamt 20% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Diese Limite wird auf 25% des Vermögens des Teilvermögens angehoben, wenn der gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) übergewichtete Titel bei der Berechnung dieser Einschränkung berücksichtigt werden muss.

- e) Anlagen gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) derselben Unternehmensgruppe dürfen insgesamt 20% des Vermögens des Teilvermögens nicht übersteigen. Diese Limite wird auf 25% des Vermögens des Teilvermögens angehoben, wenn der gemäss dem vorstehenden Buchstaben a) übergewichtete Titel bei der Berechnung dieser Einschränkung berücksichtigt werden muss

Einsatz von Derivativen

Gemäss Artikel 12 des Fondsvertrags und der Anlagepolitik des Teilvermögens erlaubt.

Effektenleihe/"Repos" und "Reverse Repos"

Effektenleihe erlaubt.

"Repos"/"Reverse Repos" nicht erlaubt.

Verwaltungskommission (Artikel 19 Ziffer 1)

Klasse P: höchstens 1,50% p.a.

Klasse I: höchstens 0,75% p.a.

Klasse M: höchstens 0,50% p.a.

Klasse S: höchstens 0,22% p.a. Die Verwaltungskommission der Klasse S beinhaltet nicht die Vergütung für das Asset Management. Letztere wird im Rahmen des Vermögensverwaltungsauftrags entrichtet, der gegen Entgelt zwischen dem in die Klasse S investierenden Anleger und der Valiant Privatbank AG abgeschlossen wurde.

Der effektiv angewandte Satz der Verwaltungskommission ist jeweils aus dem Jahres- und Halbjahresbericht ersichtlich.

